la Révolution prolétarienne

REVUE SYNDICALISTE REVOLUTIONNAIRE

Dans ce numéro :

La répétition générale et le drame de demain

R. Louzon

Où va l'Angleterre ?

F. A. Ridley

LA CRISE DE L'ÉTAT NATIONAL

Andrée-Gélo

Epuration et Syndicalisme

Un témoignage d'Albert Guigui

NOTRE TITRE EST-IL ABSURDE ?

Opinions de : J. Mora, R. Fontanieu, H. Ricaud, J. Fontaine, G. Ch., J. Duperray

19e année. — N° 341. — Nouvelle série n° 40. JUILLET 1950. — Prix : 40 francs.

LA RÉVOLUTION PROLÉTARIENNE

Revue syndicaliste révolutionnaire
(mensuelle)

CONDITIONS D'ABONNEMENT

FRANCE, ALGERIE, COLONIES

Six mois .... 230 fr.
Un an .... 400 fr.

EXTERIEUR

Six mois .... 300 fr.
Un an .... 500 fr.

ADRESSER LA CORRESPONDANCE
concernant la Rédaction
et l'Administration à la
Révolution prolétarienne
14, rue de Tracy — PARIS (2e)
Téléphone : CENtral 17-08

PERMANENCE
Tous les soirs, de 17 à 19 heures
le samedi, de 16 à 19 heures

UTILISER POUR LES ENVOIS
DE FONDS
notre compte chèques postaux :
Révolution prolétarienne 734-99 Paris

Sommaire du N° 40 - JUILLET 1950

LA LIGUE SYNDICALISTE

La Ligue syndicaliste se propose :

1° *De travailler à la renaissance du syndicalisme révolutionnaire, en faisant prédominer dans les syndicats l'esprit de classe sur l'esprit de tendance, de secte ou de parti, afin de réaliser le maximum d'action contre le patronat et contre l'Etat ;*

2° *De défendre l'indépendance du syndicalisme à l'égard du gouvernement comme à l'égard des partis. La charte d'Amiens vaut en 1949 comme en 1906. La théorie de la direction unique du parti et des syndicats, c'est-à-dire du rôle dirigeant du parti, conduit la C.G.T. à la division et à l'impuissance. La politique de la présence, sans mandat ni garanties, rend la C.G.T. dépendante du gouvernement ;*

3° *De rappeler que l'unité syndicale implique une maison confédérale habitable pour tous les syndiqués, la démocratie syndicale étant respectée du haut en bas de la C.G.T., les fonctionnaires syndicaux ne se considérant pas comme une bureaucratie omnipotente et ne regardant pas les syndiqués comme de simples contribuables ;*

4° *De participer à l'œuvre d'éducation syndicale en procédant à l'examen des problèmes pratiques et théoriques posés devant le mouvement ouvrier, en préconisant la formation de Cercles d'études syndicalistes ; en démontrant, dans la pratique journalière, qu'étudier et bien se battre ne s'excluent pas, au contraire ;*

5° *De lutter contre le chauvinisme qui déferle jusque dans la C.G.T. et la Fédération syndicale mondiale. La place des travailleurs n'est ni derrière l'impérialisme américain ni derrière l'impérialisme russe. Elle est derrière une Internationale syndicale ne confondant son rôle ni avec le Bureau international du Travail ni avec l'Organisation des Nations Unies. Une Internationale qui appelle avec plus de force qu'il y a cent ans les prolétaires de tous les pays à s'unir. Chaque effort donné à une institution gouvernementale est un effort volé à la C.G.T. et à l'Internationale ;*

6° *De rappeler sans relâche que le syndicalisme ne peut s'édifier avec puissance que sur les triples fondations de l'indépendance, de la lutte de classes et de l'internationalisme ;*

7° *De maintenir vivant le précepte de la Première Internationale : l'émancipation des travailleurs ne sera l'œuvre que des travailleurs eux-mêmes.*

La répétition générale et le drame de demain

Lorsqu'une fripouille vous parle d'honnêteté vous pouvez être sûr qu'il se prépare à vous subtiliser votre portefeuille; lorsque Staline fait parler de paix, c'est qu'il prépare une guerre. Aussi, en entendant tout le boucan fait par les larbins du Kremlin sur « Stockholm » et la bombe atomique, pouvait-on être certain qu'une nouvelle agression russe était imminente. Le samedi soir, j'étais obligé d'entendre des tas de discours sur « la paix » prononcés à Nice, je ne sais où, mais transmis dans tous les quartiers de la ville par haut-parleurs — et le lendemain, dimanche, la radio annonçait l'invasion de la Corée du sud par l'Etat marionnette de la Corée du nord.

Il est de règle que les grands drames n'éclatent pas d'un seul coup. Avant la grande aventure, on éprouve le besoin de tâter le terrain; des opérations de « reconnaissance » précèdent toujours les grandes batailles. Déjà, avant le drame, moindre, de 1939, Hitler et Mussolini avaient sondé l'état de préparation et la volonté de résistance des « démocraties », grâce à la guerre d'Espagne. Après s'être livré, en Grèce, à une première reconnaissance au lendemain de la cessation des hostilités, Staline en opère maintenant une seconde en Corée, de plus vaste envergure. Les opérations auxquelles nous assistons présentement sont une seconde répétition générale en vue de la guerre mondiale.

L'INDOCHINE

Il n'est personne de bon sens qui ne puisse approuver la rapide et vigoureuse réaction des Etats-Unis, ainsi que la décision de l'O.N.U. qui la légalise, mais pourquoi faut-il que l'action de secours à la Corée qui a pour but de mettre un barrage aux entreprises du russisme en Extrême-Orient s'accompagne d'une décision américaine qui les favorise ?

Pourquoi faut-il qu'en même temps qu'il annonçait l'intervention des forces américaines en Corée, Truman ait cru devoir annoncer une intensification de l'aide apportée sous forme d'armements au colonialisme français d'Indochine ?

En Corée, l'Amérique prend parti contre l'agresseur; c'est parfait! Mais elle aurait dû prendre également parti contre l'agresseur en Indochine. Et l'agresseur en Indochine, c'est la France.

Nous ne le répèterons jamais assez : toute la responsabilité de la présente guerre d'Indochine repose, et repose uniquement, sur le gouvernement français.

En Indochine, ce sont les Français qui sont les agresseurs et les Indochinois qui sont les agressés, non seulement parce que la conquête de l'Indochine n'a été qu'une longue suite d'agressions de la part de la France, depuis la prise de Tourane en 1858 jusqu'à la campagne du Tonkin en 1884-85 et la déposition de l'empereur d'Annam, mais encore et surtout, parce que ce sont les troupes françaises qui ont attaqué à Hai-phong, le 30 octobre 46, les troupes du Viet Minh, sans aucune provocation de leur part. Attaque, dont l'unique raison était que le moine-brigand Thierry d'Argenlieu, qui représentait alors la France en Indochine, ne voulait pas qu'entrent en application les accords qu'avaient signés à Fontainebleau les représentants du gouvernement français et ceux du Viet Minh, accords qui devaient entrer en vigueur en ce jour même du 30 octobre.

On se rappelle aussi que l'agression de l'armée française ne s'arrêta pas là. Malgré la volonté bien arrêtée des Indochinois de ne pas riposter aux attaques réitérées des Français, de traiter ces dernières comme des « incidents locaux », ainsi qu'en firent foi les dépêches publiées par la presse française elle-même, les troupes françaises ne cessèrent de poursuivre leur offensive durant plus de six semaines, occupant, après Hai-phong, la voie ferrée conduisant d'Hai-phong à Hanoï, puis la ville d'Hanoï, d'où finalement elles prétendirent chasser l'administration annamite, dernière goutte qui fit déborder le vase et obligea les Annamites, le 19 décembre, à entrer, enfin, en guerre ouverte.

Si aucune personne de bon sens ne peut nier qu'en Corée ce soit le gouvernement de la Corée du nord et son maître, le Kremlin, qui soient les agresseurs, personne de bon sens ne peut davantage nier qu'en Indochine l'agresseur n'ait été l'Etat français.

Si l'Amérique se décidait à avoir en Asie une politique cohérente, si elle voulait vraiment à la fois y prendre partie contre les agresseurs et y appliquer le principe proclamé par Wilson et confirmé par Roosevelt du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, elle devrait accompagner son envoi de troupes en Corée d'un envoi d'armes, non à la France et à ses fantoches, mais au Viet Nam et à son seul représentant légitime, le Viet Minh.

En protégeant la Corée contre la Russie, l'Amérique s'assure un titre à la reconnaissance des Asiatiques, mais en permettant à la France de maintenir sa domination sur l'Indochine, elle encourt leur exécration.

LE BOBARD DU « COMMUNISME »

Qu'on ne vienne surtout pas dire que ceux qui combattent aujourd'hui dans la brousse indochinoise contre les soldats du colonialisme sont des « communistes » et qu'il s'agit, en fin de compte, de préserver l'Indochine de Moscou, tout comme la Corée! Certes, il y a dans le gouvernement et dans les troupes du Viet Minh des communistes, tout comme il y en a eu dans divers gouvernements français et comme il y en avait dans celui-là même qui couvrit de son autorité l'acte d'agression de Thierry d'Argenlieu et qui envoyait des instructions aux autorités françaises d'Indochine pour leur affirmer que l'effort de guerre contre le Viet Minh « sera maintenu aussi bien au point de vue personnel qu'au point de vue matériel et financier », instructions qui datent de cinq mois après l'agression et qui portent encore la signature du communiste Maurice Thorez, à côté de celle des socialistes Ramadier et Moutet et du très-chrétien Teitgen.

Mais, pas plus que la présence des communistes dans les gouvernements français de 45, 46 et 47 ne signifiait que la France était alors un Etat communiste, la présence de communistes indochinois dans le gouvernement du Viet Minh n'implique que le Viet Minh soit une formation communiste. Tous les correspondants de presse qui ont séjourné en Indochine au cours de ces dernières années sont unani-

mes sur un point : le Viet Minh est une formation, non point communiste, mais **nationale**, représentant toutes les tendances nationales, c'est-à-dire qu'il comprend la totalité des Indochinois qui veulent lutter pour l'indépendance de leur pays.

D'ailleurs, cette opinion fut longtemps celle du gouvernement américain lui-même, puisque non seulement celui-ci refusait jusqu'à hier toute aide à la France pour sa guerre scélérate, mais qu'encore il n'hésitait pas à déclarer publiquement, à plusieurs reprises, que sa politique en Indochine était de rétablir la paix entre le Viet Minh et la France.

Cependant, il est certain que cette accusation de communisme portée contre le Viet Minh, qui était fausse hier et l'est encore aujourd'hui, peut devenir vraie demain, et le sera même indiscutablement un jour, si l'Amérique persiste à aider la France dans sa guerre de reconquête coloniale. Car si l'espoir des Asiatiques de trouver un appui chez certaines nations occidentales pour leurs « guerres d'indépendance » se révèle décidément vain, l'Asie n'aura plus qu'une ressource, celle de se jeter dans les bras de la Russie. Ainsi, sous le prétexte de combattre le « communisme », on aura tout simplement amené à l'église moscovite des centaines de millions de nouveaux fidèles.

Tous les grands mouvements asiatiques, même ceux qui ne sont pas dirigés contre la domination d'une puissance européenne, sont, avant tout, des mouvements nationaux — et même pas seulement les mouvements asiatiques. La « guerre civile » de Grèce a été avant tout une guerre des Slaves de la Macédoine « grecque » contre la domination hellénique; la révolte « communiste » de Birmanie est principalement une guerre des Karens, c'est-à-dire des **montagnards** de l'est de la Birmanie, contre les gens de la plaine, les paysans du delta; les guerillas « communistes » en Malaisie sont une tentative faite par l'énorme colonie chinoise de ce pays d'en évincer les Malais, tout comme les colonies sionistes ont évincé les Arabes de la Palestine; pareillement, les Indochinois de Ho Chi-minh cherchent à se libérer du joug des Français et les Chinois de Mao Tsé-tung à se libérer de toute tutelle étrangère

Il est commode pour les politiciens de bas étage et leurs journaleux ignorants de revêtir tous ces mouvements nationaux de l'étiquette « communiste », mais cela ne sert qu'à tout embrouiller et à empêcher de comprendre. Par contre, à force de présenter ces mouvements nationaux comme des mouvements communistes et de les combattre comme tels, on risque fort, pour la raison que nous venons de dire, de les transformer en mouvements réellement « communistes », je veux dire des mouvements qui ne compteront plus que sur Moscou pour réussir.

FORMOSE

En plus de la Corée et de l'Indochine, la déclaration Truman comprenait un troisième sujet : Formose.

Ici le problème est plus complexe. Nous avions dit, il y a quatre mois, qu'il fallait se féliciter de voir Truman-Acheson se refuser, malgré la pression de Mac Arthur, à venir en aide à Chang Kaï-shek en occupant Formose, mais, depuis l'attaque russe en Corée, la question de Formose a cessé d'être une question purement **politique** pour devenir d'abord une question **militaire.**

En temps de guerre, les considérations stratégiques ont le droit de primer tout le reste, et, malgré les artifices diplomatiques, il est bien certain que l'Amérique est actuellement en guerre. Or il paraît bien que l'occupation de Formose par les troupes d'un Etat dont le moins qu'on puisse dire est qu'il n'entretient pas des rapports particulièrement amicaux avec l'Amérique, constituerait un handicap certain pour les forces armées américaines, Formose étant tout proche du grand arc (Philippines, Riou-Kiou, Japon) qui constitue la rocade avancée du front américain dans le Pacifique.

Aussi l'ordre donné par Truman à la flotte américaine de ne pas tolérer actuellement une attaque contre Formose peut-il être considéré comme légitime, mais cela à deux conditions.

A la condition d'abord que Formose cesse d'être une base d'agression contre la Chine. Il serait intolérable qu'on empêche les Chinois de s'emparer de Formose alors que continueraient à partir de Formose avions et navires qui bombarderaient les villes de la Chine et feraient le blocus de ses côtes. Cela, le Département d'Etat l'a compris puisqu'il a exigé de Chang Kaï-shek que celui-ci cesse ses attaques contre la Chine. Mais ça ne suffit pas. Formose demeurera une menace pour la Chine tant qu'elle sera occupée par le pseudo-gouvernement de Chang Kaï-shek et ses forces armées. La neutralisation politique et militaire de Formose doit être totale et **définitive;** pour cela, Chang et son gouvernement doivent disparaître.

Pour y parvenir, le moyen juridique a été suggéré par la déclaration britannique rappelant que Formose faisant partie du Japon lors de la dernière guerre, son sort ne peut être réglé que par un traité avec le Japon et que jusqu'à ce que celui-ci soit conclu, l'Amérique, en tant que puissance occupante du Japon, a le droit formel de régir Formose. Qu'elle l'occupe donc, au lieu et place de la pourriture de Chang Kaï-shek!

Ce faisant, non seulement l'Amérique libérerait les Chinois de la crainte d'une nouvelle guerre civile due à l'existence d'un second gouvernement dit chinois, disposant d'une puissante base militaire à proximité de la Chine, mais aussi elle montrerait ainsi à l'ensemble des peuples asiatiques que sa politique ne consiste pas, sous prétexte de combattre le « communisme », à soutenir simplement les formes les plus pourries de l'ancien régime, ce que les Asiatiques ne lui pardonneraient pas plus que de soutenir les régimes d'oppression coloniale.

La seconde condition pour que l'interdiction faite aux Chinois d'attaquer Formose soit acceptable, est que l'occupation américaine de Formose soit strictement limitée à la durée des hostilités en Corée ou, si l'on préfère, qu'elle cesse dès la signature du traité de paix avec le Japon, deux dates qu'on peut considérer comme devant vraisemblablement être assez proches l'une de l'autre.

Quant au sort définitif de Formose il doit être réglé, à mon sens, non en vertu d'une décision prise par les Trois Gros en un Ialta quelconque, mais en conformité avec la volonté des habitants.

Le soulèvement quasi-général qui a entraîné presque toute la population de l'île, après la fin des hostilités, au lendemain de la remise de Formose entre les mains de l'administration chinoise, — soulèvement qui n'avait rien de communiste — paraît bien montrer, en effet, que dans cette île, autrefois peuplée uniquement de non-Chinois qui y demeurent encore au nombre d'une centaine de mille, puis qui fut ensuite partiellement colonisée par des outlaws chinois et fut enfin conquise par la Chine sous les premiers empereurs mandchous, mais en demeura détachée durant tout ce dernier demi-siècle du fait de sa conquête par le Japon au cours de la guerre de 1895, il s'est développé un certain sentiment national si l'on peut dire, un désir d'indépendance, ou tout au moins de large autonomie.

Dès lors, son incorporation **ipso facto** à la Chine, sans consultation de la population, n'est pas plus légitime que ne le fut l'annexion de l'Alsace par la France en 1918, sans l'avis des Alsaciens.

Il faudra donc demander **honnêtement** l'avis de la

population de Formose, et s'y conformer. En Asie comme en Europe, la volonté des peuples est la seule règle qui peut et doit être suivie si l'on veut — et il le faut — construire un Droit international.

Le drame de demain

Les événements actuels d'Asie ne sont, évidemment, que le prologue du drame. Un drame qui se jouera en Europe et auquel, bon gré mal gré, nous aurons à participer en tant qu'acteurs.

NEUTRALITE IMPOSSIBLE

Car il faut être aussi stupide — ou aussi roué — que les gens du **Monde**, ce successeur du **Temps**, « la bourgeoisie faite journal », pour croire — ou chercher à faire croire — que la France pourrait demeurer neutre dans le conflit qui se prépare. Comme s'il suffisait de vouloir être neutre ou de se déclarer neutre, pour que les belligérants vous épargnent! A moins d'être atteint d'amnésie totale on ne peut pas ne point se souvenir de ce qui est arrivé à la Belgique en 1914, à la Norvège, à la Hollande, à la Belgique, à l'Iran en 1940 et 1941, tous pays neutres et qui ont été envahis! Et, à moins d'idiotie congénitale, on ne peut pas ne point se rendre compte que le cas de la France, et de l'Europe occidentale dans son ensemble, est beaucoup plus désespéré encore que ne l'était celui des pays que nous venons de citer, du fait que le conflit sera d'une ampleur tout autre puisqu'il s'agira, cette fois, de rien de moins que de la domination du monde, et en raison également de la situation géographique et de l'importance économique et politique de nos pays qui en rendent l'occupation obligatoire pour l'un ou l'autre des deux belligérants.

Donc, pas d'illusions possibles! Il faut se soumettre, ou se battre. Se livrer pieds et poings liés au totalitarisme russe, accepter le régime de l'esclavage et des travaux forcés, ou bien le combattre les armes à la main. Prétendre échapper à ce dilemme n'est que littérature.

LES FLANCS RESISTERONT

Mais comment va se présenter concrètement, militairement, ce combat?

Il est inutile de dire que je n'ai aucune sympathie pour le sénateur américain Taft, l'un des auteurs de la loi antisyndicale d'Amérique. Cependant, lorsque ce dernier déclare que fournir des armes aux Etats européens du pacte de l'Atlantique, c'est jeter sa poudre aux moineaux, parce que les armées occidentales se rendront à l'ogre russe sans combattre, on doit lui donner, en partie, raison.

Un pays comme la France, où un tiers de la population au moins, est de cœur avec les Russes et dont les deux autres tiers, sauf quelques rares petits groupes, chient dans leurs culottes, avec au premier rang les grands bourgeois, est incapable d'offrir une résistance sérieuse à l'armée russe, quelles que soient la qualité et la quantité des armements dont il soit doté. Pour l'Italie, cela est encore plus vrai! Donc, dans les circonstances actuelles, armer la France et l'Italie, c'est armer finalement la Russie.

Par contre, il y a des pays qui tiendront, des peuples qui se battront résolument plutôt que d'accepter l'esclavage. Au nord, ce sera l'Angleterre et les pays scandinaves, et, sans doute, la Hollande si elle se trouve en avoir la possibilité; au sud, ce sera la Turquie et la Yougoslavie, et aussi la Suisse, si, pour elle aussi, la situation militaire générale lui en laisse la possibilité. Ce sont donc avant tout ces Etats-là que l'Amérique doit armer. C'est à eux que doivent aller les premières armes disponibles et les plus perfectionnées, et non à la France et à l'Italie, proies toutes désignées pour l'idéologie communiste du fait qu'elles y ont été préparées par leur soumission séculaire à l'idéologie catholique qui possède les deux mêmes caractéristiques essentielles que l'idéologie marxiste : le culte du mensonge et de l'absurde, et la soumission totale de l'individu, corps et âme, à l'Eglise.

Dans une bataille frontale, l'assaillant peut percer au centre; si les flancs tiennent, rien n'est perdu; toute avance du centre ne fait alors que le rendre plus vulnérable. La seconde bataille de la Marne en mai-juin 18 en a été l'illustration. Stratégiquement, il en est de même. L'Europe ne sera pas perdue, même si son front est percé, du moment que les pays de la mer du Nord, et ceux de la Méditerranée orientale tiendront suffisamment pour que le continent américain ait le temps de mobiliser. Rien n'est militairement supérieur à deux branches d'une tenaille qui se resserrent.

A QUELLES CONDITIONS LE CENTRE POURRAIT-IL, LUI AUSSI, RESISTER ?

Il serait cependant bien préférable, évidemment, si cela était possible, que le centre, lui aussi, résiste.

La possibilité d'une telle résistance me paraît, je le répète, hors de question pour le moment, mais il n'en serait pas de même si l'on opérait préalablement deux profonds changements dans la structure de la défense française.

La première condition préalable pour qu'une résistance en France soit possible est que l'armée soit réorganisée sur des bases entièrement nouvelles. Une armée basée sur la conscription dans un pays dont un tiers au moins est acquis d'avance à l'ennemi, ne présente aucune valeur combative. C'est tout simplement une cinquième colonne en puissance. Décréter la mobilisation générale aujourd'hui en France, dans une guerre contre la Russie, équivaut à un suicide : la France deviendrait province russe sans même qu'un seul soldat russe ait besoin de se montrer sur le sol français. Il faut donc seulement une armée **sélectionnée**, une armée qui ne comprenne que des hommes, cadres et soldats, sur lesquels on puisse compter (1). Une telle armée ne possèdera certainement pas les effectifs impressionnants que permet d'aligner une mobilisation générale, mais il vaut infiniment mieux n'avoir que 100 hommes résolus à se battre, plutôt que 1.000 hommes, dont la moitié est prête à passer de l'autre côté.

La puissance des armements modernes est telle d'ailleurs qu'un nombre d'hommes réduit peut tenir un front relativement étendu. On peut trouver en France de quoi constituer, sur les bases ci-dessus indiquées, pas mal d'escadrilles d'avions de chasse, de bombardiers d'infanterie, d'équipes de radar, de D.C.A. et de canons antitanks, dont l'ensemble constituerait une force défensive non négligeable.

Cependant, cette force serait insuffisante, à elle seule, pour interdire l'accès de l'Europe occidentale à la marée russe. Elle pourrait être un appoint important, mais seulement un appoint. C'est pourquoi une seconde condition est nécessaire pour qu'une fourniture d'armes à la France puisse servir à quelque chose. Cette seconde condition, c'est le réarmement des Allemands de l'ouest. Ainsi que le prévoyait Proudhon, il faut, contre Attila, refaire la

---

(1) Je sais tous les dangers qu'un tel mode d'organisation militaire présente pour les institutions démocratiques, mais ces dangers se trouveront sensiblement atténués du fait que le système politique de la France se trouvera de plus en plus nécessairement lié à un système politique plus général.

conjugaison des forces gallo-romaines d'Aétius et de celles, germaniques, de Mérovée.

Tout porte à croire que la grande majorité des Allemands de l'ouest, des Allemands germaniques, est prête à défendre sa peau contre l'impérialisme moscovite. Armés de la même manière que celle que nous venons d'indiquer pour la France, ils peuvent, en s'ajoutant à des troupes françaises sélectionnées, constituer la force capable de tenir tête à l'invasion durant le temps qu'il faudra pour attendre le moment où, du fait de la situation générale, l'invasion ne sera plus possible.

Mais pour satisfaire à ces deux conditions, il faut, comme l'on voit, procéder à un renversement total de la politique française, tant au point de vue extérieur qu'au point de vue de l'organisation militaire. Tant que ce renversement n'aura pas eu lieu, tant qu'on persévérera dans une politique et dans des conceptions militaires qui datent de la dernière guerre, selon l'habitude invétérée des états-majors, on prendra l'exact contre-pied de ce qu'il faut faire pour préserver ce pays d'une nouvelle invasion, et les Américains feront bien alors de garder leurs armes s'ils ne veulent pas leur voir subir le même sort que celles qu'ils ont fournies à Chang Kaï-shek.

L'autre événement :

Fait capital ou panneau-réclame?

La même semaine qui voyait les hostilités s'ouvrir en Corée voyait également le parlement yougoslave entendre un discours de Tito dans lequel celui-ci rappela, deux heures durant, que toute construction du socialisme impliquait, suivant le mot d'Engels, un « évanouissement » de l'Etat, puis ce parlement votait à l'unanimité une loi enlevant l'administration des entreprises à l'Etat et la remettant à des Conseils ouvriers, élus au scrutin secret par les travailleurs de chaque entreprise.

Si cette loi est destinée à être appliquée **réellement,** si les usines, mines et chantiers de Yougoslavie deviennent véritablement la chose des travailleurs, en un mot, si la Yougoslavie passe du communisme d'Etat au collectivisme (au sens originel du terme), c'est plus qu'une réforme, c'est une révolution. C'est la substitution du socialisme ouvrier au socialisme bourgeois, le remplacement du régime des managers par celui des producteurs; c'est une société sans classe qui s'édifie pour la première fois dans l'histoire du monde civilisé.

Mais s'il ne s'agit que de « propagande », si les Conseils ouvriers doivent être une simple couverture du pouvoir de l'Etat, le camouflage de la dictature d'une oligarchie, comme ce fut le cas, presque dès l'origine, pour les soviets ouvriers et paysans de Russie, le schisme yougoslave présentera encore un intérêt du point de vue de la lutte entre les impérialismes, mais il sera sans valeur au point de vue socialiste.

Nous ne savons malheureusement rien qui nous permette de prévoir laquelle des deux hypothèses est la bonne.

R. LOUZON.

P.-S. — J'aurais bien aimé répondre ce mois-ci aux différentes questions qui m'ont été posées et aux critiques qui m'ont été faites par divers camarades dans les deux derniers numéros de la « R.P. », mais la place m'est limitée et les événements du jour sont si pressants que les discussions d'ordre général doivent leur céder le pas. Ce sera, j'espère, pour le mois prochain.

"Des intellectuels à Berlin..."

SEPT JOURS QUI NE CHANGERENT PAS LA FACE DU MONDE

L'idée de réunir à Berlin, cet accroc dans « le rideau de fer », un *Congrès pour la liberté de la culture* peut être discutée. Sans doute faudrait-il d'abord préciser *par qui* le congrès était organisé, *pour qui* il l'était et ce que, finalement, les organisateurs en attendaient.

Les noms du praesidium (d'honneur car aucun des personnages en question n'assista au Congrès) indiquent une certaine volonté d'académisme : Benedetto Croce, John Dewey, Karl Jaspers, Jacques Maritain, Bertrand Russel. Volonté modérée d'ailleurs. Le comité berlinois en témoigne avec, à sa tête, le sympathique *Ernst Reuter*, le maire de Berlin Ouest. Un homme que j'entendrai dire, faisant allusion aux situations maintenant si identiques de l'Allemagne orientale et de la Tchécoslovaquie : « La résistance au régime totalitaire, la résistance au stalinisme, ne doit absolument pas être nationaliste... »

Le véritable organisateur du Congrès, son secrétaire général, était *Melvin Lasky*, le rédacteur en chef de la revue politico-littéraire *Der Monat* (1), revue paraissant sous licence américaine, à Berlin même. Comment avaient été choisis les délégués ? Furent-ils toujours très représentatifs de courants de pensée ayant quelque importance ? Il est imprudent d'en décider, quant aux autres ; et j'avouerai seulement que pour moi ces journées berlinoises ont été riches d'enseignements. J'essayerai, plus loin, d'en noter quelques-uns, regrettant de n'avoir pu, faute de temps, mieux faire que ces notes rapides.

Est-il facile, auparavant, de définir nettement le but du congrès ? Je ne le crois pas. Car une constante ambiguïté s'est manifestée : s'agissait-il de faire parler quelques orateurs honorablement ou tout au moins universellement et en tout cas berlinoisement connus ? S'agissait-il au contraire d'une discussion où des hommes libres, par une confrontation ouverte de leurs expériences et de leurs réflexions, auraient avancé vers l'élaboration d'une « idéologie de remplacement » ? Entreprise de propagande dans le creuset berlinois de la lutte froide ou sérieuse recherche d'une solution à la crise évidente de la pensée révolutionnaire ?

Il semble bien que les organisateurs préféraient la première conception ; mais ils n'ont pas évité que la deuxième question fût posée. Pouvait-elle être résolue ? Evidemment pas mais on doit regretter qu'elle n'ait pas été plus longuement, plus profondément étudiée et surtout discutée.

Accord facile

Le congrès commença par une séance publique où une assistance nombreuse, qui comptait des jeunes, ne ménagea pas ses applaudissements aux éloquents orateurs. Mais dans une telle atmosphère on applaudit aussi bien des thèses même un peu contradictoires. De même dans les deux premières séances de discussion (peu de discussion, très peu ; beaucoup de discours, trop...), consacrées aux sciences et aux arts dans les régimes totalitaires. Le professeur Muller était là et rappela tout au long l'affaire Lyssenko, l'adjudant-chef des chromosomes progressistes. Un orateur allemand rappela que jamais l'Académie des Sciences de Berlin n'avait envoyé à Hitler un télégramme du genre (épique !) de celui qu'elle adressa à Staline. Et il me plut d'entendre dénoncer la feinte indifférence des couards qui se retranchent derrière les exigences pressantes de leurs spécialités (artistiques ou scientifiques) — comme d'autres, ailleurs, l'ont dit de leur profession — pour éviter de dire le « non », qui est peut-être une condition de la liberté, justement, parce qu'il n'est pas, aujourd'hui, sans risque pour celui qui le prononce.

Ici se place un incident qui révèle en même temps comment étaient constituées les délégations. Un professeur autrichien, Hans Thirring déclara retirer son

(1) *Le Mois.*

discours déjà ronéographié parce qu'il était basé sur ces deux prémisses: que l'U.R.S.S. ne transformerait pas la guerre froide en guerre chaude, que l'O.N.U. pouvait assurer la paix. L'orateur devant les événements de Corée, préférait attendre pour se décider quant aux volontés pacifiques de Staline. Est-il vrai que l'auteur de ces déclarations ait fait partie du comité pour l'appel de Stockholm ? On crut d'abord comprendre (faute d'une traduction exacte) qu'en présence d'un fait de guerre, il n'était plus question de parler : ferme réaction là-contre de Rousset et Silone. L'incident laissa des traces ; en fin de congrès des délégués autrichiens regrettèrent que seules certaines tendances de leur délégation aient pu se manifester...

Accord plus difficile

C'est que, au fur et à mesure qu'approchait la fin du congrès, un accord unanime paraissait plus difficile. Certains journaux ont écrit que le débat était situé entre Koestler et Silone. C'est un peu cela, mais au contraire de ce que j'ai lu, je ne vois pas là une opposition entre « durs et mous » car les uns et les autres me paraissent également fermes quant aux illusions de la politique dite de neutralité (euphémisme charmant !). Plutôt une opposition quant au choix des moyens ou mieux, des principes fondamentaux permettant d'envisager tels ou tels moyens. Le premier raisonnant comme si la lutte était déjà dans sa dernière phase, celle de l'extermination, quand les épreuves du combat ont enlevé aux combattants toute illusion de pouvoir encore parler avec l'adversaire. Le second, sachant qu'avec les agents totalitaires il n'est pas de dialogue possible mais cherchant à susciter chez l'adversaire ou bien un trouble qui le désorganise ou des sympathies chez les opprimés éclairés sur leurs maîtres qui préparent la future fraternisation.

En simplifiant encore, l'opposition « gauche-droite » est-elle, comme le propose Koestler un faux dilemme (dans un texte sur lequel il faudra revenir) ? Ou bien comme le lui répliqua Philip, n'est-il pas évident que nous ne pouvons être seulement les défenseurs de ce qui existe mais qu'il faut comme recréer ce qui existe pour le refaire mieux, qu'il y a tout simplement un combat pour la justice sociale ?

Un manifeste et un comité

Etait-il possible de dire, dans le manifeste final, que la liberté repose sur la tolérance (bravo !) mais que les idéologies totalitaires « n'ont pas droit de cité dans la république de l'esprit » ? Certains délégués britanniques ne pouvaient l'admettre et la phrase fut retirée. Il reste académique d'affirmer qu' « on ne peut invoquer au nom de la logique la notion de tolérance pour couvrir l'intolérance » ; comment empêchera-t-on les théoriciens d'une idéologie totalitaire d'invoquer cette logique, si cela leur est utile ?

Autres décisions finales : un message à l'Est, un message aux Espagnols. Des déclarations de solidarité qu'il ne faudrait pas laisser lettres mortes. Et reprendre tout de suite la proposition de Czapski en faveur d'une université libre pour tous les réfugiés de tous les pays sous la botte totalitaire (une des façons d'éviter que la résistance y devienne nationaliste). Mettre en pratique la proposition Silone d'une enquête sur la liberté des intellectuels dans les pays où tous les moyens d'expression sont un monopole d'Etat (à quand une enquête semblable, par un S.P.I.E. reconstitué sur l'enseignement dans les mêmes pays ?).

Il fallait bien désigner un comité international pour tenter de réaliser ce programme. Réussira-t-il à éditer cette revue internationale dont certains rêvent avec raison ? Ce comité aura-t-il les moyens de vivre ?

Je ne dis rien de ses membres. Pour ne citer que des écrivains de ce pays, Rousset, Philip, François Mauriac et Raymond Aron peuvent-ils faire, avec profit, un bout de route ensemble ?

Ruines et liberté

Tout le monde sait qu'à Berlin il y a des ruines. On le sait, on a vu des photos. Mais les voir est encore autre chose et même ne passer que sept jours dans leur atmosphère ! Des rues entières ou n'apparaissent que des vestiges à peine reconnaissables de maisons. Un coup de vent, un nuage de poussière ; on croirait voir fumer encore les ruines et que la guerre n'est pas finie. Est-elle finie ?

Mais n'y avait-il à Berlin, que des ruines ? On a beaucoup parlé de liberté. « Freiheit, freiheit... freedom... » sur tous les tons. Mais beaucoup d'orateurs avaient trop de talent : cette inquiétude chez l'auditeur que ce ne soit bien mais rien dire. Un peu l'impression que beaucoup qui se sont tus et qui ont connu le régime totalitaire par le dedans, par ses camps auraient pu mieux dire sinon ce qu'est la liberté, tout au moins les méthodes qu'il convient d'envisager pour la conquérir quand on est sous de tels maîtres et sous leurs menaces.

Au lieu de cela, encore trop « d'écrivains acteurs ». Certains, qui appartiennent à de doctes assemblées, feraient mieux de se consacrer exclusivement à l'organisation de fêtes nocturnes et aquatiques plutôt que de venir énoncer publiquement des platitudes niaises. Des ruines, plus lamentables encore que les autres qui doivent bien avoir conscience qu'elles sont poussières...

Au moins était-il réconfortant d'entendre formuler (et c'est dans le manifeste) qu'on ne défend pas la culture sans en construire une. Il est vrai qu'elle se cherche, mais ce congrès de Berlin n'aura pas été, je le crains, la véritable amorce d'un vivant mouvement, d'un souffle vif et neuf dans la mâture désemparée et encore sans voilure de la révolution.

Gilbert **WALUSINSKI.**

LETTRE D'ITALIE

Le plan... pianissimo

Les conflits du travail du mois de mai avaient montré que nous nous trouvions dans une phase défensive pour les organisations ouvrières, et offensive en ce qui concernait les patrons. Le mois de juin a confirmé ce diagnostic. A moins que la grève du textile ne s'étende jusqu'à englober tout le nord de l'Italie et ne cause quelques surprises. Ou bien, que le problème coréen n'aboutisse à provoquer la Nème grève politique, la Nème occasion de rupture entre travailleurs, pour les beaux yeux de la politique impérialiste soviétique.

Durant les premiers jours du mois s'est tenu à Milan le congrès national pour l'industrie et le Plan du travail, organisé par la C.G.I.L. (confédération socialo-communiste), par lequel l'organisation syndicale dirigée par Di Vittorio entendait non seulement répondre au congrès des économistes mis sur pied par la **Confindustria** (confédération patronale) mais aussi « considérait comme terminée la période de propagande et d'explication du Plan... et passait à la phase qui exige les débuts de réalisation (interview de Di Vittorio, l'**Unità** du 1er juin). Eh bien ! à l'heure actuelle du moins, l'action syndicale des masses laborieuses manœuvrées par les staliniens ne semble pas s'élever jusqu'aux fonctions requises (répétons-le : il se peut qu'elle atteigne des phases aiguës aux périodes de tension, s'il s'en trouve, du conflit coréen). Si bien qu'il faut nous borner pour l'instant à parler du congrès lui-même.

Le suc de ces assises peut être trouvé dans le discours-fleuve par lequel Di Vittorio, secrétaire de la confédération et député stalinien (ancien ouvrier agricole ,ex-syndicaliste révolutionnaire), a terminé la journée du 4 juin ; discours intéressant sous plus d'un aspect, mais terriblement fragmentaire .

1) Le problème le plus grave du plan — pour les économistes — son financement, a été enterré définitivement. Di Vittorio n'a même pas daigné mentionner les capitaux nécessaires à la politique d'investissement et de plein emploi que le plan postule ; c'est-à-dire qu'il s'est confirmé que le dit plan n'était en fait qu'une machine d'assaut au moyen duquel le P.C.I. tente de s'approcher des fonctions gouvernementales.

2) Les gens sont saoûlés de chiffres, d'apparence concrète. De cette façon, l'ahurissement des travailleurs italiens atteint des proportions notoires; les perroquets de l'organisation syndicale social-communiste, presque tous issus des rangs politiques, peuvent pontifier grâce à des statistiques plus ou moins exactes qui viennent au jour comme les lapins, les étoiles filantes et les drapeaux du prestidigitateur.

3) Di Vittorio déclare, en ce qui concerne la métallurgie, qu'il faut multiplier par deux ou quatre notre production d'acier ; de cette façon seulement, nous pourrons élever le potentiel de notre industrie mécanique sans laquelle il est impossible d'envisager un quelconque progrès social. Donc, aucune réduction des industries sidérurgiques (suivant le plan de liquidation proposé par le républicain La Malfa) ; mais augmentation, avec possibilité d'exporter vers les pays dont l'industrie est complémentaire de celle de l'Italie.

On remarque immédiatement qu'il n'est pas question de savoir où trouver les capitaux pour arriver au niveau des prix extérieurs, ni de l'impossibilité démontrée de commercer avec les pays de « démocratie populaire », à moins d'entrer délibérément au sein du glacis soviétique.

Di Vittorio continue par la mécanisation de l'agriculture. Trop peu de tracteurs en Italie, ce qui est vrai. L'Etat doit (comment ?) organiser, sans intérêt, la vente des tracteurs aux petits et moyens paysans (pauvres futurs koulaks !).

Renouveler les méthodes, améliorer les conditions des industries alimentaires... Effectivement, Di Vittorio est lucide en ce qui concerne les problèmes de l'agriculture, et la proposition de la F.I.O.M. (Fédération des Employés et Ouvriers de l'industrie métal-mécanique) de doter chaque ouvrier agricole d'une bicyclette « payable à crédit d'Etat », a fait sourire les journalistes bourgeois, mais est exaltante. On s'étonne cependant que l'**Unità**, organe du P.C.I., ait dépensé tant d'espace et tant d'enthousiasme pour le Tour d'Italie, au lieu de proposer que les millions dépensés par les maisons productrices en faveur de cette entreprise soient consacrés à une organisation de vente capable de toucher le plus perdu des villages sardes.

4) Construire des maisons, à tout prix. S'attaquer aux monopoles du ciment (ce n'est pas aussi simple que le dit Vittorio), et exproprier les terrains privés (ce qui est juste et possible) .Donner des facilités aux chantiers navals qui construisent des navires destinés à l'Italie, au lieu d'accorder des primes aux armateurs qui en achètent à l'extérieur, ou prélever un pourcentage sur les ordres reçus de l'extérieur pour alléger nos prix et contrebalancer le coût des travaux exécutés dans les chantiers étrangers. Pratiquement, cela revient à construire un million de tonnes de navires neufs, mis à la disposition d'une entreprise d'armement nationalisée.

Augmenter la production d'énergie électrique. Diminuer les prix des engrais. Améliorer les conditions de transport. Commercer avec tout le monde. Donner des chaussures et des vêtements aux gens pauvres du Midi...

Voilà en bloc l'idée générale dont les divers aspects particuliers éclatent en images et en illustrations. L'Italie est un pays socialement arriéré, avec une masse de chômeurs qui pèse lourdement sur l'économie ; le système capitaliste, de troisième ordre, ne lui donne aucun avantage, et n'offre aucune solution au problème. Mettons en route la machine de la production, ce qui impliquera l'utilisation de la main-d'œuvre, l'amélioration du niveau de vie, l'augmentation du volume des affaires, une plus grande rapidité dans la circulation de la monnaie... Ce qui entrera d'un côté sortira de l'autre, et vice-versa. L'œuf de Colomb, en quelque sorte.

Un œuf qui cèle dans sa coquille de nombreuses et amères surprises, car de nombreuses questions, justement soulevées, mais énoncées à la manière de la C.G.I.L., perdent de ce fait toute valeur et tout mordant. D'autant plus que, de cette façon, les travailleurs s'habituent à croire en des solutions « miraculeuses », ou pis encore, de paternalisme d'Etat, ce qui constitue la menace la plus grave pour les travailleurs de l'industrie et de l'agriculture.

Quand on pense qu'effectivement l'industrie textile italienne traverse une crise sérieuse et menace de licencier du personnel, alors que des millions d'Italiens n'ont pas de quoi se vêtir, le dilemme apparaît tragique.

Mais, aussi bien les industriels, incapables de rénover les entreprises, incapables de passer de la vente à l'extérieur à la vente à bon marché dans les régions du Sud ; que les staliniens, qui s'occupent de l'industrie textile (l'épouse de Longo en tête), en envoyant toujours plus de travailleurs à l'abattoir par des grèves mal organisées et mal lancées (nos lecteurs se rappellent l'exemple de la Rossari et Varzi) ne font que continuer leur duel sur le dos des pauvres gens.

Carlo DOGLIO

3 Juillet 1950.

L'AMERIQUE EST LE REPRESENTANT LE PLUS JEUNE ET LE PLUS VIGOUREUX DE L'OCCIDENT.

Karl MARX.

(La politique traditionnelle de la Russie)

LIVRES REVUES JOURNAUX

Œuvres complètes de Fr. Engels. — **Correspondance Engels, Marx et divers**, publiée par F. A. SORGE, traduite de l'allemand par Bracke (A. M. Desrousseaux). 2 vol. in-16 de XX-304 pages et X-362 pages avec un portrait hors texte. Chaque volume 330 frs.

Alfred Costes, éditeur, 8, rue Monsieur-le-Prince, Paris.

F. A. Sorge, fils d'un pasteur allemand, s'était, après l'insurrection du duché de Bade en 1849, retiré d'abord à Genève, puis aux Etats-Unis. Pour y vivre, il avait repris sa carrière de professeur de musique et de chef de chœurs et était parvenu à une petite aisance. En 1868, il était élu président du **Soziale Partei**. Après le Congrès de La Haye en 1872 qui décida le transfert à New York de l'Association internationale des travailleurs, il en devint le secrétaire général.

La correspondance qu'il reçut de ses amis d'Europe depuis 1867 est divisée en deux parties, terminée chacune par la mort des deux créateurs du socialisme moderne : celle de Marx en 1883, celle d'Engels en 1895. Les lettres sont reliées par des notices qui situent chaque information relativement à l'Amérique du Nord. Le tome premier constitue principalement une histoire de l'Internationale en Amérique après 1872. Le tome second nous fait assister à la renaissance des partis socialistes nationaux. C'est, en Angleterre, la première constitution de l'Independent Labour Party; en France, la naissance du Parti ouvrier. En Allemagne, on parvient à faire abolir la loi contre les socialistes. Outre son rôle de conseiller, Engels rassemble les manuscrits de Marx en vue de l'achèvement du **Capital**. Cette correspondance, jusqu'ici inédite en français, est d'un intérêt exceptionnel et éclaire de façon décisive bien des faits demeurés obscurs dans l'action des deux réformateurs. Chaque volume a été pourvu d'un index qui n'existait pas dans l'original et qui facilitera singulièrement les recherches.

DICTIONNAIRE DES CONTEMPORAINS (Deuxième Tome).

Le « **Crapouillot** » de Jean Galtier-Boissière vient de publier le Tome II et dernier de son « **Dictionnaire des Contemporains** » qui va de la lettre G à la lettre Z. On y trouve des biographies critiques, souvent fort rosses, en particulier de : Sacha Guitry, Edouard Herriot, Henri Jeanson, Jouhaux, Jouvet, Robert Louzon, Mac-Orlan, Malraux, Matisse, Mauriac, Maurois, Maurras, Pierre Monatte, Montherlant, Pagnol, Picasso, Prévert, Revers, Jean-Paul Sartre, Simenon, Maurice Thorez, Weygand, etc.

« Crapouillot », 3 place de la Sorbonne, Paris.

OU VA L'ANGLETERRE ?

C'est avec le plus grand plaisir que j'ai accepté l'invitation qui m'a été faite par les camarades de la R.P. d'envoyer chaque mois un article sur les événements d'Angleterre. Ce m'est un grand honneur d'écrire pour une revue qui a un si brillant passé révolutionnaire et de me lier ainsi à la glorieuse tradition révolutionnaire française qui constitue l'un des plus remarquables et des plus glorieux chapitres de l'histoire de l'humanité.

F. A. R.

En mai 1925, feu Trotsky, qui était alors le chef intellectuel de l'Internationale communiste à une époque où les termes de « communiste » et de « révolutionnaire » n'étaient pas encore devenus incompatibles, tourna son attention vers l'Angleterre et écrivit son fameux livre : *Où va l'Angleterre ?* Le grand tribun y examinait la situation de la Grande-Bretagne, puis, revêtant l'habit des prophètes et montant sur le trépied de la pythie, il scrutait l'avenir et faisait part au monde et au Comintern de ses vues sur ce qu'il allait advenir de la Grande-Bretagne.

L'ETAT DE LA GRANDE-BRETAGNE EN MAI 1925

Comme la plupart des œuvres du grand révolutionnaire russe, celui que Bernard Shaw avait baptisé le « roi des pamphlétaires », la description que fait Trotsky de l'état des affaires en Grande-Bretagne est vivante, spirituelle et extrêmement mordante.

Une grande part du livre, peut-être une trop grande part, est consacrée à railler les chefs travaillistes d'alors, Ramsay Mac Donald, Snowden, Henderson, Lansbury, et autres. Tous sont morts et la plupart d'entre eux sont, à juste titre, oubliés. Cependant, lorsque le brillant polémiste peut échapper à son besoin manifestement congénital de se moquer des chefs de la social-démocratie, il procède à quelques remarques particulièrement pénétrantes sur le passé révolutionnaire de l'Angleterre en contraste avec son présent réactionnaire — lorsqu'il dit, par exemple : « Olivier Cromwell, ce lion mort, est plus grand que bien des chiens actuellement vivants », c'est-à-dire, naturellement, que messieurs les social-démocrates, Mac Donald et Cie. Et Trotsky concluait en faisant, si l'on peut dire, l'horoscope révolutionnaire de la Grande-Bretagne : « Où va l'Angleterre ? »

LES CONCLUSIONS DE TROTSKY

Quelles furent donc, en ce mois de mai 1925, soit il y a juste un quart de siècle, les conclusions de Trotsky concernant l'avenir de l'Angleterre ? Comme on pouvait s'y attendre, étant donné l'auteur, elles étaient révolutionnaires et par conséquent, de son point de vue optimistes.

On peut les résumer brièvement ainsi :

Tandis que, par suite de sa décadence accélérée, la bourgeoisie britannique est appelée à tomber dans une dépendance de plus en plus étroite à l'égard du « tout-puissant dollar » et du système de domination politique et économique de l'Amérique, les masses, elles, se radicaliseront rapidement à cause du chômage croissant et de l'abaissement de leurs conditions de vie ; finalement, elles prendront le chemin révolutionnaire, celui qui mène à Moscou ! La suite des événements sera celle-ci : les réformistes du Labour Party viendront au pouvoir avec Mac Donald et consorts, mais leur capitulation à demi volontaire devant la bourgeoisie dégoûtera les masses et les leur aliènera, si bien que la « gauche » du Labour prendra la direction du parti à la place de Mac Donald et que l'Independent Labour Party (I.L.P.), qui était alors affilié au Labour Party dont il formait l'aile gauche, deviendra la force politique dirigeante durant un court laps de temps. Mais l'I.L.P., à son tour, ne réussira pas, en raison de son pacifisme, à dominer la tempête révolutionnaire, et les masses désillusionnées se tourneront alors vers le parti communiste. La lutte finale, la révolution sera ainsi menée jusqu'à sa conclusion victorieuse par le parti communiste britannique, après une sanglante guerre civile dans laquelle la Russie bolchevick soutiendra les ouvriers britanniques tandis que l'Amérique apportera son appui à la bourgeoisie britannique.

LA ROUTE DE MOSCOU

Ainsi parlait Trotsky en 1925 ! Telle était la route qui, pour le plus brillant porte-parole du bolchevisme et du Comintern, devait conduire à Moscou, dans un proche avenir, la Grande-Bretagne et les ouvriers britanniques.

Or, aujourd'hui, où en est-on ? Où en sont, en mai 1950, les prophéties du Trotsky de 1925 ? Où va, *présentement*, la Grande-Bretagne ? Telle est la question fondamentale sur laquelle nous invitons les lecteurs de la R.P. à réfléchir avec nous, dans les paragraphes qui suivent.

LES PERSPECTIVES DE LA GRANDE-BRETAGNE EN 1925 — ET MAINTENANT

Et, d'abord, dans quelle mesure les prédictions de Trotsky concernant l'avenir de la Grande-Bretagne ont-elles été vérifiées par les événements dans ce dernier quart de siècle ?

Pour tout ce qui concerne « le déclin et la chute de l'empire britannique », ainsi que pour ce qui concerne les réactions suscitées par le déclin au sein de la bourgeoisie britannique, il n'y a pas beaucoup à rectifier dans les prophéties de Trotsky. La place occupée par la Grande-Bretagne dans le monde a reculé fortement et d'une manière ininterrompue. Une prédiction postérieure de Trotsky — dans sa brochure, *la guerre qui vient*, écrite en 1938 — était que « la guerre qui vient affaiblira et diminuera la Grande-Bretagne » ; cette prédiction s'est trouvée largement vérifiée. La dépendance, notamment, de la Grande-Bretagne à l'égard des Etats-Unis et du dollar est beaucoup plus grande maintenant qu'en 1925 ; l'Angleterre s'approche rapidement du statut d'une colonie yankee, et la livre sterling se prosterne devant le « veau d'or », le « tout-

puissant dollar » ; si un nouveau George Washington doit un jour se lever, c'est *de ce côté-ci* de l'Atlantique qu'il devra le faire.

Jusque-là donc, tout est parfait ! Mais si nous passons de la politique mondiale à la politique *intérieure*, et en particulier, aux aspects révolutionnaires de l'évolution politique de la Grande-Bretagne, il faut reconnaître que les prédictions de notre auteur sont très loin de ce qui est survenu.

Il est vrai que le Labour Party est maintenant au pouvoir en Grande-Bretagne, mais ce n'est pas son aile « gauche » qui le domine ; tout au contraire, les travaillistes de « gauche » n'ont jamais eu moins d'influence qu'aujourd'hui. L'Independent Labour Party — dont l'auteur de ces lignes s'est récemment séparé — a bien, il est vrai, quitté le Labour Party mais, loin de lui succéder comme le parti de masse des travailleurs britanniques, il a vu son importance politique tomber presque à rien ; il n'est plus qu'un petit groupement de pacifistes et semble voué, pour le présent, à une extinction politique complète.

LE ROLE DU « COMMUNISME » BRITANNIQUE

Si les erreurs que nous venons de relater en ce qui concerne l'évolution politique générale de la Grande-Bretagne, montrent que le jugement de Trotsky n'est guère plus infaillible que ne l'est, même en matière de « dogmes et de morale », celui de notre Saint-Père le pape, notre prophète, en ce qui concerne l'avenir de ce qui était alors son propre parti, l'Internationale communiste et sa section britannique, a été à proprement parler un « faux prophète ». Les « 400 faux prophètes » qui, d'après la Bible, avaient prédit la victoire d'Achab à Ramoth en Galaad, ne l'emportent en rien sur Trotsky comme faux prophètes (1). Chacun des points de sa prédiction sur l'avenir du communisme britannique s'est montré faux. Bien loin de pouvoir saisir le pouvoir en Grande-Bretagne, le parti communiste britannique est devenu absolument insignifiant en tant que force politique, ainsi que les élections de février dernier l'ont indiscutablement prouvé. Quant au caractère révolutionnaire du bolchevisme — devenu maintenant le stalinisme — les propres écrits de Trotsky dans ses dernières années en disent assez là-dessus !

ETAT DE LA GRANDE-BRETAGNE EN 1950

Dans l'ensemble, on peut définir l'état actuel de la Grande-Bretagne comme celui d'un pays qui se trouve dans une impasse, ou, peut-être plus exactement, comme semblable à un creux entre deux vagues. Pour l'instant, le système des « deux partis » est solidement établi — juste comme il y a un siècle, après la réforme électorale de 1832, qui donna naissance au parti libéral. La seule différence est que, aujourd'hui, c'est le social-démocrate Labour Party qui est le parti de gauche, tandis que les tories — la vieille firme — demeurent le parti de droite. La dernière élection générale a nettoyé complètement tout ce qui aurait voulu être un « troisième parti » ; les libéraux ont été réduits à un nombre insignifiant et tout le reste a été annihilé. Sauf le cas d'une troisième guerre mondiale — dont les effets sur la Grande-Bretagne ne peuvent guère être que catastrophiques — le présent régime politique des deux partis paraît devoir se maintenir.

SOCIALISME OU CAPITALISME ?

Est-ce que la politique présentement poursuivie, dans les faits et non dans les mots, par le gouvernement travailliste de Sa Royale Majesté est une politique capitaliste, ou bien est-ce une politique socialiste ? La seule réponse exacte est qu'elle n'est ni l'une ni l'autre. Ce que nous avons actuellement est une « économie mixte », ou, plus précisément, un mélange de socialisme d'Etat, de monopoles capitalistes et, sur une petite échelle, de « libres entreprises ». Le Labour Party, qui n'a jamais été un parti marxiste, a même, maintenant, cessé d'être un parti fabien. Il a répudié tous les « ismes » et juge de tout d'un point de vue strictement empirique : « Est-ce que ça *réussira ?* » MM. Attlee, Morrison et Cie semblent n'avoir qu'un seul principe : à savoir qu'ils n'ont pas de principes. Cet empirisme pragmatique qui, aujourd'hui, constitue tout ce qu'a à offrir l'administration travailliste apparaît, d'ailleurs, assez bien convenir à l'opinion politique des Anglo-Saxons. Après tout, il y a du vrai dans le fameux aphorisme de Bonaparte selon lequel les Anglais sont « une nation de boutiquiers ». Les boutiquiers sont portés à préférer aux impondérables ce qui se mesure, ce qu'on peut réellement voir et toucher, et personne n'a jamais vu ou touché un principe !

UNE « COOPERATIVE D'EXPLOITATION »

Les véritables résultats des cinq années de « socialisme » qui se sont écoulées depuis que les élections de juillet 45 ont porté pour la première fois au pouvoir un gouvernement travailliste disposant d'une majorité travailliste, ont consisté, comme nous venons de le dire, à créer une « économie mixte », mélange de « libre entreprise » et d'étatisme bureaucratique. Quelque chose comme une rapide révolution des managers, du genre de celle décrite par James Burnham ? Pas même ! Cela pourrait plus exactement être présenté comme une « coopérative d'exploitation ».

Les travailleurs britanniques — qui sont, depuis la fin du chartisme, les plus patients des hommes — ont à porter sur leurs larges épaules *deux* classes dirigeantes simultanément. D'une part la vieille classe aristocratico-capitaliste qui commence, par le bas, à la Maison royale et qui inclut la Chambre des lords, l'Eglise officielle et, naturellement, la Cité de Londres ; d'autre part, la nouvelle classe « directoriale » formée des dirigeants politiques de l'Etat, des membres des conseils d'administration des entreprises nationalisées et, en dernier lieu, mais non les moindres, les bureaucrates des trade-unions. Or tout tend à faire prévoir que ce double harnais demeurera et que l'Atlas prolétarien britannique devra continuer à le porter sur ses larges, ses très larges épaules jusqu'à... la révolution sociale.

« IL N'Y A PLUS DE PYRENEES »

« Il n'y a plus de Pyrénées », a dit, prétend-on, Louis XIV. Pareillement, il n'y a plus de ligne de démarcation de principes entre les deux grands partis politiques anglais, les deux

---

(1) *Nos lecteurs n'étant certainement pas aussi familiers avec la Bible que le public anglais, indiquons-leur qu'Achab était un roi d'Israël qui, loin d'être victorieux au siège de Ramoth, y fut tué.* (Note du traducteur.)

seuls qui comptent dans la vie politique actuelle de la Grande-Bretagne : le parti travailliste et le parti tory. Leurs seules véritables différences ne portent que sur des questions de détail et sur le plus ou moins d'accent qui est mis sur certains points. Churchill, ce fossile politique de l'époque de Victoria, de Palmerston et de Rudyard Kipling vit encore dans le souvenir nostalgique de la gloire des jours passés, mais les véritables leaders du torysme d'aujourd'hui sont des hommes du monde contemporain, du monde du vingtième siècle, et qui ont la tête froide. Ils savent que l'actuelle « économie mixte » et sa « coopérative d'exploitation » sont appelées à se maintenir, à moins qu'une révolution sociale n'y mette fin. Or les tories ne veulent de révolution à aucun prix, en Angleterre. En conséquence, le capitalisme britannique et son instrument politique, le parti tory, se résigne aux nécessités de l'heure. Il partagera le pouvoir avec les bureaucrates-managers du Labour Party. Cependant, il voudrait bien encore être le parti dirigeant de cette coalition.

En un mot, la seule différence *réelle* entre le Labour et les tories consiste en ce que le Labour désire 60 % d'étatisme et 40 % de « libre entreprise », tandis que pour les tories, la proportion entre les deux partenaires de la « coopérative d'exploitation » devrait être l'inverse.

OU L'ANGLETERRE EST-ELLE EN TRAIN D'ALLER ?

L'époque de la reine Victoria a duré très longtemps. Elle fut le fruit d'un compromis — effectué naturellement aux dépens, en dernière analyse, des travailleurs — entre la vieille classe tory des propriétaires fonciers et les industriels du parti libéral, enrichis par la révolution industrielle. Ce « mariage de raison » put durer un si long temps du fait que la Grande-Bretagne du dix-neuxième siècle dominait le monde et qu'aucun choc violent, venant de l'extérieur, n'affecta les bases de son contrôle sur l'économie mondiale. Est-ce que la nouvelle « coopérative d'exploitation » entre les managers du Labour et les capitalistes tories connaîtra une vie aussi tranquille et aussi longue ?

Nous en doutons fort.

Tout indique que des chocs extérieurs ébranleront profondément et rapidement les fondations de l'actuel compromis social sur lequel est basée la vie politique britannique d'aujourd'hui. Car l'empire britannique continue à décliner, et la dépendance de la Grande-Bretagne à l'égard des Etats-Unis — dépendance qui se trouve accrue et non diminuée par l'actuelle politique étrangère du gouvernement travailliste — a fait de cette île très vulnérable une tranchée de première ligne dans la future guerre mondiale. A un point de vue plus concret, la perte simultanée des investissements effectués par la Grande-Bretagne outre-mer et le fardeau croissant des armements, qui s'expriment par des prix en hausse continuelle et des impôts dont la charge confine au suicide, minent le nouvel ordre social et rendent, en particulier, impossibles les réformes sociales et le fonctionnement d'un Etat promouvant le bien-être (« *welfare state* ») qui sont ce par quoi le compromis social compte acheter le soutien des travailleurs.

Dans une situation aussi incertaine, quel peut être l'avenir de la Grande-Bretagne ?

Se réformera-t-elle, ou bien l'impériale Angleterre est-elle condamnée, comme jadis l'Espagne, à « une décadence lente et sans gloire », selon l'expression de Marx ? Ou bien encore, y a-t-il pour elle des perspectives révolutionnaires et, s'il en est ainsi, étant donné que nous ne pouvons plus regarder, comme en 1925, vers la Russie, vers qui devons-nous nous tourner ?

Dans nos prochains articles nous tenterons d'examiner à la lumière des événements courants d'autres aspects des problèmes posés par l'avenir de la Grande-Bretagne.

F. A. RIDLEY.

LA MERE

Smirnova, femme d'un haut fonctionnaire, était l'une des nombreuses mères de notre cellule (1). Elle avait été expulsée de son logement à Moscou après l'arrestation de son mari. Peu importait de jeter à la rue la femme d'un ennemi du peuple avec ses trois enfants. Elle finit par trouver asile dans la banlieue de Moscou où elle loua une « villa », si l'on peut nommer ainsi la primitive cabane de paysan qui lui servit d'abri. Non sans mal — car personne ne voulait avoir de contact avec un ennemi du peuple — elle réussit à trouver un petit emploi à la poste.

Toutes les trois heures, elle courait à la maison pour allaiter le plus jeune de ses enfants, un bébé de deux mois. La cadette, une petite fille de six ans, gardait le bébé pendant l'absence de sa mère. L'aîné, un garçon de quatorze ans, allait à l'école.

La petite fille réclamait souvent son père ; la mère ne se lassait pas de lui parler d'un grand voyage dont le papa ne tarderait pas à revenir.

Le garçon ne demandait rien. Il était présent lorsque son père avait été arrêté. Il n'avait pas oublié le regard de son père, un regard manifestant un étonnement et une incrédulité sans bornes lorsqu'il prit connaissance du mandat d'amener. Il était à la fenêtre lorsque l'auto s'éloigna, emmenant son père. Depuis ce regard, son enfance était finie. Un monde, hier sans souci, équilibré et harmonieux venait de s'écrouler. Son père n'était pas un traître. Son père était innocent en prison. C'était là une chose beaucoup plus difficile à supporter que toutes les humiliations qu'il avait dû quotidiennement subir depuis lors. Aucun de ses anciens amis ne lui adressait plus la parole, puisqu'il était le fils d'un ennemi du peuple. Son professeur préféré ,avec qui il se sentait en confiance depuis des années, se montrait glacial, inapprochable, froidement correct. Personne ne voulait plus s'asseoir sur le même banc que lui. Les récréations lui devinrent autant de supplices, car personne ne jouait plus avec lui. Il n'y eut pour ainsi dire pas un jour où l'on ne stigmatisait, en classe ou dans les réunions d'élèves, les ennemis du peuple en invitant à se méfier d'eux. Des douzaines de regards enfantins malveillants se tournaient alors vers lui.

A quatorze ans, le garçon était un hors-la-loi, un réprouvé. Il n'y avait plus qu'un être au monde pour qui il ne fût pas un ennemi : sa mère. Avec toute la tendresse et la sensibilité de ceux qui souffrent, il s'attacha à elle qui subissait chaque jour, de son côté, encore plus d'affronts que lui.

Dans les premiers jours qui suivirent l'arrestation du père, ils attendirent à chaque instant le

(1) En 1937, à la prison Boutyrka.

retour de l'innocent. Mais les mois passaient sans qu'il revînt. Pas plus que ne revenaient des millions d'innocents sur qui s'étaient refermées les portes des prisons de ce pays.

Ceux qui revinrent — ce furent les sbires. Ils vinrent un soir pour emmener la mère. C'est en vain que le garçon blême et tremblant la couvrit avec son corps. C'est en vain que la petite fille, tirée de son sommeil, la réclama en gémissant. C'est en vain que la mère épouvantée se précipita sur le nourrisson. Ils écartèrent le garçon, ils poussèrent la petite fille, ils arrachèrent le bébé à sa mère et le reposèrent inerte dans son berceau. Ils entraînèrent la mère qui se débattait dans l'auto qui les attendait. Le garçon se mit à la fenêtre et la regarda disparaître en quelques secondes dans l'obscurité de la nuit.

Les portes de la prison s'ouvrirent et se refermèrent sur elle, les épaisses murailles de Boutyrka l'enserrèrent.

Après la visite corporelle, tandis qu'elle essayait avec ses mains tremblantes de coiffer ses cheveux en tresses — car on enlevait aussi les épingles à cheveux —, elle s'adressa à la gardienne : « Citoyenne, combien de temps cela va-t-il durer ? Où m'emmène-t-on ? Il faut que je rentre à la maison. Mon bébé est resté là-bas, c'est moi qui le nourris. Il va mourir de faim sans moi. Il n'a jamais bu d'autre lait que le mien. Il faut que je rentre ! »

Les traits de la surveillante restèrent impassibles. Son regard ne manifestait que l'indifférence, la stupidité et l'ennui. Aucune réponse. En dehors du juge d'instruction, personne n'a le droit de parler aux prisonniers, sauf pour leur donner des ordres indispensables.

On l'enferma dans une cellule de passage. Une de celles que les prisonniers appellent « la niche à chien ». Elle avait 1 m. 30 de long et 70 cm. de large. Il y avait un banc de pierre le long d'un des murs et, tout en haut de la porte de fer, un petit carré qui laissait filtrer la faible lumière du couloir. Elle resta là pendant des heures, n'ayant qu'une pensée : mes enfants, mon bébé... Les seins lui faisaient mal ; ils brûlaient douloureusement, pleins de ce lait dont son enfant était privé, son enfant affamé qu'elle avait le sentiment d'entendre pleurer à la maison.

Vers le soir, on la conduisit à l'instruction. Le juge regarda avec un sourire ironique son visage défait, ses tresses à demi dénouées, ses bas qui lui tombaient sur les jambes, ses mains qui tentaient maladroitement de retenir les vêtements dont les boutons avaient été arrachés.

— Dites-moi ce que vous savez de l'activité contre-révolutionnaire de votre mari !

— Mon mari n'est pas un contre-révolutionnaire !

— Quoi ? Voilà quinze ans que vous êtes mariée avec lui et vous déclarez ne rien savoir d'un travail de sabotage qu'il a avoué lui-même ?

— Ce n'est pas possible. J'ai vécu avec lui quinze ans, je connais chacune de ses pensées. Ce n'est pas un traître.

— Ainsi vous ne voulez rien dire. Vous voulez protéger cette canaille ? Bon. Vous changerez peut-être d'avis en cellule !

— En cellule ? Il faut que je rentre à la maison. Mes trois enfants sont restés là-bas seuls, sans rien. La plus petite va mourir si je ne peux pas l'allaiter.

— Déclarez que vous étiez au courant des sabotages de votre mari et vous reverrez votre enfant !

— Je ne peux pas, il est innocent.

Le juge d'instruction pressa sur un bouton, un soldat de garde apparut.

— A la cellule 49 !

Elle entra dans la cellule comme une somnambule. Elle ne saisissait pas ce qu'on lui demandait. Elle ne remarquait pas celles qui se pressaient autour d'elle. L'image qui s'offrait à elle était effacée par une vision plus terrible : ses enfants à l'abandon.

Lorsqu'on lui distribua, comme à toutes les nouvelles venues, une cuillère et un quart, elle s'en empara, s'assit sur les planches, tout contre la fenêtre, tournant le dos à tous, s'efforçant d'échapper aux regards des autres femmes. Puis elle pressa ses seins gonflés et fit jaillir le lait dans le quart. Une des femmes jeta le contenu dans le récipient nauséabond qui se trouvait près de la porte. Un murmure parcourut la cellule : « Ils ont jeté en prison une mère qui nourrit... »

La mère n'entendait rien. Ses oreilles résonnaient des pleurs de son enfant affamé.

Le lendemain, elle revint devant le juge d'instruction.

— Alors, vous avez réfléchi ?

— Dites-moi où sont mes enfants ? supplia-t-elle.

— Signez la déclaration que votre mari vous a parlé de ces sabotages et vous aurez de leurs nouvelles.

— Vous voulez me rendre complice de l'assassinat de mon mari alors qu'il est innocent. Je ne peux pas faire une chose pareille !

— Vous n'avez rien d'autre à déclarer ?

— Laissez-moi retrouver mon enfant. Il va mourir sans sa mère. Dites-moi au moins où il se trouve ! Ayez pitié de ce petit être innocent !

La mère pleura, supplia, gémit ; elle ne savait pas encore qu'il est plus facile d'attendrir une bête féroce qu'un juge d'instruction du N.K.V.D.

Au lieu de lui répondre, celui-ci lui présenta un procès-verbal tout prêt pour qu'elle le signât.

— Mon enfant ne m'aurait aucune reconnaissance si je trahissais son père à cause de lui.

Elle repoussa le document comme si elle craignait de se salir en le touchant.

Le juge d'instruction haussa les épaules et la renvoya. Le même soir, elle fut appelée encore une fois : une infirmière lui banda la poitrine pour lui faire passer son lait.

Quelques mois plus tard, sans qu'on ait rien relevé contre elle, elle fut condamnée à huit ans de privation de la liberté « comme membre de la famille d'un traître à la patrie ».

Elle ne sut jamais ce qu'étaient devenus ses enfants.

Elinor LIPPER.

(Extrait de « Onze ans dans les bagnes soviétiques ». — Editions Nagel, Paris.)

Parmi nos LETTRES

La peine de mort en U.R.S.S.

A la demande reproduite dans le numéro de mai au sujet de la peine de mort en U.R.S.S., nous avons reçu la réponse suivante du camarade Guy Vinatrel :

Le 13 janvier 1950 le présidium du Soviet suprême de l'U.R.S.S. a rétabli la peine de mort « pour les espions, les saboteurs et les traîtres à la patrie ».

Les variations soviétiques dans le domaine ont été les suivantes :

En novembre 1917, Lénine a déclaré officiellement au deuxième Congrès des soviets que la peine de mort était abolie par le régime bolchevique. Mais quelques mois plus tard il créait « la commission extraordinaire pour combattre la contre-révolution » (abréviation russe : tché-Ka) dont on sait qu'elle appliqua la peine de mort avec prodigalité.

En 1923 un code pénal nouveau fut introduit en U.R.S.S. : il prévoyait « la haute peine de défense sociale ». Ce fut le terme employé jusqu'en 1947. Le 26 mai 1947 le présidium du soviet suprême publiait un décret (Oukaze) abolissant la peine de mort en U.R.S.S. pour le temps de paix. Il y était expliqué que la paix étant assurée pour longtemps, la population de l'U.R.S.S. ayant montré son amour pour la patrie et le régime, et pour répondre aux vœux exprimés par les associations professionnelles de travailleurs et les organisations de masses « le soviet suprême allait au-devant du désir des travailleurs ». Vychinski qualifiait le décret de 1947 de « grand acte d'humanisme socialiste ».

Le décret du 13 janvier 1950 rétablit pratiquement la peine de mort pour la totalité des crimes et délits commis par les citoyens soviétiques et non soviétiques de l'U.R.S.S. Il suffit en effet de se reporter au livre d'Elinor Lipper « 11 ans dans les bagnes soviétiques » pour voir à quel point est élastique la conception soviétique des « sabotage et espionnage ».

(Suite page 16)

La crise de l'Etat national

DE L'ÉTAT-NATION AU BLOC

Nous avons terminé la première partie de cet article (*) en soulignant qu'aucune unité supranationale qui s'applique résolument à garantir son indépendance ne peut échapper à une évolution en direction inverse du socialisme et même de toute liberté sociale et individuelle. Un même facteur, agissant dans toutes ces unités, exerce irrémédiablement partout la même influence. Nous étudierons ce facteur et son action à l'exemple de l'U.R.S.S., premier super-Etat de la qualité d'un bloc de nations. L'histoire de la dégénérescence de l'U.R.S.S. et du mouvement communiste mondial est particulièrement instructive, la monstruosité de ce qui s'est passé démontrant à l'évidence ce qu'il est plus difficile de saisir ailleurs : l'inexorabilité de l'action du facteur en question

LE FACTEUR DECISIF DANS L'EVOLUTION DE L'U.R.S.S.

Pour l'explication de l'évolution de la société russe, on renvoie toujours plus souvent, jusque dans la littérature de la gauche, au caractère du parti bolchévik et à l'état arriéré de la Russie. Nous ne nions pas que ce parti ait eu de graves défauts ni que le caractère retardataire du pays ait agi sur l'évolution en l'aggravant. L'explication n'est toutefois pas là.

Ceux qui attribuent une importance décisive au fait que la révolution est restée isolée sont bien plus près de la vérité. L'isolement lui-même n'explique cependant pas tout. D'autant moins qu'il peut se comprendre de deux manières différentes. « Rester isolé » peut s'entendre comme l'équivalent de « rester coupé de toute aide extérieure » : être restreint, pour assurer la production et la reproduction de la vie matérielle, aux seules ressources enfermées dans ses propres frontières.

Quelles en seraient alors les conséquences ?

Dans les conditions du quinzième et du seizième siècle par exemple ou, pour le dire plus concrètement, avant l'ère de la technique moderne, il ne saurait être question — indépendamment même de l'état isolé ou non — de relever le niveau de vie général à une allure qui serait sensible à la génération contemporaine. Ni non plus, par conséquent, de permettre aux larges masses de la population d'accéder à la vie culturelle. Mais le vingtième siècle est celui des forces productives hautement développées. Et c'est pourquoi il serait possible à une **planification non capitaliste, exclusivement orientée sur l'amélioration des conditions d'existence des masses laborieuses**, de réaliser une industrialisation se traduisant progressivement par un relèvement sensible du niveau de vie général. L'évolution pourrait donc s'acheminer dans les conditions d'une démocratie et même d'une démocratie sociale nouvelle. Les conquêtes de la révolution anticapitaliste pourraient être conservées, le pays durer comme pays post-capitaliste, **transitoire au socialisme**, jusqu'au moment où une nouvelle modification de la situation internationale permettrait le passage accéléré au socialisme même.

Si l'isolement avait seulement signifié l'absence d'aide extérieure, et rien d'autre, la position de Trotsky aurait pu se révéler historiquement efficace. L'industrialisation aurait pu éviter une allure précipitée, avec ses conséquences néfastes. Trotsky aurait pu sortir vainqueur de la lutte contre Staline. En un mot : la conséquence de l'isolement se serait bornée à ralentir la marche au socialisme.

Mais « rester isolé » eut encore un autre sens. Cela désignait en outre **le danger permanent d'une intervention étrangère, la menace de succomber devant celle-ci tôt ou tard SI l'on n'était pas en état d'affronter cette épreuve** par les moyens dont elle se servirait elle-même. C'est pourquoi **vouloir exister comme pays post-capitaliste comportait la nécessité d'assumer le combat pour l'indépendance sous la forme qui s'imposait du moment où l'on restait isolé, c'est-à-dire sous la forme d'une course à la puissance avec les autres Etats, course au potentiel industriel EN VUE du potentiel militaire.**

Est-ce cet enchainement des choses que Lénine envisageait lorsqu'il écrivait dans sa lettre d'adieux aux ouvriers suisses, en 1917 : « Le prolétariat russe ne peut par ses seules forces réaliser la révolution socialiste » ? On peut en douter. Mais si — comme il est probable — il voulait dire seulement : dans le cas où nous resterions isolés, nous ne pourrions conserver le pouvoir, il aurait eu tort. Ses mots resteraient vrais néanmoins — CONTRE lui.

L'isolement ayant eu le caractère que nous venons de dégager, la route du socialisme était irrémédiablement barrée, que le parti révolutionnaire restât ou non au pouvoir. Le combat pour l'indépendance assumé par la société post-capitaliste, c'est-à-dire son combat pour un potentiel de puissance comparable à celui des adversaires éventuels, entraîna, comme nous allons encore le voir, plus concrètement, une telle transformation de la société et du pouvoir public qu'elle **rendit même impossible par la suite tout retour sur le chemin du socialisme lorsque apparut une nouvelle situation internationale révolutionnaire.**

Quand il se confirma que l'U.R.S.S. resterait isolée la tentative héroïque était dès lors condamnée. Une tentative qu'on ne pouvait pas ne pas avoir entreprise et qui demeure grandiose, malgré son échec.

Ainsi en décidaient les conditions objectives : la révolution ne pouvait évoluer en direction du socialisme. Mais ce qui n'était pas rendu inévitable, c'était la dégénérescence du communisme et pas davantage l'établissement d'une société post-capitaliste monstrueuse. Cette dernière, plus particulièrement, n'était pas la conséquence de conditions objectives, mais bien d'une décision des hommes, d'une **intervention du facteur subjectif.**

L'isolement de la révolution russe plaça en effet le parti bolchevik devant l'alternative : persévérer dans l'esprit de l'anticapitalisme à caractère socialiste, tout en sachant qu'on serait renversé à brève échéance si la situation mondiale ne se modifiait pas à nouveau rapidement, ou défendre le pouvoir pour empêcher que l'économie post-capitaliste ne fût transformée, par une contre-révolution victorieuse, en une économie capitaliste.

Lorsqu'en 1921 Lénine constata et reconnut : « Nous serions simplement des fous de supposer qu'une aide nous viendra à bref délai sous forme

*) « R. P. » de juin 1950.

de révolution prolétarienne durable », le moment était venu d'une telle décision.

Le choix ayant porté sur la défense de l'indépendance de l'U.R.S.S., le niveau du développement des forces productives devait se répercuter sur la société non pas dans un sens favorable au bien-être et à la liberté, mais en sens inverse. Un double objectif s'imposait dès lors simultanément : industrialiser le pays et orienter les efforts en vue de refouler toute intention d'intervention. C'était là assigner au pays une tâche se renouvelant sans cesse à une échelle toujours croissante et nécessitant de toujours renvoyer à des lendemains, qui ne viennent jamais, la satisfaction des besoins des hommes qui peinent. **C'est ce combat pour l'indépendance qui a été le facteur décisif dans toute l'évolution ultérieure de l'U.R.S.S.** La décision une fois prise, le destin se poursuivit, broyant sous son poids tout ce qui ne se pliait pas.

Car engager la course à la puissance avec ses adversaires éventuels, qu'est-ce que cela signifiait, concrètement, pour l'U.R.S.S. ?

Cette course fit, tout d'abord, que la planification ne pouvait concerner les besoins du consommateur. Elle devait servir ceux de la puissance. En d'autres termes : des investissements à une allure incompatible avec l'accroissement du bien-être pour tous. Le propre d'une planification de ce genre est en effet de dévier, dans toute la mesure requise par son but, les ressources (forces productives et matières premières) des sphères œuvrant directement ou indirectement pour le consommateur vers les autres sphères. Pour saisir dans toute son ampleur la charge qui en résulte pour le pays, il faut retenir, en outre, qu'une telle planification, surtout dans une situation de pénurie, néglige fréquemment de considérer la productivité. Le développement de celle-ci peut demeurer retardataire, voire décroître, alors même que la production globale augmente. Il en a été ainsi effectivement en U.R.S.S. Colin Clark, le statisticien de renommée mondiale, donne les chiffres suivants pour la productivité en Russie, calculés selon la relation de la quantité de biens ou services produits avec le temps de travail employé. Ainsi en 1900, la productivité est au niveau 15 ; en 1913 à 17 ; en 1920 à 10. Puis, jusqu'à 1927-28, elle se relève à 16 pour — fait significatif — subir une rechute avec le début de l'industrialisation forcée. A 12 entre 1932 et 1935, elle atteint 18 en 1940, mais se retrouve en 1947 à l'indice 14 seulement. Ainsi — toujours d'après Clark — la productivité russe est aujourd'hui un huitième de celle des U.S.A., et un quart de celle de l'Angleterre. Et Clark arrive à cette conclusion : « Le progrès économique en Russie a été incertain et lent. Les chiffres les plus récents indiquent que sa productivité (non pas la quantité globale des produits) se tient actuellement aux environs de son niveau de 1900. » (7)

Dans ces conditions comment tolérer les syndicats qui représenteraient le point de vue des intérêts des ouvriers à la base, puisque la prise en considération de leurs revendications équivaudrait à détourner le Plan de son but impératif ? Des efforts toujours plus durs sont au contraire demandés aux larges masses des travailleurs, dans l'industrie comme dans l'agriculture, en même temps que leur misère se prolonge indéfiniment. S. Schwarz, dans son étude sur le niveau de vie des ouvriers en U.R.S.S., constate qu'après la période critique de la guerre et de la guerre civile, le niveau de vie s'est lentement élevé au cours de la NEP, pour rejoindre en 1928 celui d'avant la révolution, ou même le dépasser de quelques pour cent. Mais ensuite, de 1928 à 1938 — donc, à partir de la planification — les salaires réels diminuent de 20 %, et en 1948 ils sont même de 40 % plus bas qu'en 1938 (8).

Des inégalités sociales — non point seulement d'ordre technique (inséparables de toute économie hautement technicisée) — se produisent, toujours plus profondes : la société se hiérarchise. Les administrateurs deviennent des bureaucrates (9). En place de l'égalité sociale, propre à la société socialiste, le régime stalinien offre des chances individuelles de sortir du rang pour s'élever aux postes supérieurs dans la bureaucratie : l'arrivisme.

Il ne pouvait donc être question, dans ces conditions, de libertés démocratiques, ne fût-ce que la liberté de parole et de presse pour la classe ouvrière. Le minimum de liberté d'expression existant même sous le tsarisme a été aboli sous la dictature de Staline. Les contraintes de l'Etat deviennent de plus en plus impitoyables et de plus en plus étendues. L'Etat s'ingère partout. **C'est la politisation de la société** et, bientôt, l'Etat totalitaire. Fait encore plus grave : la violence, les moyens les plus durs de cette contrainte étatique furent employés progressivement contre ceux-là mêmes qu'on avait voulu — et qu'on prétend encore — libérer. La résistance la plus élémentaire des travailleurs contre des conditions d'existence inhumaines est réprimée en U.R.S.S. comme crime contre l'Etat.

Mais **cette planification centralisée** — centralisée dans ce sens qu'elle est orientée vers un but qui ne permet pas le contrôle du Plan par en bas — **ne connaît pas plus le droit des peuples** que ceux des individus. La hiérarchie est établie jusque dans l'ordre des nations. La nation grand-russe assume la direction centrale, impose son diktat aux autres nations, prédestinée à ce rôle par l'avance de son économie sur celle des autres régions de l'U.R.S.S.

Sommes-nous au bout de cette énumération des conséquences découlant pour l'U.R.S.S. de la défense de son indépendance ? Pas encore. Nous oublierions quelque chose de tout à fait essentiel.

LE PARADOXE

Le combat pour l'indépendance — cette course à la puissance avec le reste du monde — ne saurait trouver des conditions sociales et psychologiques plus favorables que celles d'un Union sacrée permanente. Plus exactement : un climat dans lequel le gros de la population est prêt à assumer les ultimes sacrifices pour le bien de la cause.

Or l'histoire moderne ne connaît pas d'autre impulsion, pour attiser les énergies guerrières et provoquer le consentement à des efforts presque surhumains, que l'élan d'une révolution promue dans l'enthousiasme de la libération, ou bien le nationalisme.

Il est évident que là où la société post-capitaliste du stalinisme **est vécue** — et non seulement propagée — il ne peut plus être question d'enthousiasme des masses pour le régime.

Mais forger une communauté dans une société déchirée par des divisions sociales, voilà qui depuis toujours a été le propre du nationalisme et de la nation. Non pas du nationalisme imprégné d'idées universalistes-humanitaires, qui fut celui de la bourgeoisie révolutionnaire combattant pour son propre Etat, mais bien celui qui avait déjà révélé

7) Cité d'après Raphaël R. Abramovitch, « Three tattered illusions », **Modern Review**, New-York, janvier 1950.

8) Voir Salomon M. Schwarz, « Wage trends in the Soviet Union », dans **Modern Review**, New-York, juin 1948.

9) Les premiers chapitres de la **Révolution trahie** de Trotsky fournissent encore la meilleure démonstration du rapport indissoluble entre la misère prolongée des larges masses et la hiérarchie sociale.

ses appétits de puissance. Celui qui « s'était séparé des idéaux éthiques à portée universelle et qui, ainsi seulement, s'était parfaitement adapté aux fins de l'Etat » (10).

Il n'est donc pas surprenant que dès le milieu des années 20 la fraction stalinienne du parti bolchevik, champion le plus résolu et sans scrupule de la nouvelle politique post-capitaliste au service de la puissance, ait eu recours au nationalisme. Le discours de Staline aux étudiants de l'Université des peuples d'Extrême-Orient, le 18 mai 1925, n'a déjà plus rien de commun avec la position de Lénine sur le problème national que Staline lui-même avait défendue en 1913 (11).

« Les ouvriers avancés, écrivait Lénine, ont compris que le mot d'ordre de « culture nationale » est un leurre clérical et bourgeois (...). Les classes laborieuses ne peuvent parler que de la culture internationale du mouvement ouvrier mondial, embrassant le globe. Seule une telle culture permet l'égalité totale, réelle et sincère entre les nations, l'absence de toute oppression nationale et une démocratie réelle. »

Comparons avec la théorie de Staline de 1925 : « Prolétarien dans son contenu, national dans sa forme — voilà le caractère de la culture humaine générale vers laquelle le socialisme est en marche (...). La revendication d'une culture nationale était une revendication bourgeoise **aussi longtemps que la bourgeoisie était au pouvoir** et que la consolidation de la nation avait lieu sous la protection d'un régime bourgeois. **La revendication d'une culture nationale est devenue une revendication prolétarienne** depuis que le prolétariat a pris le pouvoir et que la consolidation des nations a commencé à se faire sous le bouclier du gouvernement soviétique. » (12) (Souligné par nous.)

Depuis la proclamation de cette nouvelle recette, constate encore S. Schwarz, le développement culturel des minorités nationales fut continuellement et tenacement favorisé. En même temps, la conscience et la fierté nationales du citoyen soviétique en général furent de plus en plus résolument cultivées. Cette politique, contrairement à ce que l'on s'imagine souvent, n'a nullement débuté pendant la guerre. Elle connut alors seulement une accentuation, pour atteindre, au cours de la guerre froide, au paroxysme suffisamment connu pour qu'il soit nécessaire de l'illustrer longuement.

Bornons-nous à noter ce qui est recommandé avec force aux instituteurs soviétiques : « L'orgueil national et la conscience nationale, si caractéristiques du patriotisme soviétique, doivent être cultivés chez nos enfants. » (13)

Mais comment concilier nationalisme et unité supra-nationale ? Ne faudrait-il pas croire, au contraire, qu'une telle unité exige impérieusement que le nationalisme soit extirpé ?

C'est là qu'interviennent les caractères très particuliers acquis progressivement par le nouveau nationalisme soviétique : sa qualité de nationalisme « missionnaire », d'une part, et le nouveau concept social de la nation, d'autre part.

Le nationalisme de frappe stalinienne a en effet ranimé la foi en une « mission historique » du peuple russe, ce qui est le propre depuis toujours du nationalisme moderne des grandes nations. La croyance mystique de Dostoïevski et d'autres romantiques slavophiles de son temps en une telle mission de leur peuple n'avait pu résister au courant d'idées modernes à trempe occidentale qui envahit la vie spirituelle de la Russie au tournant du siècle. Le stalinisme l'a réveillée. Rompant avec la tradition marxiste, il conclut des événements de 1917 au caractère unique du peuple russe. D'après lui, l'existence du premier pays post-capitaliste et son évolution vers le socialisme ne dépendent pas — comme l'avaient considéré Lénine et Trotsky — de facteurs extra-russes, du sort du mouvement social-révolutionnaire du prolétariat mondial en particulier, mais du seul génie du peuple russe. Bien plus. La chute du capitalisme à l'échelle mondiale ne serait plus liée à la force sociale de la classe ouvrière, mais dépendrait des qualités et de la mission historique d'une nation déterminée : la nation russe (14). Elle seule disposerait des capacités nécessaires pour renverser le capitalisme par ses propres forces. Aucun autre pays ne pourrait non plus, sans aide de l'U.R.S.S., défendre son « indépendance nationale » contre le monde capitaliste (15).

Mais l'affirmation d'un nationalisme « missionnaire », n'est-ce pas ce qu'il y a de plus absolument incompatible avec une communauté, et partant une unité politique supra-nationale ?

C'est ici qu'intervient la deuxième caractéristique du nouveau nationalisme stalinien.

Il n'est pas inutile, pour en saisir le sens, de rappeler l'idéologie nationale de la bourgeoisie du dix-huitième siècle. De même que le mouvement national de la bourgeoisie révolutionnaire française était inséparablement lié à la lutte contre le féodalisme et la royauté absolue, le stalinisme établit une connexion essentielle entre l'intérêt national et la lutte contre l'économie capitaliste et l'Etat bourgeois. D'une portée plus considérable encore : dans l'idéologie du dix-huitième siècle, les idées nationale et social-révolutionnaire se trouvent intimement confondues et la « nation » est synonyme de peuple libéré des féodaux et du roi absolu ; de même dans l'acception stalinienne, la « nation » représente un ordre social et politique déterminé (16).

10) Ainsi que le remarque péremptoirement Fr. Meinecke, théoricien et propagandiste de l'idée de l'Etat de puissance, qui voit dans cette évolution du nationalisme un progrès notable. Voir **Weltbuergertum und Nationalstaat**, Munich et Berlin, 1928, 7e éd., p. 42.

11) J. Staline, « Le Marxisme et la question nationale », dans **Prosvechtchénié**, Nos 3-5, mars-mai 1913. (Publié en brochure par les Editions sociales, Paris, 1946.)

12) Nous trouvons cette confrontation démonstrative qui éclaire d'un jour cru l'esprit de l'ancien parti bolchevik et sa divergence avec le parti stalinisé, chez S.M. Schwarz. Voir « Nationalities in Russia », **Modern Review**, New-York, été 1949.

13) Voir « I want to be like Stalin », un manuel, approuvé par le ministère de l'Education de l'U.R.S.S. et servant à l'instruction des instituteurs des écoles primaires. Traduit en anglais par George S. Counts et Nucia P. Lodge, **The John Day Company**, New-York, 1947, p. 55.

14) Pour les progrès du racisme en U.R.S.S., voir l'article de S. M. Schwarz, « Jingoism in the U. R. S.S. », **New Leader**, New-York, 4 juin 1949.

15) Début novembre 1949, dans un discours à l'occasion de la « Semaine d'amitié tchécoslovaquo-soviétique », le président Klement Gottwald déclara solennellement que si son peuple pouvait « constituer son Etat indépendant, il le devait à l'Union Soviétique, non point à l'Occident, comme le prétend une version mensongère de l'histoire.(...) Nos propres expériences comme celles de nos amis dans les autres démocraties populaires, ainsi que l'exemple terrifiant de la Yougoslavie démontrent qu'il serait **absolument impossible d'assurer l'indépendance de notre pays et de construire le socialisme sans l'Union Soviétique**, sans son aide et son exemple magnifiques et surtout, son **aide** économique et **politique** ». **Neue Zürcher Zeitung**, Zurich, 4 novembre 1949.

16) Voir les « Cahiers du Communisme », Nos 7 et 10, de 1949, Paris. Le stalinisme ne manque pas de se référer pour son interprétation de « la nation » à certaines remarques de Lénine ainsi que de Marx sans se soucier autrement du fait que ces auteurs étaient étrangers à toute position nationaliste. Notons, d'autre part, que cet aspect de la nouvelle

Le fruit de cette greffe nationaliste, entée dans les laboratoires de la propagande d'Etat sur la souche de l'anticapitalisme dénaturé, est primordial. Dès l'instant que l'élément national et l'élément social sont solidement alliés et que, par voie de conséquence, il n'y a de vrai nationaliste que celui qui voit dans la libération du joug capitalisto-bourgeois une tâche « nationale » suprême ; du moment, en outre, qu'aucune nation en dehors de la nation russe ne peut secouer ce joug par ses propres forces et doit recevoir l'aide puissante de l'U.R.S.S., il s'ensuit nécessairement que chaque membre des peuples non-russes est « traitre » à sa nation s'il ne reconnait pas **la hiérarchie des nations.**

Le nationaliste « prolétarien » — non pas « bourgeois » ou « petit-bourgeois » — doit comprendre qu'étant donné l'infériorité congénitale de sa propre nation, celle-ci, dans son propre intérêt, doit se soumettre délibérément aux ordres de la nation située à l'échelon suprême. Le « nationaliste prolétarien » doit être prêt à rendre à la nation impériale ce qui est dû à l'empereur : obéissance et service.

En d'autres termes : le « nationaliste communiste » est « internationaliste » dans le sens de la déclaration de Staline — reprise en chœur par ses fidèles : « **Un internationalrste est un homme qui, sans réserve aucune, sans hésitation et sans poser de conditions, est prêt à défendre l'U.R.S.S., parce que l'U.R.S.S. est la base du mouvement révolutionnaire mondial et que défendre et faire progresser ce mouvement révolutionnaire est impossible sans défendre l'U.R.S.S. La moindre entorse à ses principes représente une trahison de la cause socialiste ET UNE TRAHISON DE SON PROPRE PEUPLE.** »

Cette idéologie est conforme à la **réalité** de « l'Union des Républiques soviétiques socialistes ». C'est sous la pression de cette réalité qu'elle s'est développée lentement mais conséquemment, pour l'étayer. Serge Karsky dans ses revues de presse soviétique consacrées au nationalisme russe (**Le Monde**), constate justement qu'au cours de la guerre, la prééminence du peuple grand-russe, l'appui idéologique sur la supériorité de ses qualités nationales sur les autres nations de l'Union Soviétique se sont définitivement affirmés. Pour la doctrine officielle référons-nous encore au manuel précité. « Dans l'histoire de notre pays, y lisons-nous, le peuple grand-russe occupe une place particulière (...). En collaboration avec les autres peuples de notre pays, et **en les dirigeant,** le peuple russe a mené un combat héroïque et victorieux contre la violence et la moquerie des boyards et des tsars, contre le féodalisme et les capitalistes. » Puis le manuel cite le discours fait par Staline en l'honneur de l'armée rouge, le 24 mai 1945. Staline appelle le peuple grand-russe « **la plus remarquable de toutes les nations qui entrent dans la composition de l'Union Soviétique** », la nation qui « **mérite la reconnaissance générale** dans cette guerre patriotique **comme la force directrice parmi tous les peuples de notre pays** (...) possédant un esprit clairvoyant, un caractère ferme et de l'endurance. » (17)

Le nationalisme missionnaire du peuple grand-russe trouve son complément dans le nationalisme satellite des autres peuples. C'est un nationalisme émasculé. Il lui faut renoncer aux revendications inséparables de tout nationalisme vigoureux : la **souveraineté nationale,** mais aussi la fierté nationale qui, si elle admet qu'une aide **technique** de l'étranger peut devenir nécessaire dans certaines circonstances, affirme néanmoins que la nation doit toujours au fond son salut à elle-même. Or Staline veut bien tout concéder aux autres nations : leur langue, leur folklore, leurs costumes, leurs danses, leur propre gouvernement et leur administration (bien que, pour cette dernière, sous la pression des événements, il ait plus d'une fois repris ce qu'il avait accordé !). Mais il leur refuse précisément deux choses : la souveraineté et l'esprit d'indépendance.

La place nous manque pour montrer que toutes les condamnations proférées par Staline et ses clercs contre « le nationalisme » et les « déviations nationalistes » portent toujours sur le « nationalisme **bourgeois** ».

Mais le nationalisme est rebelle à la dépendance. Celui qui lui fait appel pour s'en servir, en entendant le tenir en tutelle, devra plus d'une fois éprouver l'angoisse de l'apprenti sorcier.

Le stalinisme ne peut cependant renoncer au pouvoir affectif que le nationalisme exerce sur les hommes. Rien ne le démontre avec plus d'évidence que son acharnement à le favoriser, malgré une série d'expériences amères. Le « titisme » n'est pas un phénomène nouveau, inconnu jusqu'alors du stalinisme. Il se distingue seulement par ceci qu'il se déroule hors de la portée des moyens répressifs de l'Etat soviétique. Nous ne pouvons ici que citer rapidement quelques faits :

La première déportation massive de toute une minorité nationale remonte aux années 1936-38 : la minorité coréenne des environs de Wladiwostok fut transférée dans les régions de l'Asie centrale. Puis, au cours de la guerre — faits plus connus par l'opinion publique occidentale — le même sort atteignit successivement : les Allemands de la Volga (mesure qui peut être considérée comme « préventive », mais cette explication ne vaut pas pour les autres cas) ; les Balkars, les Tchetchen-Ingusch, la population de la Crimée.

Il y a eu, d'autre part, les épurations « nationales » proprement dites : dans la seule année 1937, treize présidents ou premiers ministres de républiques non grand-russes en ont été victimes (18).

***

Nous connaissons maintenant toutes les conséquences majeures de la politique de puissance dans laquelle l'U.R.S.S. fut entraînée du moment qu'elle entreprit de défendre son indépendance par les moyens des Etats souverains. Nous avons en même temps dégagé les éléments de l'U.R.S.S. et du bloc oriental en tant qu'unités supra-nationales. Et plus particulièrement les éléments de la communauté qui s'est développée en Union Soviétique, comme force spirituelle d'intégration, et que l'on retrouve lors de la constitution du bloc oriental.

Ces unités supra-nationales se présentent donc comme des constructions hiérarchiques tant dans leur structure sociale que dans la forme de réunion des peuples. Leur vie est marquée par une organisation et une planification fortement centralisées où l'initiative appartient entièrement au sommet : au sein de chaque nation comme dans les relations entre les nations réunies. Et c'est l'Etat économiquement et militairement le plus fort qui joue le rôle de centre organisateur. Tel un soleil noir qui ne répand ni chaleur ni lumière, mais assigne aux planètes leur trajectoire.

---

idéologie nationaliste est si profondément ancré dans l'ensemble du mouvement stalinien que ceux-là mêmes qui s'en dégagent, comme Tito et son parti, le conservent, tout en repoussant l'idée du nationalisme missionnaire russe. Voir Boris Ziherl, « Le Communisme et la Patrie », p. 6 et passim », édité par le gouvernement de Tito. (Paris 1949.)

17) **I want to be like Stalin,** p.p. 59/60.

18) Nous renvoyons pour plus de détail à **Politics,** New-York, été 1948, notamment les articles de Walter Kolarz et de Walter Padley. De même, S. Schwarz, dans **Modern Review,** été 1949.

Ce système ne peut fonctionner, certes, que par la contrainte. Mais celle-ci ne peut elle-même s'exercer que parce qu'elle baigne dans une atmosphère imprégnée du sentiment que quelque chose de commun distingue ce monde du monde hostile qui l'entoure. L'Etat dominant est le centre non seulement de la puissance de l'ensemble, mais encore le foyer d'une idée capable de pénétrer d'autres peuples, de les gagner à la cause commune propagée et défendue le plus efficacement par l'Etat dominant. En dépit de tout ce que l'on sait aujourd'hui de façon courante de la vie en U.R.S.S. et dans le bloc russe, sur la bureaucratie, la N.K.V.D., les camps de concentration, les déportations massives — l'idée de la société post-capitaliste, post-impérialiste ne laisse de fasciner non seulement les peuples coloniaux, mais encore de larges couches dans les Etats industrialisés de l'Occident. C'est que leur propre régime, l'ensemble de leur monde est ressenti par eux comme voué à une mort imminente et qu'aucune autre idée n'exerce sur eux une emprise supérieure.

Le bloc russe n'en reste pas moins fragile. Plus l'expérience de cette société post-capitaliste est vécue et plus s'élargissent les failles produites dans cette communauté supra-nationale par l'élément national. Comme unité **de puissance**, le bloc a besoin du nationalisme. Mais comme unité **supra-nationale**, il n'en a que faire. Il porte ainsi en lui le germe d'un mal mortel. Ni la communauté ni l'unité supra-nationale de ce genre ne semblent devoir atteindre jamais la solidité de leurs aînés : la communauté nationale et l'Etat-nation.

⁂

Mais l'expérience russe peut-elle être d'un enseignement vraiment approprié en regard du problème de l'unification de l'Europe ou de l'espace Atlantique ?

Il ne peut être question bien entendu de conclure simplement et superficiellement par analogie. L'analyse directe des projets et des tentatives faits jusqu'ici en vain pour unifier l'Europe ou l'espace Atlantique s'impose. Pour terminer cette étude, qui déborde déjà le cadre d'un article, bornons-nous à noter que, d'une part, l'intervention des mêmes éléments constitutifs se dévoilera comme indispensable si l'objectif doit être atteint. D'autre part, l'éventuelle unité qui en résulterait s'annonce également comme étant au fond irrémédiablement de même nature. Nous disons bien : **au fond.** Si rien ne permet d'affirmer à priori que toute unité politique supra-nationale, se maintenant souveraine entre des puissances souveraines, doit prendre la forme totalitaire, il est, en revanche, absolument indubitable — l'étude approfondie du problème de l'Europe le fait saisir de nouveau — qu'elle ne pourra pas ne pas présenter les traits d'une société politisée, comportant les conséquences étouffantes, mortelles pour tout ce qui mérite le nom de civilisation.

ANDREE-GELO.

(Début février 1950.)

D'anciens S S autrichiens au service de Staline

Les Russes ont réussi à créer dans la zone d'Allemagne qu'ils occupent une « démocratie » aussi parfaitement populaire que celles de leurs satellites de l'Est, mais en Autriche, ils se sont, jusqu'à présent, cassé les dents. Le maintien de l'unité politique du pays et d'une relative liberté de presse et de réunion dans la zone russe ont barré la route au parti communiste ainsi qu'aux organisations de camouflage dont il a la spécialité. Aux élections du 9 octobre 1949, dans les deux provinces de Basse Autriche et le Burgenland occupées par les Russes, le P.C. camouflé en « Bloc des gauches » avait obtenu 5,5 % et 2,9 % du total des voix. Dans l'ensemble de l'Autriche, il avait atteint 5 % des voix. Pour en arriver là, il avait été obligé auparavant de provoquer l'exclusion de quelques socialistes qui, regroupés autour de l'ex-leader Erwin Scharf avaient fondé un minuscule « parti socialiste progressiste ». Pendant la campagne électorale, le bloc des staliniens et des partisans d'E. Scharf s'était démasqué le moins possible. Dans une réunion à Klagenfurt, où je me trouvais, E. Scharf avait déclaré que les méthodes soviétiques ne sauraient s'appliquer au prolétariat cultivé de l'Autriche ; loin d'attaquer « l'impérialisme américain », il avait préconisé pour l'Autriche un rôle de pont entre l'Est et l'Ouest. Malgré ces précautions de style, le bloc des gauches avait été écrasé.

Les Russes, qui exploitent pour leur compte de nombreuses usines à Vienne et en Basse Autriche, ne devaient pas remporter un plus grand succès dans la classe ouvrière. Le 23 octobre 1949 avaient lieu les élections aux chambres de travail qui, dans chaque province, représentent les intérêts des salariés. Toutes les pressions furent utilisées dans les usines soviétiques : adhésion obligatoire au P.C., embrigadement dans les milices ouvrières, défilés spectaculaires, mises en chômage des récalcitrants, etc. Les résultats furent piteux. A Vienne, les ouvriers élisaient 16 communistes ou cryptocommunistes sur 144, en Basse-Autriche 15 sur 109, en Burgenland 1 sur 48. Dans le pays entier, les communistes recueillaient 9,7 % des suffrages ouvriers.

Après ces échecs, il fallait, pour les Russes, trouver autre chose ; ils se tournèrent vers les anciens nazis et le V.D.U. L'an dernier un certain Dr Kraus avait fondé « l'Association dès indépendants » ou V.D.U. Son programme comportait l'amnistie aux anciens nazis, la fin des réglementations économiques et une politique de neutralité entre les blocs russe et américain. D'anciens nazis se groupèrent en grand nombre autour du Dr Kraus. En dehors des nazis, l'association des indépendants cherchait à rallier les anticléricaux hostiles au Parti Populaire (catholique), les anciens pangermanistes partisans de l'Anschluss, les paysans et petits bourgeois mécontents des restrictions économiques, les prisonniers rapatriés de Russie, les ex-officiers de la Wehrmacht. Le parti obtint, en octobre 1949, 11,7 % des suffrages et 16 mandats.

Pendant que le parti communiste dénonçait le néo-nazisme des indépendants, l'Union soviétique laissait faire, satisfaite de l'atitude neutraliste du Dr Kraus. A une demande du Haut commissariat français d'interdire le V.D.U., l'Union soviétique répliqua que cette proposition constituait « **une intervention grossière dans la campagne électorale autrichienne** ». En fait, les Russes espéraient que l'avènement de ce nouveau parti disloquerait quelque peu le bloc catholique socialiste qui gouverne l'Autriche et dont l'attitude antistalinienne laisse peu d'espoir aux sirènes de Moscou. En fait, comme nous le savons maintenant, l'Union soviétique entretenait à l'intérieur de la direction du V.D.U. un certain nombre d'agents, le professeur Gasse–

lich, député au Parlement et nationaliste fervent, l'ex-nazi Rainauer, le député Heger, etc.

En décembre 1949, le général russe Jeltov demandait bruyamment la dissolution du V.D.U. En même temps, les communistes se livraient à de violentes manifestations et accusaient les puissances occidentales de favoriser la résurrection du néo-nazisme. Vieux cheval de bataille utilisé là comme en Allemagne par les staliniens ! Pendant que ces derniers cherchaient n'importe quel prétexte pour soulever les travailleurs contre les Occidentaux et le gouvernement, une grande manœuvre en tenaille s'esquissait : à l'intérieur du V.D.U. les agents soviétiques cherchaient à orienter les néo-nazis vers l'alliance moscovite. Dans ce but, les Russes recrutèrent en mars 1950 un ancien officier SS, le Dr Slawik pour fonder une ligue, cent pour cent nazie : « **la Ligue Nationale** ». Ce nouveau groupement s'adresse aux anciens nazis et officiers de la Wehrmacht et les incite « **à racheter par une politique d'entente avec l'U.R.S.S. la faute commise en 1941 par la dénonciation de l'accord germano-russe** ». Mais les Russes n'ont pas — au moins au début — l'habitude de mettre tous leurs œufs dans un même panier. C'est pourquoi, ils créaient avec un ancien député du V.D.U. nommé Heger un autre parti intitulé « **national démocrate** ». Ces deux organisations réactionnaires prosoviétiques ont leur siège en zone russe d'occupation. Comme les Russes procèdent à de gros investissements dans les usines autrichiennes qu'ils dirigent depuis cinq ans, on se demande s'ils n'ont pas l'intention de créer, à l'instar de l'Allemagne, une Autriche orientale prosoviétique, écartant ainsi pour toujours la signature d'un traité de paix entre les anciens alliés et l'Autriche.

Au cours du mois de mai, la scission éclatait au sein du V.D.U. : la minorité prorusse allait rejoindre le national-bolchevisme du SS Slawik ; une autre partie l'association nationale démocrate de Heger. Les dirigeants V.D.U. de Basse Autriche se rangeaient du côté des Russes. A Vienne, en présence d'officiers soviétiques en civil, une réunion du SS Slawik groupait cinq cents personnes tous anciens nazis (1). Le ton de ses discours et de son journal « **Oesterreichische Beobachter** » est un mélange adroit de terminologies hitlérienne et stalinienne. On y attaque la « **marshallisation** » de l'Autriche qui aboutit à l' « **oppression des travailleurs** » par les « **ploutocrates occidentaux** ».

Ainsi sous la double bannière de l'ancien Obersturmführer SS Slawik et du député Heger, l'Union soviétique travaille à regrouper les nazis autrichiens, comme elle l'a déjà fait dans sa zone allemande d'occupation ; elle fait flèche de tout bois : n'ayant pu réussir ni auprès de la classe ouvrière ni auprès de la bourgeoisie catholique, il ne lui reste plus pour l'encadrement de sa future « démocratie populaire » d'Autriche que les aventuriers déclassés de l'hitlérisme. Pour ces gens, ce n'est même pas un changement d'étiquette, c'est la fraternité des bourreaux qui continue.

Michel COLLINET.

(1) Au « Bayrischer Hof », Taborstrasse, Wien.

Suite du « Parmi nos lettres »

« Nous ne croyons plus en grand' chose »

Un camarade du Doubs nous avait fait connaître son désir de connaître une publication documentaire qui soit dégagée des deux blocs, des questions de tendance et des polémiques. Nous lui avions demandé des précisions. Voici sa réponse. Elle comporte des réflexions qui valent, croyons-nous, d'être consignées :

Vous me demandez quel genre de publication je désirerais. Eh bien, quelques ouvriers se sont détachés du syndicat C.G.T. de l'usine où nous travaillons ; mais il faut avouer que nous ne pouvons pas nous mesurer avec leurs militants, qui sont dévoués, fanatiques, qui pensent peu par eux-mêmes et croient beaucoup ; qui sont bien organisés et soutenus. Ils défendirent les primes, exploitèrent la hiérarchie et son régime de castes. Même la défense du salaire de la femme mariée a pour résultat de pousser les femmes des ouvriers attirées par l'appât du gain à l'usine et le résultat c'est que, depuis trente ans, le salaire de l'homme s'en est trouvé diminué. Ma mère me racontait qu'avec le salaire moyen de mon père, elle pouvait nourrir et vêtir la famille, et payer par mensualités son mobilier. En est-il de même aujourd'hui ? Je les ai vus revendiquer des mensualités pour les jeunes soldats ; n'est-ce pas prendre sur le pouvoir d'achat du civil et augmenter le budget de la guerre indirectement ? Ces jours-ci ils réclament des avantages à l'occasion de la fête des mères. Les voilà pour la reproduction et ses conséquences. Tout leur est bon pour flatter et attirer. Que nous sommes loin d'un syndicat qui devrait faire l'éducation des travailleurs ! Aussi nous, simples ouvriers, nous ne croyons plus en grand'chose. Le socialisme ? Le communisme ? Autres formes d'exploitation, car après les premiers bouleversements il y aura d'autres individus qui se croiront supérieurs, doués, et qui exploiteront leurs dons, diplômes et positions. Le mal n'est-il pas dans la nature humaine ? Existe-t-il une race ou une espèce de gens que l'on peut désigner catégoriquement comme capitalistes de même que l'on peut dire avec certitude : Ceci est un champignon vénéneux ?

C'est pourquoi nous aurions désiré une revue strictement de renseignements juridiques et autres sans bla-bla-bla inutile. Comment je la conçois ? Eh bien, je dois dire que je ne suis pas qualifié ni assez malin pour donner des conseils.

Remarques sur la revue

Un abonné de la Drôme nous écrit ces quelques lignes au verso de son chèque postal :

Je renouvelle mon abonnement. Mais je n'approuve pas votre ligne de conduite, qui était bien meilleure avant la guerre. Vous donnez dans l'anticommunisme, cela vous perdra. On ne peut pas aujourd'hui faire la révolution sans les communistes. Les révolutionnaires doivent être avec la masse ou il n'est jamais impossible de faire entendre sa voix si on sait conquérir la confiance de la masse.

Notre abonné drômois ne confond-il pas stalinisme et communisme ? Que reste-t-il de communisme dans le stalinisme ? Rien, à notre avis.

Autre son de cloche, de l'Yonne, celui-là :

Votre effort à la « Révolution prolétarienne » m'a toujours été sympathique, mais, permettez-moi de vous le dire, il reste condamné à la stérilité. Les militants n'ont même plus le temps de vous lire complètement. Et puis, vous vous attachez trop à des discussions de chapelles. Votre position syndicale est anachronique. Votre titre n'est plus d'actualité et vous le sentez bien ; menée sur un plan aussi théorique que le vôtre, sur une plate-forme aussi étroite, votre action contre le réformisme est vouée à l'échec. Vous avez été trop durs pour les tenants de l'autonomie qui dans le corps enseignant ont tenu le coup et résisté victorieusement contre le stalinisme. Vous n'avez pas compris que la scission chez nous eût été à l'avantage des communistes et consacré la faillite de notre syndicalisme.

Pour toutes ces raisons, je suis au regret de vous demander de ne plus me compter parmi vos abonnés. Trop de tâches professionnelles, municipales, syndicales me requièrent, je ne puis vous suivre avec l'attention nécessaire et n'ai pas de temps à consacrer à vos analyses par trop subtiles de la situation syndicale présente.

Ce qui paraît grave, en cette dernière lettre, ce n'est pas le désabonnement (que nous regrettons pourtant) — c'est que les tâches multiples du militant deviennent si lourdes qu'il semble ne plus lui rester de temps pour lire autre chose que les broutilles quotidiennes. Comment se guider dans l'action si l'on ne peut plus consacrer quelques heures par mois aux choses de fond ?

EPURATION ET SYNDICALISME

Un témoignage d'ALBERT GUIGUI
à l'Union départementale F. O. de Seine-et-Marne

Nous avons publié, le mois dernier, la résolution du congrès de l'Union départementale des syndicats C.G.T.F.O. de Seine-et-Marne réintégrant les deux « exclus à vie » Gayte et André. Le document qu'on va lire est la réponse faite par Albert Guigui, délégué à Londres de la C.G.T. sous l'occupation, à une demande de témoignage que lui avait adressée le bureau de l'U. D. de Seine-et-Marne. Ce document a été produit au congrès de l'U.D. Il a permis aux délégués seine-et-marnais de saisir sur le vif ce qu'il est maintenant permis d'appeler la grande manœuvre de l'épuration syndicale. Sous l'occupation la C.G.T. a officiellement conseillé aux travailleurs et aux militants de rester dans les organisations syndicales — ou de les rejoindre — même lorsque celles-ci furent tombées sous le contrôle « de Vichy ». Malgré la Charte du Travail, et contre elle, la politique de la C.G.T., officiellement préconisée, était une « politique de présence », dans les syndicats, dans les U.D. et même dans les organismes de mise en place de la Charte du travail. Des militants ont suivi les conseils donnés, souvent à contre-cœur. Il se trouvait, dans le nombre, des gêneurs. Lors de la Libération, il fut aisé de les dénoncer et de les exclure pour le crime d'avoir appliqué une politique que, précisément, on leur avait recommandée. La duplicité stalinienne apparaît ici au grand jour. Ainsi, d'ailleurs, que la complaisance, pour ne pas dire plus, de certains militants non staliniens. Nous pensons faire œuvre utile en reproduisant intégralement et sous notre responsabilité le témoignage d'Albert Guigui à l'U.D. de Seine-et-Marne. Non seulement au point de vue de l'épuration. Mais aussi parce qu'il nous paraît constituer une première et précieuse contribution à l'histoire de la C.G.T. sous l'occupation. Une histoire qui reste entièrement à écrire.

Genève, le 25 mars 1950.

Cher camarade,

J'ai bien reçu ta lettre du 14 mars, par laquelle, au nom du bureau de l'Union départementale de Seine-et-Marne, tu fais appel à mon témoignage dans le cas du camarade Gayte qui, pour défendre son honneur d'homme et de militant, fait état de « recommandations » que j'ai faites à la radio de Londres pendant la période tragique d'occupation nazie et du régime de Vichy.

Ce témoignage, je vous l'apporte avec le plus grand plaisir, et je dois vous féliciter d'avoir eu l'idée de me le demander. Je vous dirai que j'ai toujours été surpris qu'il ne soit venu à l'esprit de personne dans **notre** mouvement syndical, alors qu'on l'affaiblissait par l'exclusion à vie de milliers de ses militants, de rappeler leurs recommandations et leurs instructions à ceux qui s'étaient trouvés en être les chefs pendant cette période tragique et qui le sont restés après la Libération.

Je ne connais rien de précis de la position du camarade Gayte, sinon qu'il pense que son attitude a été conforme à mes recommandations. Ce que vous attendez de moi, c'est que je rappelle moi-même la nature de ces recommandations, pour vous permettre d'apprécier si le camarade Gayte a démérité ou non de **notre** mouvement syndical.

Mais votre jugement — favorable ou défavorable à Gayte — serait sans valeur s'il ne se fondait que sur ce rappel. Je ne suis pas un tellement grand personnage qu'il suffise de comparer l'attitude de Gayte à mes propos pour dire qu'il est coupable ou innocent. Ce qu'il faut que vous sachiez surtout, c'est en vertu de quelle autorité j'ai tenu certains propos à la radio de Londres, de mars 1943 à juin 1944. Enfin, il ne serait pas non plus inutile de vous donner quelques éclaircissements sur les raisons qui nous ont fait prendre, à nous chefs de la C.G.T. clandestine, telle position plutôt qu'une autre.

Je vais donc m'efforcer de vous apporter un témoignage clair et complet.

I. — LES RECOMMANDATIONS AUX TRAVAILLEURS

J'ai quitté la France dans la nuit du 12 au 13 février 1943 par vol clandestin. Arrivé à Londres le 13 février, je ne me suis livré à une manifestation publique que le 26 mars : une conférence de presse. (Les raisons de ce silence prolongé n'ont aucun intérêt pour le présent témoignage.) Le 29 mars, je faisais ma première allocution radiophonique qui se terminait ainsi :

Dissoute par la volonté de Vichy, la C.G.T. reste vivante, et bien vivante, par la volonté inflexible des travailleurs français.

La C.G.T. ne distribue plus ni cartes ni timbres, elle ne tient plus ni Comités nationaux ni Congrès confédéraux, ses militants ont été, soit exécutés, soit déportés, souvent emprisonnés, toujours traqués, qu'importe ! **Elle est maintenant présente partout :** dans le petit atelier du faubourg comme dans la vaste usine de la banlieue ; dans le salon de coiffure de la petite ville de province comme dans les services publics des grandes cités ; dans les ateliers de chemins de fer comme dans la plus petite gare de campagne. Les traditions de liberté, la technique de l'action syndicale, l'esprit de solidarité de la C.G.T. ont animé et conduit la résistance ouvrière **contre Vichy et contre l'Allemand.**

L'action ouvrière a eu raison de la Charte du travail : **le bel enfant n'est plus qu'un avorton.**

L'action ouvrière a arraché, à **Vichy et à l'Allemand,** le masque de la Relève ; au regard du monde indigné, s'offre maintenant, dans toute sa hideur, **le visage de la déportation.**

« La parole est aux actes », disions-nous jadis par ironie. Les actes, depuis trente mois ont la parole. Et ils se révèlent d'une sublime éloquence. Toutefois, il est des moments où la parole elle-même est un acte. C'est pourquoi, traversant les lignes ennemies, cet acte, je suis venu en terre libre l'accomplir au nom de la classe ouvrière qui résiste à l'envahisseur et à ses complices.

J'ai rencontré le général de Gaulle dès mon arrivée. D'une manière absolue, je lui ai confirmé l'adhésion de la C.G.T., du mouvement ouvrier français, à la France Combattante dont il est le chef. Le général de Gaulle s'en est montré fier. Malgré l'épreuve terrible que traverse la classe ouvrière, il ne doutait pas plus de notre fidélité que nous ne doutions nous-mêmes de sa volonté. Je lui ai dit notre résolution et nos espoirs. Et aussi nos difficultés.

....

A tous, j'ai montré avec quel courage vous acceptez la lutte et dans quelles conditions inégales vous la livrez.

Mes chers camarades, ces conditions ne seront pas perpétuellement inégales. La C.G.T., le drapeau largement déployé, en plein accord avec les travailleurs de toutes croyances et de toutes tendances, s'emploie, **dès ce jour,** à renverser la vapeur. Aujourd'hui, je me borne à vous dire : Restez unis, renforcez vos groupements syndicaux, **partout ;** coordonnez votre action de résistance, organisez la solidarité et le camouflage des camarades menacés. Enfin, et surtout, préparez-vous pour l'action décisive. **Elle vient.**

Le 1er décembre 1943, à la suite d'instructions du bureau confédéral (réunifié) qui m'avaient été rapportées de France par Gazier, je faisais une allocution à la radio dont voici des extraits :

La démission de Lagardelle n'est après tout qu'un petit accident. La véritable raison de toute cette agitation à propos de la Charte, et la précipitation pour mettre sur pied les organismes destinés à briser les syndicats indépendants, c'est avant tout l'inquiétude des agents de l'occupant en face de l'hostilité et de la fermeté opiniâtre des travailleurs.

Tout comme ils sont angoissés par la tournure des événements militaires, les collaborateurs sont inquiets de la renaissance du syndicalisme indépendant. Ils sont inquiets de la réalisation de l'unité syndicale. Ils sont inquiets de la reconstitution de la C.G.T.

Une seule, une unique préoccupation les anime — avec ou sans la Charte du travail, **ils s'en moquent !** —celle de briser la résistance ouvrière et de former barrage à la C.G.T., **par tous les moyens.**

Mais les désirs de ceux qui se sont volontairement placés sous la tutelle de l'ennemi sont une chose ; la volonté de la classe ouvrière est une autre chose, et combien plus puissante dans sa noblesse et sa dignité. Que cette puissance effraie aujourd'hui nos collaborateurs, rien que de bien naturel. Georges Dumoulin, se faisant leur porte-parole vient d'écrire : « L'influence de la C.G.T. est déjà grande. Avant peu, elle sera capable de s'imposer dans le pays. »

Eh oui ! c'est définitivement dans la C.G.T., ou — quand les conditions matérielles s'y opposent — **autour de la C.G.T.** que se rassemblent de plus en plus nombreux les travailleurs décidés à se défendre et à défendre leurs foyers.

....

On peut bien parler de barrage ; la C.G.T. n'en redoute aucun. Elle possède ce qui a fait défaut aux serviteurs de l'ennemi : à savoir, **la confiance des travailleurs et leur soutien.**

Fort de cette confiance, le bureau confédéral, réunifié dans la résistance, demande à tous les ouvriers de rejoindre partout leurs syndicats. Ainsi renforcés, constamment animés d'un esprit combattif, les syndicats accentueront efficacement leur opposition. Plus les ouvriers seront nombreux et actifs dans les syndicats, et plus ceux-ci seront à même de déjouer les calculs de l'adversaire.

A MANŒUVRE, MANŒUVRE ET DEMIE : SI CELA PARAIT NECESSAIRE, LES SYNDICATS FERONT SAUTER EN ECLATS LES INSTITUTIONS DE VICHY **AU TRAVERS DES MESURES D'APPLICATION QUE VICHY ESSAIERA D'IMPOSER.**

La classe ouvrière, solidaire et partie intégrante de la nation, n'est pas mûre pour l'esclavage. On s'en apercevra chaque jour davantage.

Le 30 décembre 1943, autre allocution, où je disais notamment :

De son siège clandestin, quelque part en France, le bureau confédéral réunifié avait arrêté les règles de la conduite à suivre. Ses instructions avaient été transmises à la classe ouvrière d'ici-même et par les journaux clandestins comme **la Résistance ouvrière** et **la Vie ouvrière, le Mouvement ouvrier français** et les **Informations sociales,** ainsi que par de nombreux tracts clandestins.

....

Les collaborateurs avouent dans leur presse que le nombre de voix recueillies par les Comités sociaux présentés au jugement des intéressés est dérisoire. Si dérisoire qu'ils conseillent de ne point poursuivre plus avant la présentation en bloc des anciens Comités sociaux. « Il faut, disent-ils, surseoir purement et simplement à toute consultation ouvrière. » Néanmoins, il reste acquis que de nombreux Comités sociaux ont été bouleversés dans leur composition première, et que la présence de nouveaux membres jouissant de la confiance de leurs camarades, désignés par eux, va en modifier la physionomie. Cette transformation n'est pas sans inquiéter les collaborateurs. Cherchant à se rassurer eux-mêmes, ils formulent le vœu de voir « les nouveaux élus — **les éléments plus turbulents,** comme ils disent — s'assagir au contact de la réalité. »

La réalité ? Le peuple de France la connait bien : c'est le régime d'oppression que font peser sur lui l'ennemi et ses complices de Vichy. Et tant que ce régime durera il ne peut être question d'assagissement. La riposte continuera, et le bureau confédéral réunifié dans la résistance estime que la riposte la plus efficace reste dans l'affirmation, en toute occasion, d'un syndicalisme libre et puissant.

Le devoir des travailleurs est de rejoindre toujours plus nombreux leurs syndicats respectifs ; de reconstruire ainsi définitivement leur C.G.T.... A L'IMAGE DE CE QU'ELLE ETAIT DANS LES ANNÉES 1936-37.

Le 15 janvier 1944, nouvelle allocution dont voici des extraits :

La bataille contre l'ennemi a de multiples aspects. En ce début d'année 1944, les exigences des nazis se font plus pressantes ; les réquisitions vont s'accroître. Là encore, travailleurs, vous avez une bataille à gagner : celle de vos salaires pour arracher des conditions de vie moins inhumaines.

Certes, elle est difficile cette bataille, mais vous avez entre les mains le pouvoir de défaire l'ennemi, et, lorsqu'elle est nécessaire, la grève reste l'arme ultime à employer. Vichy le sait parfaitement, et c'est pourquoi il renouvelle ses efforts pour vous passer la camisole de force de la Charte du travail et vous priver de la liberté syndicale. Vous continuerez à saboter la Charte, et le bureau confédéral recommande à ceux qui ne l'ont pas encore fait de prendre immédiatement leur carte syndicale dans leurs organisations respectives.

Voici quelques extraits d'une autre allocution prononcée le 12 février 1944 :

Bien souvent, le point de rencontre de ces différents combattants pour la défense de la France, c'est

le camp de concentration, les chambres de torture, le peloton d'exécution, ou plus heureusement le maquis.

L'heure va bientôt sonner où le point de rencontre de tous les patriotes, quelle que soit leur condition sociale, sera un champ de bataille commun : ce champ de bataille sera la grève nationale.

Parlant au nom de la C.G.T., je dis à dessein « **la grève nationale** », car s'il est vrai que les ouvriers et les fonctionnaires auront un rôle prépondérant dans l'action qui s'annonce, tous les Français devront également y participer. Mais ce n'est pas seulement par l'élargissement des rangs de ses exécutants que cette grève nationale se distinguera ; la grève nationale visera à la paralysie de la vie économique et de la vie publique dans le territoire occupé par l'ennemi. Et pour y aboutir l'immobilité ne suffira pas, il y faudra l'activité redoublée de chacun.

Patriotes, le Conseil national de la Résistance, le Comité français de la Libération nationale, vos organisations respectives et le commandement interallié vous donneront les instructions nécessaires en temps opportun, mais réfléchissez dès maintenant à la forme de votre participation à la grève nationale.

A mes camarades ouvriers et fonctionnaires, je répète qu'il faut serrer les rangs et raffermir les contacts. REPONDANT A L'APPEL DE LA C.G.T. VOUS REJOIGNEZ CHAQUE JOUR PLUS NOMBREUX VOS SYNDICATS. RESPECTIFS SANS VOUS LAISSER ARRETER PAR LA COMPOSITION « OFFICIELLE » DES DIRECTIONS SYNDICALES. Nous en avons la preuve chez les mineurs, chez les cheminots, chez les métallurgistes. Sachez que, quand ce sera nécessaire, au moment venu, des militants dignes de vous reprendront la tête des syndicats.

A la technique de l'ennemi, il convient d'opposer une technique aussi sûre que la sienne. L'improvisation, si vaillante, si audacieuse qu'elle puisse être, compromettra beaucoup plus qu'elle n'aidera vos efforts. Un nouveau et gigantesque combat se prépare. Il faut que les résultats soient à la mesure des sacrifices déjà consentis ou à consentir : c'est-à-dire qu'ils doivent être décisifs et victorieux.

Telles étaient mes « recommandations » aux travailleurs. Je dirai plus loin d'où me venait l'autorité de les faire, mais il n'est pas inutile de montrer que la position des communistes n'était guère différente de celle que je prenais au nom de la C.G.T. clandestine. En voici deux exemples :

L'Humanité clandestine, numéro spécial de janvier 1942, publiait un article ayant pour titre : « Seule, l'action organisée de la classe ouvrière imposera l'ajustement des salaires au coût de la vie », et, pour sous-titre : « Surmontez votre répugnance à l'égard des dirigeants syndicaux usurpateurs des fonctions qu'ils occupent, et rentrez dans les syndicats. » Voici un extrait typique de cet article :

Les ouvriers doivent surmonter leur répugnance à l'égard des dirigeants syndicaux, usurpateurs des fonctions qu'ils occupent. Nous ne répéterons jamais assez qu'il faut utiliser les formes légales de l'organisation et de l'action que les trusts sont obligés de « concéder » (Ce mot est illisible, je ne suis pas sûr de son exactitude). **Même si ces organisations apparaissent réactionnaires... il faut aller aux syndicats et y militer ; même avec les restrictions actuelles on peut y faire d'excellent travail.**

Huit mois plus tard, la position des communistes n'a pas changé. En voici pour preuve un extrait de l'article publié dans la **Vie Ouvrière** clandestine, n° 103 du 5 septembre 1942, sous le titre « Un autre échec retentissant de Laval » :

Les commissions exécutives des Fédérations du Bâtiment et des Cuirs et Peaux se désolidarisent de deux de leurs membres qui se sont engagés un peu loin à propos de la constitution d'un Comité sous le patronage du gouvernement de Vichy. Conclusions de l'article : « Ouvriers de toutes corporations ! L'échec de Laval vous montre ce que vous pouvez faire avec vos syndicats. ALLEZ-Y EN MASSE SANS AUCUNE HESITATION. »

Encore un an plus tard, la position des communistes n'a pas changé malgré les servitudes de plus en plus lourdes imposées aux syndicats du fait de la Charte du travail. Le 24 août 1943, le bureau confédéral réunifié, qui comprend trois communistes dont Frachon, se met unanimement d'accord sur un appel aux travailleurs les invitant à lutter contre la déportation. Cet appel m'est envoyé à Londres pour diffusion à la radio. En voici textuellement les conclusions :

Le bureau confédéral appelle les travailleurs à rejoindre en masse les syndicats afin que par leur présence, leur regroupement, ils participent au redressement syndical nécessaire et rendent plus efficace l'action contre la déportation.

II. — LA POSITION DE LA C.G.T. CLANDESTINE

Il n'est pas sans intérêt de rappeler, ne serait-ce que pour l'histoire, que la C.G.T. clandestine a été reconstituée sans les communistes, puisque bien avant les négociations qui aboutirent à l'accord dit du Perreux. Sous la botte de l'ennemi et devant la volonté arrêtée du gouvernement de Vichy de détruire notre mouvement syndical libre, il eût été stupide de ne pas user de tous les moyens qui nous paraissaient favorables, d'une part de maintenir dans toute la mesure du possible nos cadres syndicaux, et, d'autre part, de préparer des bases de départ pour la renaissance d'un puissant mouvement syndical après la libération de la France, dont nous n'avons pas douté un seul instant.

C'est ainsi que, par exemple, nous étant rapprochés de la Confédération française des travailleurs chrétiens (C.F.T.C.), aussi opposée que nous-mêmes à la politique syndicale du gouvernement de Vichy, nous avons accepté que l'un de ses représentants qualifiés, Marcel Poimbœuf, fît partie de la commission de la Charte du travail, à la fois pour freiner la politique antisyndicale du gouvernement de Vichy et pour nous renseigner sur l'évolution de cette politique. On a pu dire et écrire ce qu'on a voulu, il reste un fait historique : c'est que Marcel Poimbœuf a été membre de cette commission de la Charte du travail avec notre consentement et qu'il a partagé avec nous les risques de toutes les rencontres périodiques clandestines que nous avons eues en France jusqu'au moment de son départ pour Londres aux environs de mai 1943.

Lorsque, plus tard, en 1942, commencèrent les négociations d'unité avec les communistes — auxquelles j'ai personnellement participé — il est un point sur lequel nous n'avons jamais cédé, précisément avec la préoccupation de maintenir en place le maximum de nos cadres syndicaux. Nous avons toujours refusé aux communistes de transformer l'état de demi-légalité dans lequel se trouvaient un grand nombre de nos militants en état de complète clandestinité, comme ils nous le demandaient. Car ils sentaient très bien la force de notre position, alors qu'à la suite des événements de 1939 les communistes avaient été pratiquement dessaisis de tous les postes de responsabilité syndicale. Il importe de préciser que, par cette formule de « maintenir nos cadres », nous entendions que nos militants, particulièrement ceux des syndicats locaux et des unions départementales, ne devaient pas se croire dans l'obligation de se démettre de leurs fonctions à l'occasion de la mise en place des organismes prévus par la Charte du travail. Ce que nous voulions éviter, c'était de voir notre mouvement décapité et désorganisé presque automatiquement par le simple fait de l'application de la Charte. Cette position n'a jamais été, et ne doit pas être interprétée, comme une autori-

sation tacite de notre part donnée aux militants pour coopérer à l'application de la Charte. Bien au contraire, elle nous permettait, comme je l'ai dit plus haut, de maintenir nos cadres et, en même temps, de rendre beaucoup plus difficile pour le gouvernement de Vichy l'application de la Charte. D'ailleurs les événements sont venus confirmer qu'au moins sur le second point notre position a été juste.

Cette politique de la C.G.T. clandestine, on en retrouvera la ligne constante dans nos négociations, dans nos manifestations « publiques clandestines » (si je puis me permettre une expression de ce genre) et notamment dans la lettre syndicale bimensuelle qui a paru publiquement pendant de nombreux mois sous la responsabilité directe de Saillant. Vous pourrez trouver la collection des Lettres syndicales au siège de la C.G.T. Force Ouvrière. Du moins, je présume qu'on y a gardé une collection de ce précieux document.

III. — DE MON AUTORITE DE FAIRE DES RECOMMANDATIONS AUX TRAVAILLEURS

On a essayé de retirer toute valeur à ce que j'ai pu dire hier, à ce que je peux dire aujourd'hui et à ce que je pourrai dire demain lorsque, dressant le bilan de l'activité syndicale des années de guerre pour le vingt-sixième congrès confédéral de la C.G.T. qui s'est tenu à Paris en avril 1946, on a absolument passé sous silence ma délégation à Londres dans le rapport présenté à ce congrès. Plus même, on a tiré un trait sur mon nom, comme si je n'avais jamais existé, ou comme si, à la suite d'une incorrection quelconque de ma part, j'étais devenu la honte de la C.G.T. clandestine. Je sais par Jouhaux lui-même que, lorsqu'il vit les épreuves de ce rapport, il protesta contre ce procédé. Je sais même qu'ayant eu sur ce point une explication avec les membres communistes du bureau confédéral, ceux-ci ont déclaré n'avoir aucune objection à ce que les faits soient relatés dans leur exactitude, et je sais que Saillant avait été chargé de compléter son rapport pour parler de ma mission à Londres. Saillant ne s'est pas exécuté, et le rapport présenté au congrès de Paris est resté muet sur ce point. Ainsi, il devenait beaucoup plus facile de frapper les militants de notre mouvement syndical qui avaient suivi mes instructions, puisque j'apparaissait comme ayant agi sous ma propre responsabilité, en qualité de personne privée. J'étais au Canada lorsque j'ai pris connaissance de ce curieux rapport au congrès de Paris. Ayant saisi les conséquences qui pouvaient découler de ce silence, non pas pour moi mais pour nos militants, j'envoyai de Montréal à Jouhaux, le 1er avril 1946, le télégramme suivant :

> Prenant connaissance rapport congrès confédéral Paris suis surpris complet silence sur ma mission Londres 1943. Stop. Désigné par toi avant arrestation, envoyé dûment mandaté par C.G.T. clandestine même titre que Buisson, me réserve entièrement droit rétablir vérité historique étouffée par ostracisme des uns, intérêt ou absence courage des autres, et publier tous documents relatifs ma mission Londres sans autre considération que remettre chacun à sa propre place. Stop. Fais également réserves rapport financier. Stop. Amitiés.

Ce sont mes camarades de la C.G.T. clandestine qui nous ont demandé, à Buisson et à moi-même, d'aller à Londres, où je suis arrivé le premier muni d'un mandat écrit sur un carré de soie et signé par les militants dûment qualifiés qui se trouvaient à la réunion de Lyon qui précéda mon départ. Je vous envoie ci-joint une photographie de ce document sur laquelle vous reconnaîtrez diverses signatures (celle de Bothereau, absent, avait été donnée par Saillant lui-même) (1).

Indépendamment de mon mandat qui me donnait l'autorité de « parler et de traiter au nom de la C.G.T. », j'ai constamment reçu des instructions du bureau confédéral, avant et après la réunification, par l'intermédiaire de Saillant. Il n'est pas sans intérêt de donner ici quelques-unes de ces instructions se rapportant à la Charte du travail pour montrer que ce n'est pas Guigui, personnalité privée, qui a fait des recommandations aux travailleurs, mais la C.G.T. elle-même.

Le 18 mai 1943, Saillant me donne textuellement les instructions suivantes pour la radio :

> Demander aux ouvriers et militants de préparer, soit à l'intérieur, soit à l'extérieur de la Charte selon les cas et particularités, la reconstitution de leurs syndicats libres et indépendants, comme la C.GT. le fit malgré les mesures qui l'ont frappée.

Nouvelles instructions de Saillant, le 25 juillet 1943 :

> Les mots d'ordre à lancer aux cadres de notre mouvement et à la classe ouvrière peuvent être les suivants : être dans les syndicats uniques quand les possibilités d'action sont certaines et peuvent couvrir une autre activité (ceci à ne pas dévoiler bien entendu), sinon abstention et indifférence.

Le 7 août 1943, Saillant m'envoie les informations suivantes (textuelles) :

> S'agissant de la Charte du travail, jusques et y compris la direction de l'Organisation sociale au secrétariat d'Etat au travail, le freinage et le sabotage des tentatives de la loi se multiplient. Une remarque à faire, c'est qu'il y a autant de freinage à l'intérieur des organismes préfigurant la Charte que d'opposition à l'extérieur de ces organismes.

En France, les négociations entre nos camarades et les communistes sont difficiles. Entre autres points d'accrochage, ils cherchent à se débarrasser de Guigui dont l'influence et l'activité à Londres, sur tous les plans, les gênent considérablement. S'ils ne peuvent pas s'en débarrasser, ils veulent au moins lui adjoindre Raynaud à Londres. Saillant, dans une lettre du 25 juillet 1943, s'exprime ainsi : « Nous réagissons contre la position des communistes ici en ce qui concerne Guigui. Nous maintenons toute notre confiance et les mandats donnés à Guigui et à Buisson. »

Et à la fin août 1943, Saillant m'écrit, au nom de nos camarades du bureau confédéral : « Nous partageons votre point de vue, à savoir qu'un comité annexe ne peut pas parler en lieu et place de la C.G.T. L'unité étant faite, c'est à la C.G.T. par votre voix à la radio, de donner des mots d'ordre à la classe ouvrière. Le nom de la C.G.T. doit être répété sans cesse. Rien ne peut se substituer à elle. »

A la fin octobre 1943, Albert Gazier arrive à Londres et m'apporte un document élaboré par le bureau confédéral réunifié. En me le remettant, Gazier m'informe que chaque mot, et presque chaque virgule ont été l'objet de longues discussions entre nos camarades et les communistes. Ce document commence ainsi :

> Le bureau de la C.G.T. reconstitué dans la Résistance, devant l'entêtement mis par les traîtres du gouvernement de Vichy à vouloir appliquer la Charte du travail malgré l'hostilité unanime des travailleurs, appelle tous les syndicats, tous les intéressés à accentuer la lutte contre la Charte du travail **au travers même des mesures d'application qui sont en cours** (souligné par moi-même) et que voudraient précipiter les agents de l'occupant et tous les ennemis du syndicalisme ouvrier, inquiets de la renaissance de celui-ci, de la réalisation de l'unité syndicale et de la reconstitution de la C.G.T.

---

(1) Il est, malheureusement, impossible de reproduire la photographie de ce « carré » ; un cliché, du fait qu'il s'agit d'un morceau de tissu (photographié), ne donnerait rien à l'impression. (N.D.L.R.).

La politique de la présence — malgré la Charte — porte ses fruits. On est donc décidé à la poursuivre avec la plus grande prudence.

Le 26 février 1944, Saillant m'écrit textuellement :

Fédération des cheminots contre la Charte si modifications fondamentales ne sont apportées. A la suite Congrès les Vichyssois battus, nos amis entre 64 et 70 voix. Gros succès et grosses répercussions. **N'en pas parler à la radio.** Continuons noyautages partout et prenons de plus en plus en mains les directions légales des syndicats, unions et fédérations en éliminant adroitement les Vichyssois et collaborateurs.

L'organisation d'une conférence syndicale mondiale est envisagée sous les auspices de la C.G.T. britannique (T.U.C.). Sa tenue est projetée pour le mois de juin 1944, mais des difficultés ont surgi et Guigui en a informé le bureau confédéral. Saillant répond le 26 mars 1944 de la manière suivante (textuel) : « Si toutefois conférence avait lieu chargeons délégation de la C.G.T. en territoire libéré (qui était alors à Alger) d'organiser, en accord avec Guigui, la représentation de la C.G.T. en tenant compte unité syndicale. » Et plus loin, dans la même lettre, à propos de la réunion du conseil d'administration du B.I.T. qui s'est tenue à Londres en décembre 1943, Saillant écrit : « Félicitons Guigui et Gazier pour excellent travail et bonne représentation auprès B.I.T. Continuez. Grosse importance pour l'avenir et renforcement considérable de notre position. »

Le B.I.T. va tenir une conférence internationale de la plus haute importance à Philadelphie. Nos camarades de France et nous-mêmes pensons qu'il importe que nous y soyons représentés. Il est question de Gazier, qui est alors à Alger, et de Guigui, qui est à Londres. Saillant nous écrit le 26 février 1944 que nos camarades du bureau confédéral ont décidé « ...de vous faire confiance pour composer la délégation... attirons votre attention sur nécessité Gazier et Guigui de ne pas être au bout du monde lorsque débarquement aura lieu. A notre avis, ils devront, peu de temps après, être dans les territoires libérés. Vous signalons à ce sujet que : 1° pour la côte méditerranéenne, Forgues a des instructions pour vous recevoir ; 2° pour la côte Atlantique, Gazier doit donner à Guigui le nom du Girondin qui dirige la région ainsi que celui du Lorientais qui remplace Goudy pour la Bretagne. Ils ont mêmes instructions... **de vous faire confiance pour parler à la radio de Londres et Alger.** »

Enfin, précisément à propos du retour en France, je ferai une dernière citation pour vous montrer que, jusqu'à la dernière minute, j'ai été le mandataire de la C.G.T. clandestine, et que mes propos et mes actes engageaient bien celle-ci. A Alger les membres communistes de la Délégation confédérale ont pour ma personne la même bienveillance que leurs collègues du bureau confédéral, mais nos amis réussissent à faire prendre à l'unanimité la décision suivante que Gazier me communique dans ces termes :

RETOUR : Délégation désigne :

Pour zone Nord : Gazier (suppléé par Guigui) et Croizat, pour zone Sud ; Buisson (suppléé par Bouzanquet) et Finck. Croizat part dans quelques jours à Londres. Guigui et lui iront sur place dès que possible. Guigui a donc ainsi un mandat de l'ensemble de la Délégation, ce qui est, je crois, une bonne chose. Gazier attend encore avant de quitter Alger... Cette solution permet à Guigui d'être en première place dans la délégation du Nord.

En réalité, les circonstances ont fait que je me suis trouvé seul en Normandie, dans des conditions que j'aurai sans doute l'occasion de relater un jour par le détail. Dans les derniers jours du mois d'août 1944, j'arrivais à Paris avec les armées de la libération. Ma première visite fut naturellement pour la C.G.T., rue La Fayette. Mes camarades me firent les plus vives félicitations pour mon action, et tout particulièrement Saillant... mais, en même temps, ils me signifièrent sans attendre qu'en raison de l'hostilité que les communistes nourrissaient à mon égard, ma présence dans la vie syndicale active était impossible. J'étais, paraît-il, un obstacle à l'unité syndicale reconstituée. En réalité, j'étais un obstacle aux petites et grandes manœuvres qui devaient aboutir à la destruction, les unes après les autres, de toutes nos positions syndicales, en passant par l'éviction de nos militants, au bénéfice des communistes.

Je dois à la vérité de dire que, seul, notre camarade Robert Bothereau (Jouhaux était toujours prisonnier) s'est montré énergiquement opposé à une telle attitude, et qu'il s'est efforcé, mais en vain, à contraindre les communistes à formuler des griefs précis pouvant justifier mon éviction du mouvement syndical que je venais — suivant le témoignage de nos camarades — de servir avec efficacité... et non toujours sans danger.

Voilà mon témoignage, mon cher camarade. J'espère qu'il satisfera nos amis du bureau de l'Union départementale et qu'il leur permettra de dire si un vieux pionnier comme Gayte a démérité de la cause syndicale, ou s'il est toujours digne de figurer parmi notre grande famille, entouré du respect et de l'amitié de tous.

Albert GUIGUI.

A l'aquarium

A l'heure où nous mettons sous presse — formule consacrée par l'usage —, je ne sais pas encore si la France possède un gouvernement.

Peut-être un air de biniou de M. René Pleven parviendra-t-il à faire oublier à l'Assemblée nationale sa préoccupation majeure : l'approche des élections ?

Encore une fois, je n'en sais rien, et, au fond, la question ne me passionne guère.

— Comment ! mauvais Français, l'horizon international est lourd de noirs nuages, la France n'est pas gouvernée, et vous avez l'air de vous en foutre !

Peut-être pas à ce point-là, tout de même. Cependant, je ne suis pas trop inquiet de cette crise ministérielle prolongée. Certes, la France n'a pas encore de gouvernement. Mais ,tranquillisons-nous, elle possède toujours une administration. Et chacun sait que, dans notre démocratie républicaine, c'est l'administration qui gouverne.

Alors, n'est-ce pas !... l'essentiel, c'est que les chefs de bureau soient fidèles au poste.

*

Aussi bien, les tribulations des socialistes parlementaires ne m'ont pas ému outre-mesure.

C'est une vérité d'évidence que la disparition de son leader n'a rien ajouté à l'intelligence politique de la direction du parti S.F.I.O.

A un moment décisif, Léon Blum avait su et pu empêcher empêcher son parti de commettre l'ultime bêtise : la fusion avec les staliniens.

Peut-être empêcherait-il aujourd'hui les parlementaires socialistes de faire le jeu des Duclos et des Thorez ?

Ce n'est là qu'une conjecture.

Le fait, c'est que le parti S.F.I.O. semble avoir perdu sa boussole.

En attendant qu'il la retrouve, je veux épingler ici un « slogan » — imitation Dubonnet — qui pourrait être celui du parti socialiste :

— Du Moch, du mou, du Mollet...

L'ANTITOUT.

Pour le rassemblement des syndicalistes et des pacifistes

UNE INITIATIVE DE L'U.D.F.O. DE LA REGION PARISIENNE

Les anciens n'ont pas oublié les tentatives de groupement des syndicalistes contre l'Union sacrée et contre la guerre, qui échouèrent en 1935 et aboutirent en 1938 à la constitution du **Centre d'action syndicaliste contre la guerre**... dont l'action se prolongea jusqu'à la mobilisation de septembre 1939 et la féroce condamnation de ses responsables André Juin et G. Maupioux.

Les jeunes n'ont pas oublié les espoirs suscités par le Rassemblement international contre la guerre et la dictature qui ne vécut pas au delà des manifestations du 30 avril 1949.

Nos lecteurs savent que le dernier congrès de l'Union des Syndicats F.O. de la région parisienne a approuvé à l'unanimité l'initiative d'un nouveau rassemblement des syndicalistes et pacifistes libres (cf. « R.P. » de juin 1950). L'affaire de Corée — outre ses causes et ses conséquences internationales — a éclairé d'une lueur brutale la résignation des peuples à la nouvelle aventure sanglante; le « lâche soulagement » que l'on éprouve même, en constatant que l'on se bat en Chine, en Indochine, en Corée... à des milliers de kilomètres du Rhin et des rives de l'Atlantique... Il faudrait provoquer quelque salutaire émotion. Le bureau de l'Union F.O. par convocation du 28 juin invita les groupements déjà pressentis lors de ses premiers appels, pour une discussion urgente fixée au 3 juillet. Il ne m'appartient pas de publier ici le compte rendu de cette réunion. Mais il ne m'est pas interdit de constater l'absence et le silence des organisations autonomes de l'Enseignement.

La Fédération nationale des Syndicats autonomes transmit l'invitation au bureau parisien de sa Fédération des Métaux qui répondit le 1er juillet par une lettre que nous soumettons sans commentaires à l'attention de tous les autonomistes... « révolutionnaires » :

« Le bureau de la R. P., après examen du contenu de votre lettre du 28 juin, estime qu'en raison même de ses statuts notre organisation étant essentiellement apolitique, ne peut prendre position que sur des problèmes spécifiquement économiques et sociaux.

» Nous avons donc le regret de vous faire savoir que nous n'assisterons pas à la réunion que vous nous proposez. »

Il m'avait bien semblé cependant entendre le syndicaliste Racine au rassemblement du 30 avril 1949 et l'apercevoir le samedi 24 juin 1950 à l'assemblée des Etats-Unis socialistes d'Europe... Il est vrai qu'individuellement il n'est pas « essentiellement apolitique »... Et peut-être reprend-il à son compte cette notion de la « neutralité syndicale », de la division du travail entre parti et syndicats, que les sociaux-démocrates détachés à la direction des syndicats allemands opposèrent à la C.G.T., proposant en 1911 une action ouvrière franco-allemande contre la guerre !..

Cependant le bureau de l'Union ne s'est pas découragé. Il a lancé un nouvel appel dont la rédaction a été orientée par le désir d'un groupement aussi large que possible.

En voici le texte :

L'affaire de Corée est grave... très grave.

Non seulement par ses conséquences internationales, mais par son aspect actuel.

Non seulement parce qu'elle peut provoquer un nouveau conflit mondial, mais parce qu'elle est la guerre, c'est-à-dire la mort, la destruction, les ruines irréparables. Il est nécessaire de s'interroger sur les dangers futurs de ces sanglantes batailles d'Extrême-Orient, de Corée, d'Indochine, de Chine. Mais il est urgent de s'émouvoir sur les atrocités actuelles que ces batailles portent en elles.

Les représentants des organisations syndicales et pacifistes libres, les hommes et femmes de bonne volonté, spontanément réunis, sans engager de débat sur les grands problèmes politiques, économiques et sociaux, veulent simplement adresser au peuple français, au peuple du monde, à tous les travailleurs manuels et intellectuels, une solennelle adjuration.

On n'a pas le droit de se résigner à la guerre, même limitée et localisée.

On n'a pas le droit de condamner par des manifestations spectaculaires une arme de guerre quelconque alors que l'on justifie l'extermination d'une armée et d'un peuple au nom d'une idéologie pour ne pas dire par un verbe sans contenu réel.

On n'a pas le droit de justifier la guerre par la défense de la démocratie, alors que l'on ne veut pas reconnaître le droit à l'indépendance des peuples colonisés directement ou indirectement.

Il faut arrêter immédiatement la guerre de Corée.

Toutes les organisations nationales et internationales doivent agir sur tous les gouvernements sans exception pour que l'ordre de cesser le feu soit immédiatement exécuté et que l'on revienne à l'état de fait ante-bellum.

Que les discussions s'engagent ensuite. Mais d'abord, arrêter le massacre. Les gouvernements qui refuseront d'entendre cet appel et d'intervenir se classeront parmi les ennemis de la paix, quels que soient leurs déclarations et leurs alibis.

« Nous parlons et d'autres meurent... » disait la grande Séverine en 1917. Qu'agissent efficacement tous ceux qui se prétendent pacifistes. Sinon, qu'ils se taisent... tandis que d'autres meurent...

Dans la lettre qui accompagnait l'appel, le secrétaire général de l'Union Jacques Chonion s'exprimait ainsi :

« Dans les circonstances présentes et étant donné les perspectives qu'elles laissent entrevoir, nous pensons qu'une entente est possible, en dehors de toutes considérations personnelles, partisanes et doctrinales, au nom de l'intérêt supérieur de la classe ouvrière et de l'humanité. »

Lorsque ces lignes paraîtront, tout sera peut-être réglé... Mais nous pourrons tirer des réponses reçues, des silences enregistrés, de cette nouvelle expérience, quelques indications précises sur la position de certains militants et l'orientation de certains groupements.

R. H.

Marx expurgé

Si nous en croyons le correspondant de l'**United press**, la « Pravda » a annoncé, fin mai, qu'une nouvelle édition du **Capital** de Marx, en russe, allait voir le jour, mais que l'Institut Marx-Engels avait opéré les « corrections nécessaires » — des erreurs et des falsifications ayant été introduites dans l'édition allemande publiée par Kautsky.

Le stalinisme étant l'exact contrepied du marxisme, on comprend que les Russes n'osent pas publier tel quel l'ouvrage fondamental de Marx. Mais il serait intéressant de comparer cette édition russe — si on peut l'avoir — avec une édition indiscutablement exacte comme l'édition française de chez La Châtre qui fut entièrement revue par Marx lui-même ,pour voir, à la lumière des passages supprimés ou « rectifiés », où le bât du marxisme blesse particulièrement ces messieurs.

Notre titre est-il absurde ?

Le titre n'est pas tout

Jean Regany a soulevé une question qui mérite toute notre attention. Comme lui, je crois qu'il y aurait quelque chose à faire pour donner à la **R.P.** son plein développement et lui faire jouer un rôle d'information que les militants syndicalistes libres sauraient apprécier.

A votre question, « Notre titre est-il absurde? », je répondrais que le titre n'est pas tout, bien que pour ma part j'opterais pour une « Revue du Syndicalisme libre » ou une « Revue d'Etudes syndicales ». Ce qu'il faudrait surtout changer, c'est le contenu. Ce n'est pas que j'aie à me plaindre de la valeur des articles publiés jusqu'à présent. Bien au contraire, j'ai apprécié votre souci d'impartialité et de libre discussion. Mais comme Jean Regany, je crois qu'il y a place actuellement pour une revue qui constituerait un point de rencontre entre les militants qui ont le souci de promouvoir un syndicalisme constructif dégagé de tout esprit de chapelle ou de secte.

Malgré l'apathie qui règne dans une grande partie de la classe ouvrière envers sa propre condition, malgré les efforts considérables déployés par les staliniens soutenus par des moyens puissants dont vous n'ignorez pas les origines, nous vivons une époque de transformation sociale dont nous ne devons négliger aucune manifestation. Un livre que j'ai lu récemment « Socialiser dans la liberté », de Georges Lasserre, m'en a apporté la démonstration.

A notre époque, il n'y a pas de problèmes qui doivent laisser indifférents les militants syndicalistes : l'organisation du travail et la rémunération, la productivité, les nationalisations, les mouvements coopératifs de production et de consommation, l'habitation, etc.

A défaut de pouvoir traiter tous ces problèmes, et d'autres encore, par les rédacteurs habituels de la « R.P. », il est possible de puiser une documentation abondante dans les revues spécialisées et de publier de larges extraits.

En ce qui concerne la « R.P. » ou quel que soit le titre qu'on lui donnera, je suggérerais qu'elle soit constituée sous la forme d'une société coopérative. Les lecteurs qui le pourraient souscriraient une ou plusieurs actions dont le montant serait à déterminer. Il n'y aurait pas de répartition d'intérêts au capital ni de distribution de bénéfices — s'il y en a — mais plutôt une légère condition sur le prix de l'abonnement. L'assemblée générale des sociétaires désignerait le conseil d'administration. Des pouvoirs pourraient être mis à la disposition de ceux qui ne pourraient assister à l'assemblée générale. Il serait possible d'édifier ainsi une œuvre collective dont les activités pourraient s'étendre plus tard à d'autres branches de l'édition.

Je ne sais si mes suggestions sont viables, mais je suis convaincu, étant donné l'esprit des camarades de la « R.P. », que vous voudrez bien les exposer à vos lecteurs pour qu'ils y apportent leurs commentaires et leurs propres propositions.

Jean MORA.

Un hebdomadaire avec 10.000 abonnés

Malgré ma bonne volonté, je ne suis pas en mesure d'étendre le champ de mes abonnements, étant déjà engagé dans le soutien de plusieurs organes et mouvements (une poussière d'organes et de mouvements) mais si la « R.P. » tient compte de l'avis de plusieurs camarades exprimé dans le numéro de juin, et entre dans leurs vues notamment dans les vues des camarades Jean Duperray et Vallet-Sanglier, je pourrais être amené à modifier ma position, c'est-à-dire à porter sur **un seul organe, revue hebdomadaire commune à tous les groupements et mouvements parallèles,** où chaque groupe ou mouvement aurait un nombre de pages ou de colonnes proportionnel au nombre d'abonnés qu'il y apporterait, ou de numéros qu'il s'engagerait à prendre à son compte ; de plus cette revue ayant une large tribune libre ouverte à tous les abonnés afin de constituer un referendum permanent sur les diverses thèses qui y seraient exposées.

Les raisons de mon attitude et de ma proposition, les voici :

Comment lutter contre les deux blocs (U.S.A. et U.R.S.S.) si ceux qui pourraient constituer la troisième force sont divisés en chapelles qui s'ignorent ou ne se connaissent que pour se déchirer entre elles ?

Comment faire vivre une revue ou un journal à tirage suffisant pour une large diffusion susceptible de toucher les masses avec des groupuscules allant de quelques dizaines à quelques centaines, ou tout au plus un millier de membres ?

Comment se mettre d'accord si la voie, la thèse particulière à chaque groupement n'est connue que des seuls abonnés de son chétif organe ?

Comment le lecteur occasionnel peut-il juger s'il n'entend qu'un seul son de cloche ?

Comment le lecteur qui abandonne un organe qui ne lui agrée plus pourrait-il se raccrocher à un autre qui refléterait mieux ses idées s'il ignore les thèses qui sont soutenues par cet organe ou mouvement dont il ignore parfois même l'existence ?

Et comment pourrait-il revenir à ses premières amours si à l'occasion d'un désaccord parfois passager il a laisé tomber l'organe auquel il aurait primitivement fait confiance ?

Comment espérer la continuité de la parution d'une revue ou journal avec un maximum de deux à trois mille abonnés, (c'est le chiffre maximum auquel parviennent les revues et les journaux d'idées) ?

Alors que tous ces groupuscules réunis pourraient aisément grouper dix mille abonnés et faire une diffusion appréciable.

Si la R.P. prenait l'initiative de cette croisade et faisait appel direct à tous les groupements parallèles en vue de la création d'une libre et commune tribune, je pourrais prendre une décision anticipée, mais je ne puis me lâcher des mains avant de toucher des pieds.

***

Je suis **entièrement** d'accord avec ce que dit le vieux camarade Vallet-Sanglier, il voit très juste, tout ce qu'il dit je le pense depuis longtemps, il n'y a plus de prolétariat au vieux sens du terme. C'est pourquoi, estimant que la tactique revendicatrice du syndicalisme a poussé les salariés à désirer davantage du régime capitaliste, plutôt qu'à envisager sa disparition, j'ai proposé un néo-syndicalisme basé sur les consommateurs **toutes classes réunies** (comme vous dites) et qui n'a rien à voir avec la coopération de consommation qui accepte le régime capitaliste, la propriété privée, le profit, et qui a été créée pour fonctionner au sein de ce régime alors que le syndicat des consommateurs est uniquement un organisme de combat pour tirer le plus possible de ce régime, mais dont le but *ouvertement* déclaré est l'anéantissement du capitalisme, propriétariste et profitariste, pour instaurer l'économie distributive qui n'aura nul besoin de la coopération de consommation ni du syndicalisme des consommateurs dont le rôle sera terminé.

Pourquoi déifier le prolétariat ?

Croyez-vous que le prolétariat soit plus révolutionnaire et vaille plus que le reste de la population qui n'a pas droit à ce qualificatif ?

Et qu'appelez-vous prolétariat ?

Ceux qui souffrent d'une condition économique inférieure, ou bien les salariés sans distinction ?

Jadis, être dans une condition économique inférieure ou être salarié allait de pair, c'étaient deux

termes synonymes, aujourd'hui il n'en va plus de même.

Ce que l'on pourrait encore appeler le prolétariat, c'est les bas salariés, les manœuvres, les petits ouvriers et petits employés n'ayant que leur bas salaire pour tout revenu, salaire oscillant de 8 à 15.000 francs par mois, toutes primes, indemnités diverses et allocations comprises ; et encore dans cette catégorie la quantité de rampants qui acceptent docilement cette situation dans l'espoir que leur tour viendra de s'accrocher à un échelon supérieur est-elle bien intéressante ?

Mais soyons magnanimes ! Considérons que c'est le prolétariat, mais combien sont-ils dans cette situation *sans autres revenus* que leur bas salaire ?

Et si vous voulez appliquer intégralement le principe démocratique, la loi du nombre, ce ne sera jamais eux qui feront la loi, qui constitueront la force susceptible d'anéantir le régime capitaliste et partant le salariat. A côté, au-dessus ou mélangés avec ces authentiques prolétaires, il y a les prolétaires d'honneur, les hauts et les moyens salariés et même des bas-salariés qui ont d'autres revenus à côté de leur salaire proprement dit, et des combines diverses. Voulez-vous des exemples : Tel mineur qui *avoue* ne gagner que 800 ou 1.000 fr. par jour, vous cache qu'à ce salaire proprement dit s'ajoutent primes d'insalubrité, prime au rendement, indemnité de panier (s'il travaille de nuit) prime d'ancienneté, indemnité de logement souvent supérieure à ce qu'il paye réellement et qu'il touche, même étant propriétaire ; il n'a rien à payer, charbon gratuit, médecin gratuit, produits pharmaceutiques semi-gratuits, allocations familiales parfois égalant le montant du salaire, s'il a trente ans de service il perçoit une partie de sa retraite tout en continuant de travailler... et je passe sur d'autres avantages sociaux. Maintenant la vis se resserre, mais il fut un temps pas très éloigné où il pouvait se blesser et être malade à peu près à volonté, et il ne s'en privait pas.

Tel autre mineur-maçon payé dans les 650 fr. de fixe plus primes, indemnités, avantages, etc., a, en dehors de son travail régulier et avec des matériaux en partie « resquillés » aux mines, sans payer aucune patente ni impôts (travail noir en somme) fait 300.000 fr. dans une année, qui viennent s'ajouter à son salaire régulier.

Tel autre, travaillant aux ateliers de réparation, a un atelier à lui où, avec des matériaux resquillés, il bricole pour les uns et les autres et double ainsi largement son salaire.

Tel autre fabrique pour son compte des pompes à eau, des bruloirs à café, toujours avec de la matière première resquillée.

Tel autre fait des installations électriques.

Tel autre fait du taxi.

Tel autre, moyennant quelques menus cadeaux ou services aux chefs afin d'avoir un travail léger, et choisir le poste qui lui convient le mieux, peut travailler sa propriété.

Tel autre fait de la représentation, ou tient une boutique quelconque.

D'autres moins chanceux ou moins malins vont abattre des arbres pour les exploitants forestiers.

Cela se passe dans toutes les corporations, je cite certains mineurs parce que je connais, j'habite un pays minier et j'ai moi-même travaillé trente ans dans les mines ; mais cheminots, bâtiment, métallos, etc., usent du même procédé ; il fut un temps où cette pratique n'était qu'un petit à-côté apportant un appoint au salaire régulier, mais de nos jours dans bien des cas la situation est renversée, c'est le salaire régulier qui constitue un appoint aux ressources obtenues par le système D.

Et c'est avec des prolétaires qui se font un total de 500 à 800 mille fr. par an et qui traitent de capitalistes des non-salariés qui n'ont parfois que 100.000 fr. de revenu que vous comptez faire la révolution ?

Non ! la révolution n'est désirée que par ceux qui ont un idéal et qui souffrent du régime, qu'ils soient salariés ou non, économiquement faibles ou économiquement forts et qu'il ne faut pas confondre avec ceux qui souffrent, non pas du régime capitaliste en lui-même mais de la place qu'ils y occupent.

Le problème consiste à inculquer un idéal aux individus, quelle que soit leur condition économique, et évidemment les plus défavorisés devraient logiquement être les plus susceptibles d'accepter cet idéal ; il s'agit de leur démontrer qu'il n'y a pas de solution individuelle, que nous nous sauverons tous ensemble, ou que nous risquons tous de périr.

Et pour terminer, comme la plupart des camarades je trouve la « R.P. » un peu trop pro-américaine ; et les écrits de Louzon un peu trop académiques et hors de la question.

Je dis cela en toute franchise, connaissant et estimant beaucoup Louzon pour son grand cœur que j'ai pu apprécier pendant mon internement dans divers camps de France et d'Algérie.

Raphaël FONTANIEU.

Un beau titre

Vieux militant, ex-secrétaire d'importants groupements syndicaux puis-je vous dire, aussi, ce que je pense du titre de votre revue sans traiter, bien entendu, du fond de la question.

« La Révolution prolétarienne » ! mais cela sonne fort bien ; je voudrais que l'on me dise si la vraie révolution peut être autrement que prolétarienne ? Et puis, voyez-vous, la révolution n'est pas seulement dans les mots ; elle est dans l'action, le courage de dire et d'écrire, en matière d'évolution humaine, comment on conçoit la lutte de classes, de quelle façon il convient de l'engager avec des chances d'aboutir.

L'affranchissement de l'individu ne sera arraché qu'à force de batailles menées par les masses syndicales internationales libres. Ce n'est pas pour demain, hélas.

Des revues comme la « R.P. » s'attachent à instruire, à rallier, à rapprocher ceux qui songent sérieusement à s'affranchir, et ce n'est déjà pas si mal.

Quand, au surplus, on a la bonne fortune de posséder, dans sa rédaction, un Monatte, dont je ne puis m'empêcher d'admirer la logique, la sincérité, l'indépendance, la courageuse persévérance; un Louzon, dont j'apprécie infiniment le dynamisme mis au service d'une vaste érudition ; un Hagnauer, dont la ténacité, la fécondité épistolaire en font un grand éducateur syndicaliste — tant d'autres qu'il serait bon de citer — on peut parfaitement s'appeler « La Révolution prolétarienne ».

Un beau titre si l'on veut le traduire comme il convient ; une belle enseigne pour les jeunes comme pour les anciens qui veulent s'instruire des moyens d'émancipation pour le monde du travail.

Tous les vrais militants, tous les syndicalistes libres devraient être abonnés à la « R.P. » qui aurait ainsi des moyens accrus pour poursuivre sa route vers des destins meilleurs.

H. RICAUD, retraité.

Fidèles au titre et à l'idéal

Le titre d'une revue n'a évidemment qu'une importance relative. Cependant pour la nôtre, les mots **Révolution Prolétarienne** ont une signification qui est plus qu'un symbole. Il n'y a pas de raisons majeures qui puissent justifier leur abandon.

Pour ceux de ma génération — j'ai plus de 70 ans — le mot prolétariat a certes un sens différent de celui qu'il peut avoir pour les générations d'aujourd'hui. Des événements se sont produits qui ont tellement bouleversé les rapports sociaux qu'il est difficile de s'exprimer correctement en langue révolutionnaire de 1900, par exemple. Cependant rien ne s'est produit de fondamental qui puisse modifer les conceptions révolutionnaires formulées dans leurs grandes lignes par nos grands ancêtres du siècle dernier. Il y a toujours hélas ! dans le monde où nous vivons, d'une part ceux qui produisent plus qu'ils ne consomment, et d'autre part ceux qui consomment sans produire ou en tout cas plus qu'ils ne produisent. Autrement dit, il y a toujours comme autrefois des exploiteurs et des exploités.

Ce qui jette la confusion, c'est que la délimitation est moins tranchée. Le prolétaire, on le sait, est l'homme qui ne possède rien, qui n'a à offrir à la société comme moyen de production que son énergie vitale, sa force de travail, selon l'expression marxiste. S'il en est ainsi, doit-on considérer aujourd'hui comme prolétaires ceux qui composent la nombreuse armée des dirigeants de la politique et de l'économie (chefs administratifs, directeurs d'entreprises, techniciens de tous ordres, etc.) ; en fait ils constituent déjà, comme en Russie, une nouvelle aristocratie, de nouvelles classes sociales qui avec leur troupeau de serviteurs, de domestiques, se partagent la plus-value et vivent en grande partie en parasites sur la production. S'il en est ainsi, le problème de la révolution prolétarienne aurait simplement changé d'aspect, mais il reste au fond toujours le même.

Il y a deux mille ans une société sans esclaves était impensable. N'en est-il pas de même aujourd'hui pour une société sans salariés ! Et cependant nos aînés de la fin du siècle dernier ont pensé autrement. En introduisant dans l'article premier de la C.G.T. les quelques mots visant l'**abolition du salariat et du patronat**, ils ont brisé ce postulat social. Ils ont lancé un défi au destin. Ce défi n'est autre chose qu'une révolution prolétarienne Notre revue dont l'origine remonte à cette époque se doit de rester fidèle à cet idéal symbolisé par son titre.

***

Est-il nécessaire d'apporter à cette affirmation l'appui de quelques vérités premières trop oubliées dans notre monde moderne incapable de supporter la fatigue d'un travail cérébral quelconque ? En voici quelques-unes.

A-t-on réfléchi que le salarié est le descendant direct de l'esclave d'autrefois ? La différence, c'est que l'esclave, le producteur de l'époque, était conduit au marché par un maître qui en était le propriétaire, tandis qu'aujourd'hui le salarié se rend tout seul, librement, dit-on, au marché (le marché du travail) et se vend lui-même à un employeur, patron, Etat, etc. Evidemment, c'est un progrès. Mais pour qu'il y ait émancipation intégrale, il faut que le producteur salarié ait dans l'économie une autre place que celle de simple moyen de production à l'égal d'un outil, d'une machine. Il faut que soit à jamais supprimé le marché du travail, c'est-à-dire aboli le salariat. Ça c'est encore une révolution prolétarienne. Toutes les considérations de droit, d'égalité civile, politique ; tout le verbiage humanitaire qui entoure la législation du travail ; toutes les tirades philosophiques, morales ou religieuses qui prétendent ennoblir la condition des travailleurs ne changent rien à cette réalité : des hommes sont obligés pour vivre de vendre, c'est-à-dire de transformer leur énergie vitale en moyen de production mis à la disposition d'autres hommes qui en tirent bénéfice et profit. Où est le respect de la personne humaine ?

Voyons de plus près les conséquences de ce fait. Des économistes ont depuis longtemps mis en évidence certaines lois économiques dont le jeu est aussi fatal, aussi rigoureux que celui des lois naturelles. Tant que la force de travail sera traitée comme une marchandise, elle restera soumise à un déterminisme économique que je trouve parfaitement exprimé dans ce passage de Ricardo :

« ...**Diminuez les frais de fabrication des chapeaux** et leur prix finira par tomber à leur nouveau prix naturel, quoique la demande puisse doubler, tripler ou quadrupler. **Diminuez les frais d'entretien des hommes** en diminuant le prix naturel de la nourriture et des vêtements qui soutiennent la vie et vous verrez les salaires finir par baisser, quoique la demande des bras ait pu s'accroître considérablement. »

Que nous parle-t-on d'améliorer la condition des salariés par la baisse des prix, par exemple si cette mesure se traduit par une baisse des salaires. Qu'est-ce en réalité que le minimum vital ? Ce n'est pas autre chose que la quantité des produits nécessaires à un travailleur pour vivre et se reproduire sans risquer de mourir. N'est-ce pas là la dure loi d'airain des salaires ! Plus l'abondance règne, plus les salaires sont bas, plus les salaires sont bas, plus grande est la plus-value ; plus grande la faculté de consommer des non producteurs, et plus brillante est la civilisation, fruit de l'activité libre et désintéressée des classes privilégiées. Une révolution prolétarienne n'admet pas qu'une civilisation puisse reposer sur l'exploitation et la misère.

Une autre loi économique veut que la valeur des produits se mesure au temps de travail nécessaire à leur fabrication. Les prix pratiqués s'alignent sur les prix de revient les plus élevés. La concurrence, quand elle existe, les fait descendre au niveau des prix de revient les plus bas. A ce sujet K. Marx dit :

« Toute modification dans le secteur production faisant produire avec la même quantité de travail une plus grande quantité de marchandises, fait baisser la valeur vénale du produit. La société fait donc un profit non en obtenant **plus de valeurs échangeables**, mais en obtenant **plus de marchandises** pour la même valeur. »

Cette loi économique a, entre autres, une conséquence fatale, c'est que tout accroissement de la production sans augmentation du prix de revient aboutit après quelques fluctuations dues à la loi de l'offre et la demande à une baisse des prix ou un engorgement de la production, ce qui annule les bénéfices escomptés par les entreprises, ou fausse les calculs des dirigistes qui réglementent les économies nationales. Pour les salariés l'augmentation de la productivité n'a de sens que si elle aboutit à une baisse des prix sans diminution des salaires. Or, dans les calculs des protagonistes de la productivité, il n'est jamais question d'une baisse des prix de vente consécutive et égale à une baisse des prix de revient. Ces messieurs veulent créer quelque chose avec rien. Ils oublient, ou font semblant d'oublier, que si les nouvelles marchandises sont vendues au-dessus de leur nouvelle valeur, il y a déséquilibre, trouble, crise et impossibilité de produire selon le nouveau rythme. L'économie s'aiguille alors dans le sens d'une économie de classe et seul, un dirigisme autoritaire, style russe, peut imprimer à la production une direction favorable aux privilégiés et leur assurer la jouissance d'un surplus extorqué aux prolétaires. Là encore une révolution prolétarienne ne conçoit qu'une économie où les progrès techniques et la productivité profitent à tous.

Dans le dernier numéro de la « R.P. » Louzon écrit : « Ce que nous appelons production n'est en réalité qu'un déplacement. » Cette vérité comporte des conséquences passablement révolutionnaires pour notre époque. Si produire c'est déplacer, il s'ensuit que toute entrave gênant le déplacement entrave la production et porte un tort à l'économie générale. Il s'ensuit aussi que tout homme et particulièrement tout salarié doit désirer, sur toute la planète la liberté absolue de circulation des biens et des personnes. La révolution prolétarienne telle que la comprenaient nos ancêtres considérait cette liberté comme un postulat. Notre revue, je le pense encore, comporte cette liberté sans restriction. Je m'étonne même que Louzon, à qui on reproche d'aller brutalement jusqu'au bout de ses principes ait pu dans ses « Etudes matérialistes » demander que des droits protecteurs soient établis ou maintenus à l'égard des pays où les travailleurs ont un niveau de vie inférieur et produisent avec des bas salaires. Comme je m'étonne d'autre part qu'il puisse condamner pour un pays la pratique d'un libre échange unilatéral, ce qui constituerait pour ce pays d'abord une source de profits extrêmement avantageux, et ensuite un premier pas pour le libre échange intégral, ce que doit souhaiter tout salarié intelligent.

***

Après un demi-siècle de participation active aux luttes conduites par les travailleurs pour leur émancipation, je me pose souvent cette question : Ou me suis-je trompé, ou ai-je été trompé ? A dix-neuf ans, je participais déjà à des manifestations ouvrières et c'est là que j'appris à mal chanter **l'Internationale**. Une phrase m'est restée qui résume toute la pensée révolutionnaire qui enthousiasmait mes vingt ans :

« Il n'est pas de sauveur suprême
Ni Dieu, ni César, ni Tribun. »

C'est avec une profonde satisfaction que je constate que cette vérité est aujourd'hui comme hier la même vérité. Elle brille avec le même éclat et elle s'impose à tout homme de bonne foi avec la même évidence. En effet, ouvrez l'histoire, rassemblez vos souvenirs, quel est le Dieu, le César, le Tribun qui véritablement a apporté aux hommes quelque chose de tangible qui leur assure le travail, la paix, la sécurité ? Les seules conquêtes qui ont amélioré la situation des classes laborieuses sont dues aux propres efforts des travailleurs, à des luttes parfois terribles, à de longs efforts patients et persévérants, et cela contre les Dieux, les Césars et les Tribuns.

Tout compte fait, le bilan de plus d'un siècle de luttes prolétariennes n'est pas négatif. Les travailleurs ont obtenu une amélioration sensible de leur sort même s'ils n'ont pas fait leur révolution. Ils ont en mains une arme bien forgée par leurs aînés : le syndicat. Ils n'ont qu'à s'en servir intelligemment. Les leçons du passé leur montrent que leur avenir dépend d'eux-mêmes.

L'erreur, si erreur il y a, c'est d'avoir cru et de croire qu'un prolétaire est par définition un révolutionnaire, alors qu'il n'avait, qu'il n'a souvent qu'une âme d'esclave, de valet et qu'un cerveau, disons le mot, de parfait crétin. De ce côté, je suis complètement d'accord avec Regany et Vallet-Sanglier. En vérité, les travailleurs syndiqués ou non donnent l'impression de constituer dans leur ensemble une masse de crabes se disputant les moyens de consommer. On ne peut pas dire qu'ils retournent à leur vomissement, puisque, selon la forte expression de Vallet, ils ont le ventre vide. Non, ils vont aux vomissements de la bourgeoisie : observez-les, écoutez-les, lisez-les, voyez-les agir. Ils sont nationalistes, patriotes au sens stupide du mot, particularistes, corporatistes, etc. Plus ils sont à gauche et plus ils sont contre toute mesure qui tend à limiter et à détruire le pouvoir des Etats-nations, ils sont contre le libre échange, contre l'immigration ; pour eux, il y a l'ouvrier français, l'ouvrier anglais, l'ouvrier italien, etc., le charbon est français, anglais, américain ou allemand ; ils ne connaissent que leur entreprise, leur usine, leur champ, leur blé, leur sucre, leur vin ; ils veulent vendre cher et acheter bon marché ; des prix justes, des prix garantis, etc. Que crève le voisin ou l'étranger, pourvu que je m'empiffre ! Les bourgeois, ceux qui ont hérité de l'intelligence et de certaines vertus de leurs ancêtres, ont, il y a déjà longtemps, compris que l'ère des patries, des nations était finie et ils essayent d'unifier le monde bien entendu dans le sens de leurs intérêts ; on ne peut tout de même pas leur demander de faire la révolution prolétarienne. C'est malgré tout un bien triste paradoxe de constater que ce sont de grands bourgeois comme Churchill, Schuman, le comte Sforza qui sont à la tête d'un mouvement qui tend à créer une économie mondiale et à mettre sur pied un commencement d'unité politique internationale.

Encore une remarque avant de terminer. Je crois qu'une lacune existe dans notre revue. Les questions économiques n'occupent pas une place suffisante.

Louzon — qu'il me pardonne mon jugement, car je connais sa modestie — est pour nous le Karl Marx de l'économie moderne. Mais ce n'est pas une raison pour que seul, ou à peu près, il assure à la « R.P. » les rubriques concernant l'économie. Les lettres de Régany et de Vallet-Sanglier, et à ma connaissance certains autres lecteurs de notre revue ne partagent pas toujours son point de vue. Il faut que l'avis de ces camarades se fasse connaître et que de larges discussions s'établissent. Les problèmes économiques priment tout aujourd'hui. Ils dominent les questions sociales, politiques et même syndicales. Toute la politique et avec elle tout le mouvement syndical sont influencés par le sens qui sera donné au mouvement économique. Le syndicalisme plus que toute autre doctrine a son mot à dire là-dessus. Prix, salaires, échanges, monnaie, marche des entreprises, nationalisations, crédit, investissements, liberté ou dirigisme, etc., doivent intéresser au premier chef tout syndicaliste qui a encore la faculté de penser, de juger, d'agir et plus particulièrement le militant qui a la lourde responsabilité de faire l'éducation et de documenter les syndiqués. Si précisément la *Révolution prolétarienne* veut justifier son titre, elle se doit d'ouvrir ses colonnes à de larges discussions concernant l'économie, car ne l'oublions pas, il n'y a de révolution que s'il y a changement dans la manière de produire et de distribuer.

J. FONTAINE.

Un des derniers vestiges...

Je suis assez surpris qu'après de si longues années de parution sans aucune objection, un certain nombre de camarades se réclamant du syndicalisme révolutionnaire affirment aujourd'hui que le titre ne correspond plus à rien. Pour certains, le changement de titre devient une obligation. D'autres voudraient le faire suivre d'un sous-titre plus anodin. Aux uns et aux autres, les arguments ne manquent pas. Certains penchent vers un « parti républicain syndicaliste ». D'autres voudraient remplacer la « R.P. » par une revue commune à toutes sortes de groupements. D'autres encore saisissent le prétexte pour reprocher à la rédaction son orientation vers F.O. et le soutien du plan Marshall.

Pour moi, je ne partage pas le point de vue et l'orientation prise par certains camarades de la rédaction — mais je ne pense pas que cela suffise pour demander le changement ou la modification du titre.

Les difficultés ne viennent pas du titre de la revue, elles sont le résultat de plus de dix ans de politique nationaliste et chauvine des dirigeants de toutes les Centrales, et même de certains « syndicalistes révolutionnaires ». Oubliés, déjà, les sacrifices des deux guerres ! Oubliées les deux révolutions, 1917 Russie, 1936 Espagne. Finis, le rapprochement des peuples, la défense des peuples opprimés ! Chacun prend place dans l'un des deux camps, en attendant d'être une fois de plus un « résistant ». Que nous sommes loin de l'antimilitarisme du passé !

Peut-être la « R.P. » n'apporte pas assez d'élan révolutionnaire aux camarades qui la lisent, peut-être ne reflète-t-elle pas assez ce que les uns et les autres pensent des problèmes actuels, pas seulement au point de vue national, mais européen et mondial. Peut-être ne définit-elle pas assez les questions revendicatives, les problèmes des salaires, du pouvoir d'achat, etc. Il faut qu'elle donne les études indispensables aux militants que chaque centrale écarte volontairement, notamment sur le rôle du mouvement syndicaliste dans le passé.

C'est pour ces simples raisons que je considère que la revue doit être maintenue. Elle est indispensable. Elle est et doit rester la liaison constante de tous les syndicalistes révolutionnaires.

Quant à son titre, il est un des derniers vestiges de ce qui reste peut-être de révolutionnaire dans notre pays : Sachons le conserver.

G. CH.,
ouvrier métallurgiste.

Pour une « Ligue des partisans syndicalistes »

REACTIONS

Voici donc pour la première fois de leur vie Monatte, Finidori et Louzon ministrables. Ils me doivent une fière chandelle. J'ai préconisé le nouveau parti. Les inimitiés du « Combat syndicaliste » et les méfaits de la typographie moderne ont accompli le reste de la tâche.

Le reproche essentiel que l'on peut formuler à l'égard des rédacteurs du « Combat » — qui ont bien le droit — si ça leur chante — de ne pas m'aimer sans me connaître — c'est qu'ils se sont laissés gagner par une épidémie moderne généralisée. Les artifices des mises en pages ont fait contracter aux lecteurs l'habitude de ne parcourir que les titres des journaux sans vérifier sérieusement le rapport exact entre les titres et le contenu. Il est encore quelques publications qu'on ne lit pas comme les feuilles à gros titres, en trois

minutes dans le métro. La « R. P. » en est. C'est tout à son honneur.

Qu'on m'entende bien. Je ne plaide pas non-coupable. Comme le dit si bien et si fraternellement le cuisinier de la « R.P. », le problème du rassemblement syndicaliste révolutionnaire est un des problèmes importants du moment. Bien des points, dans ma solution ou celle de Lacarce pourraient être discutés. Bien des points le seront sans doute aussi dans celle que préconisera le noyau de la « R.P. ». Mais qu'il soit nécessaire de trouver des solutions aux problèmes importants du moment, c'est cela qui est indiscutable.

Je ne plaide pas non coupable. Si je n'ai jamais eu dans l'esprit la vision d'un nouveau « parti politique », il ne s'agissait cependant pas de ma part d'un simple manquement inconscient au vocabulaire consacré.

Au groupe S.I.A., avant guerre, j'ai entendu un anarchiste lyonnais du nom de Lavorel, que j'ai maintenant perdu de vue, développer d'intéressante façon les différentes manières de donner à cette organisation une structure plus conséquente. Solidarité internationale antifasciste (S.I.A.) était un de ces impensables rassemblements qui ont la chance d'être réalités quand on les croit encore irréalisables. « **Si les anarchistes, disait** à peu près **Lavorel, doivent être vraiment des hommes sans parti c'est dans la mesure même où, rejetant toute formation politicienne qui prend la forme d'un aggloméré d'électeurs ou d'une machine totalitaire, ils sont plus capables d'unir leurs efforts pour les rendre plus efficaces, grâce à une réelle organisation de partisans, de ces partisans qu'ils doivent être dans le sens le plus entier et le plus passionné du terme.** » Dans mon esprit il ne s'agissait nullement de transformer en députés ou en ministres les camarades de la « R.P. », mais d'une différenciation comparable à celle qu'établissait Lavorel. Dans mon esprit il s'agissait de différenciation entre une effective **ligue de partisans** et **de propagandistes syndicalistes** et une association publiant une revue syndicaliste pour excellents amis abonnés que le plus cordial et le plus zélé des facteurs visitant à domicile (voir « Entre nous », « R.P. » n° 340, juin 1950) ne suffit pas à unir pour des luttes réelles. Il paraît définitivement admis entre syndicalistes révolutionnaires que le syndicalisme révolutionnaire doit à la bienséance d'être un vaincu définitif. Remettre la chose en question est quasi sacrilège.

Nous connaissons le mécanisme de cette conception :

Article 1. — Tout salarié est syndicable, quelles que soient ses opinions politiques, philosophiques ou religieuses.

Article 2. — Tout salarié aux convictions extra-syndicales suffisamment solides est automatiquement organisé en fonction de son appartenance extra syndicale et d'autant plus épaulé qu'il est plus actif pour travailler à orienter autant que possible le syndicat dans le sens de ses convictions et de son organisation extra-syndicale.

Article 3. — **Le partisan syndicaliste doit, lui, pour rester pur, se défendre, lutter et travailler avec rien...**

Je sais que les seuls clairons de la pensée firent tomber les murailles de Jéricho, mais les murailles sont devenues, à notre époque, terriblement dures d'oreilles.

Mon ami cuisinier n'a pas, quant à lui, jugé utile de m'enfermer dans la rubrique protectrice de la « tribune libre » pour le seul fait que j'appelais « parti » dans une revue ce que cette revue a coutume d'appeler « ligue » au verso de chacune de ses douze couvertures bleues annuelles.

Si je me reporte d'une part à cette couverture, d'autre part à l'article du cuisinier qui acceptera bien cette innocente et amicale boutade il me paraît désormais que deux conditions sont, sinon suffisantes, du moins nécessaires pour qu'une **ligue syndicaliste** ait droit de cité intégral dans la tribune libre sans soupape de sûreté complémentaire qu'est la « R.P. » elle-même.

Première condition : Il faut que cette ligue travaille à la renaissance du syndicalisme révolutionnaire, défende l'indépendance du syndicalisme, participe à l'œuvre d'éducation syndicale, lutte contre le chauvinisme, rebâtisse une internationale neuve, maintienne vivants les principes de la première.

Deuxième condition : Pour que cette ligue rappelle sans relâche les triples fondations nécessaires à toute cette formidable construction, il faut que cette ligue n'existe pas...

OBSTACLES

Les obstacles sont certes nombreux qui s'opposent à l'existence d'une telle ligue et mes camarades m'en font toucher du doigt quelques-uns. C'est cela qui est le plus intéressant. Quelles que soient mes illusions je me doutais bien un peu de l'existence de ces obstacles mais les définir avec plus de précision entre dans les attributions de la « R.P. ». Meiller m'oppose l'argument le plus fort et le plus profond. Ce responsable C.N.T. ne m'a pas cru, quant à lui, piqué de la tarentule politicienne. Il a posé le problème sur ses pieds. Il a bien vu qu'il s'agissait d'une ligue comparable à la F.A.I. et non d'un nouveau P.C. « **Mais ! demande-t-il. En sommes-nous capables ?** » Tout est là en effet. Ne nous contentons pas de dénoncer l'incapacité du voisin. La nôtre lui ressemble étrangement. Nous le verrons tout à l'heure. Pour avoir une « F.A.I. » ou une « Ligue syndicaliste » comparables à celle de nos camarades d'Espagne il faut être placé dans les mêmes conditions économiques, psychologiques et morales. On a l'impression que le pays qui posséda la C.N.T.-F.A.I. était naturellement syndicaliste comme les peuples russe, allemand, ou nègre sont naturellement musiciens. Si nous avions été identiques à nos camarades d'Espagne et placés dans les mêmes conditions qu'eux nous aurions nous aussi notre F.A.I. et notre ligue syndicaliste et notre foi, toute différente de celle de la C.F.T.C. ou de la C.G.T. (entendons-nous bien) aurait été matérialisée en France comme en Espagne. Tu as cent fois raison, Meiller !

Mais n'est-ce pas le propre de l'homme et du révolutionnaire que de s'efforcer de créer artificiellement les armes dont il n'est pas naturellement doté ?

Tu es d'ailleurs d'accord avec moi pour qu'on ne se contente pas de lire la « R.P. » ? Te contentes-tu même des réunions de cercles d'études ? Non bien sûr.

Le cuisinier de la « R.P. » me dit aussi que si le rassemblement n'est pas c'est qu'il ne peut pas être ! Peut-être sait-il que les contacts sont aussi impossibles avec l'un quelconque des groupements que j'ai cités qu'avec le « Combat syndicaliste » lui-même.

Le sectarisme intransigeant paraît pour les révolutionnaires libres de toute obédience leur vertu première et la condition même de leur liberté. Cela aussi est malheureusement exact. Mais si c'est définitif serais-je le seul à « perdre mes illusions » ?

SUGGESTIONS PRATIQUES

Sans doute parce que je crois aussi au syndicalisme autant qu'à la liberté et à la liberté autant qu'au syndicalisme, je ne me tiens pas pour battu !

Est-il impossible, Meiller, d'avoir une étude sur le fonctionnement et les statuts de la F.A.I. et de savoir comment le groupe d'affinité en était la cellule de base essentielle ? Cela nous serait peut-être utile ? Tu peux nous le découvrir !

Est-il certain, ami cuisinier, qu'aucun des groupements que j'ai cités ne peut nous apporter son aide ?

Il est certainement des conditions et des milieux que je connais mal. Je vais essayer de penser à ceux que je connais bien pour me demander avec vous si nous y avons réalisé tout ce qui est réalisable.

Quand Louzon a tenté de lancer la campagne contre la guerre d'Indochine il s'est adressé au R.D.R. Quelles raisons donnait-il pour ce choix ?

— Le R.D.R., disait-il à peu près, **possède ce que nous n'avons pas pour créer un climat favorable à une propagande et à une action :**

1° un embryon au moins d'organisation nationale,

2° des rapports avec des quotidiens,

3° une feuille hebdomadaire,

4° des orateurs, écrivains et artistes aux talents reconnus.

N'est-il pas vrai également qu'un révolutionnaire doit être un encyclopédiste adapté à son époque et

qu'il lui manque ces multiples antennes dont avaient su se doter les encyclopédistes révolutionnaires de la bourgeoisie ? N'est-il pas vrai qu'autour de tout courant vivant, cet encyclopédisme se crée presque naturellement ? Nous l'avions constaté à S.I.A. où le prestige de la révolution syndicaliste espagnole même vaincue avait rassemblé des personnalités qui ouvraient les horizons du journal vers les domaines humains les plus divers. Pourquoi en passant, la culture du militant ouvrier se limiterait-elle à la capacité de jugement sur le document sociologique écrit ou le livre quand le disque, la radio et le cinéma sont les moyens d'expression mêmes de notre époque ?

Pourquoi ne serait-elle pas ouverte également aux sciences apparemment extra-sociales, aux arts, aux esthétiques et aux éthiques comme le demandent Regany, Vallet-Sanglier ou Louis Simon ?

L'encyclopédisme révolutionnaire pourrait peut-être débuter par l'adjonction à la « R.P. » d'une simple **tribune libre** supplémentaire où nous inviterions, à tour de rôle, ou côte à côte, suivant la place plus large que nous pourrions peut-être acquérir en nous ouvrant en même temps qu'à d'autres problèmes à un public plus vaste, les Sartre, les Breton, les Jean Rostand, les René Huygues, les Cassou, les Einstein et même, pourquoi pas, nos camarades du « Combat syndicaliste ».

Une telle tribune s'appellerait : **La voix des autres !** Echos et multiples aspects du combat de la liberté !

Le « Canard enchaîné » lui-même — je ne plaisante pas — y aurait souvent sa place.

Les contacts que nous essayerions de nouer ainsi pourraient nous donner peut-être, dans des cas décisifs, l'aide générale qu'a tenté d'apporter le R.D.R. à l'initiative anticolonialiste de Louzon. Ils pourraient nous aider à lancer ces publications de combat que je préconisais dans un numéro précédent (numéros spéciaux, tracts, affiches, tracts surtout)... peut-être même à la création d'un quotidien de petit format comparable au « Tanjug » des Yougoslaves... **Devant les mastodontes la parade normale est celle de la transformation en infiniment petit.** Cet essaim de feuillets quotidiens fournirait sous forme de munitions **immédiatement utilisables** les informations essentielles. Ce serait « **l'arsenal du militant** » par excellence.

Il est impossible d'organiser une ligue syndicaliste qui soit l'émanation d'un rassemblement ? Organisons un embryon de ligue syndicaliste par nos propres moyens. En faisant la démonstration de sa vitalité elle deviendra apte à rassembler. Le rassemblement sera l'aboutissement au lieu d'être le point de départ.

C'est Jacques Boissel, des instituteurs de l'Ardèche qui me fournira à propos de ma corporation un autre exemple d'expérience pratique immédiatement réalisable et me permettra de conclure.

L'enseignement possède sa « **ligue de partisans syndicalistes** » : « L'Ecole Emancipée ». On trouve dans ses réunions d'amis les éléments les plus disparates. J'y ai même côtoyé des défenseurs du rapport moral du S.N.I. ! des adversaires de l'unité d'action [**qui, comme Meiller, la confondent avec un « double jeu démagogique » et ne se rendent pas compte qu'à l'heure actuelle une organisation syndicale ne peut avoir de capacité d'action si elle n'est pas apte à réaliser sans être débordée l'unité d'action (problème à revoir)**]. On y trouve des pacifistes et des internationalistes (**ils savent les uns et les autres que ce n'est pas la même chose**). On s'y occupe des problèmes les plus divers, de la sexualité à la révolution yougoslave. Certains éléments dominent mais n'imposent pas de consigne. Est-ce de leur faute s'ils dominent là où d'autres ne veulent pas entrer ? Et pourquoi ne veulent-ils pas entrer ? — là est le mystère. J'y ai même rencontré des partisans F.O. Ils ont droit de parole comme les autres. Devant une organisation qui est **actuellement (je ne peux dire ce qu'elle fut)** un aggloméré de tendances à l'éventail suffisamment large, on se demande pourquoi il est nécessaire d'en créer une nouvelle qui se proposerait les mêmes buts, aurait le même fonctionnement et une composition comparable ? Je suis moi-même un membre de « l'Ecole Emancipée » et ne suis pas souvent d'accord avec les tactiques de ses leaders. Je ne dirai pas par exemple comme mes camarades Issartel et Duthel qu'un vote sur un rapport moral **est un vote d'orientation** et que nous devrions dire « non ! » à un bureau syndical qui, respectueux de la démocratie, aurait appliqué les décisions du congrès de son organisation. Je ne dirai pas avec eux que le bureau de notre S.N.I. n'a pas appliqué les décisions de congrès pour la seule raison qu'on ne peut pas les appliquer toutes et je reprendrai ces seuls exemples : des commissions de travail ont été installées et n'ont pas fonctionné. Un cartel d'unité d'action contre la guerre a été accepté par le C.C.N. de la C.G.T.F.O. au moment même où le S.N.I. le lui demandait et le S.N.I. **n'a rien fait de cette acceptation. N'est-ce pas, Hagnauer ?** Et dans la mesure même où Duthel et Yvonne Issartel préconisent pour le bureau la nécessité de parler haut « dans les sommets » pour aider à susciter les courants à la base, ce qui est exact pour un bureau majoritaire l'est pour des représentants de minorité, aussi la tactique de la discrétion voisine du mutisme au cours de toute une année dans une commission administrative syndicale nationale où tous les courants doivent se faire entendre, cela me paraît une façon curieuse de développer l'activité d'une minorité. Je peux dire cela de « l'Ecole Emancipée » sans en être exclu. La liberté de penser et de parler n'y est-elle pas encore suffisante ?

J'en conclus que le jour où Franc et Thevenon comme Paul ou Jacques Boissel préconiseront non une nouvelle « Action syndicaliste » mais un rassemblement général des anciens de « l'Action syndicaliste » au sein de « l'Ecole Emancipée », ils auront lancé un mot d'ordre beaucoup plus réaliste.

Le jour où ne se contentant pas de cela ils auront par exemple demandé à la « R.P. » les fiches des abonnés professeurs ou instituteurs et fouillé leurs vieilles collections d'adresses pour retrouver partout leurs camarades et leur demander d'entrer comme eux, et avec eux, dans chaque département à « l'Ecole Emancipée » pour participer à sa vie, **à sa rédaction et à la détermination de son orientation**, ils auront effectivement réalisé avec « l'Ecole Emancipée » l'intégrale « **ligue des partisans syndicalistes de l'Enseignement** ».

...Je sais qu'entre amis de l'E.E. et amis de la « R.P. » il est de bonne tradition de se regarder en chiens de faïence fiers de leurs virginités respectives, et cela bien que — ô profondeur du mystère qui préside à la solidité des persévérances des spécialistes doctrinaires — les abonnés et amis enseignants de l'une et l'autre revue soient généralement les mêmes.

Pour ceux qui de part et d'autre ne sont intégralement fidèles qu'à un seul des deux groupements pourquoi ne serait-il pas possible qu'ils se disent :

« **L'esprit de la « Révolution prolétarienne » entrera chez nous, mais notre esprit entrera à la « Révolution prolétarienne » — et ceci ne se fera pas par osmose spirituelle mais par collaboration effective.** »

Effectif, efficace, réalisable donc réalisé !... Tels sont en effet les maîtres mots que nous devrions retourner dans notre bouche jusqu'à ce que, perdant cette enveloppe de chewing-gum imperméable dont les a dotés l'habitude, ils nous brûlent à nouveau la langue.

Jean DUPERRAY.

Autres avis

J'approuve le changement de titre de notre revue, pour en faciliter la diffusion, et augmenter le nombre de ses rédacteurs, bien trop souvent les mêmes.

André PEYRON.

Bravo pour la loyauté qui vous fait publier la lettre de Regany ! Non, votre titre n'est pas absurde ; mais ce n'est pas la peur du concierge et du facteur qui explique le désir de Regany et d'autres lecteurs. Vous pouvez reconnaître, simplement, que votre titre ne correspond plus aux possibilités actuelles.

Un ami de Clermont-Ferrand.

Renaissance du Syndicalisme

Le congrès des postiers syndicalistes

La Fédération syndicaliste des Travailleurs des P.T.T. — fille de la vieille Fédération postale — a tenu son deuxième congrès national à Paris, salle de la Mutualité, les 20, 21, 22 et 23 juin dernier.

Nous ne dirons rien, ici, des nombreuses et très importantes questions professionnelles qui furent traitées durant ces assises, et particulièrement en réunions de secrétariats professionnels. La Fédération syndicaliste — et certains, dont nous sommes, le regrettent — n'a pas la structure de la Fédération postale d'avant-guerre. Les « secrétariats professionnels » ont remplacé les grands syndicats nationaux sans posséder leur autonomie. Il s'ensuit un enchevêtrement d'initiatives, d'activités et de responsabilités diverses naturellement inextricable. Par un paradoxe qui, dans le monde d'aujourd'hui n'a rien d'insolite, il se trouve que la Fédération syndicaliste constituée, il y a deux ans, à Suresnes, au cours de batailles épiques, en opposition au Syndicat unique, fonctionne, en fait, en syndicat unique ! Et lorsqu'on sait que l'administration des P.T.T. est en train de devenir une énorme armée du Mexique disposant de trois chefs pour un agent d'exécution, on est en droit d'éprouver quelque inquiétude pour l'avenir du syndicalisme. Mais ceci pose un grave problème que nous aurons sans doute à examiner dans les mois qui viennent.

⁂

Les sujets généraux portés à l'ordre du jour du congrès étaient vastes :

« Statut des fonctionnaires », « Autonomie financière et de gestion », « Economie capitaliste et économie distributive », « Sécurité sociale », « Orientation syndicale » : tous ces problèmes firent l'objet de solides rapports et d'intéressants débats.

Les postiers pensent notamment, et ils ont raison, que le « Statut des fonctionnaires » doit être combattu avec une vigueur croissante et que tous les agents de la fonction publique ont le devoir de se joindre à eux afin d'amplifier la lutte entreprise. Espérons qu'ils seront entendus sur ce point précis ! Le Statut totalitaire, le Statut-carcan de M. Maurice Thorez doit être sinon abattu du moins « amendé » dans la mesure du possible. Nous écrivons : « du possible », car nous estimons, quant à nous, que lorsque les fondations d'une bâtisse sont pourries, c'est à celles-ci qu'il convient de s'attaquer sans désemparer. Le reste n'est que palliatifs plus ou moins efficaces (ou inefficaces), en tout cas ressortissant à la seule bonne volonté ou au seul caprice du pouvoir politique. Or il est certain que dans le domaine de la fonction publique — comme dans beaucoup d'autres — tant que ce « pouvoir politique », fait d'arbitraire et de fantaisie, n'aura pas été réduit à néant, les exigences de la justice et de la raison resteront insatisfaites.

⁂

Les postiers plus que quiconque ont le droit de tenir un tel langage. Ils ont été à une rude école. Au lendemain de la libération ils se sont vu voler leurs syndicats. Leurs meilleurs militants ont été calomniés, traqués, emprisonnés. Fronty, notre cher Fronty — « Force ouvrière » le rappelait l'autre jour — en est mort. Mais que faisaient donc à ce moment-là les actuels dirigeants de Force Ouvrière ? Ils hurlaient avec les loups ou laissaient faire. Par crainte, par veulerie, par ambition ? Mieux : ils paradaient en compagnie d'individus qu'ils avaient qualifiés en 1939 de traîtres à leur pays, de traîtres au syndicalisme, de traîtres à la République et dénoncés comme tels aux pouvoirs publics et à la classe ouvrière !

Aujourd'hui ces mêmes dirigeants reprennent leurs anciennes condamnations et dissertent fort éloquemment, devant les postiers assemblés, sur le « minimum vital ». Ils feraient beaucoup mieux de nous expliquer, avec un peu moins d'éloquence, mais un peu plus de précision, ce qu'il faut entendre, dans le mouvement syndical, par « minimum de moralité »...

Car — il faut bien le dire — c'est en retrouvant son âme que le syndicalisme reprendra corps et vitalité. Si tant de militants d'avant guerre ont abandonné l'action syndicale, c'est qu'ils ne se sentaient pas à l'aise dans les organisations « issues de la Résistance ». On nous dira qu'il s'agit uniquement ici de querelles de générations. Nous en doutons fort ! La propreté, l'équité, le courage n'ont rien à voir avec les générations. Le syndicalisme n'est pas une carrière ! Il n'a que faire d'éminences grises, d'aventuriers et des « personnages indispensables ». Ce dont il a besoin, ce n'est pas de surhommes, mais d'hommes sûrs. On ne bâtira pas la cité nouvelle avec des matériaux pourris. Et pour cela, il importe, au premier chef, de redonner leur place aux valeurs morales, lesquelles sont seules susceptibles de donner son plein et véritable sens à la lutte pour le « bien-être et la liberté ».

⁂

Cette lutte traditionnelle du mouvement syndical français, le congrès a d'ailleurs tenu à la rappeler avec force dans la résolution terminale suivante :

La Fédération Syndicaliste des travailleurs des P.T.T. réaffirme son inébranlable attachement aux mots d'ordre traditionnels du syndicalisme français : Bien-être, Liberté, Paix, et à son originalité l'indépendance absolue à l'égard de toutes formations politiques ou confessionnelles,

— indique que cette indépendance exige l'engagement de l'organisation dans la lutte pour la laïcité.

— Proclame sa volonté de rechercher avec une patience résolue et compréhensive le rassemblement de toutes les forces syndicalistes tant sur le plan fédéral que sur le plan confédéral.

Sur le plan fédéral l'unité suppose que soit mis un terme au malaise créé par la double appartenance à la Fédération Syndicaliste et à des formations corporatives, amicales ou Comités de défense.

Sur le plan confédéral le plus grand rassemblement syndicaliste exige des initiatives généreuses et hardies de la C.G.T.-F.O. pour créer un climat moral et sentimental indispensable à l'ouverture de conversations fructueuses en ce qui concerne notamment l'amnistie et l'abrogation de l'ordonnance d'Alger sur l'épuration syndicale.

Le regroupement des forces syndicalistes permettra une action plus vigoureuse, plus décisive en faveur des revendications ouvrières.

Parmi ces revendications celles qui intéressent le plus directement les postiers :

— Amélioration du sort des petites catégories et des débutants.

— Reclassement.

— Revalorisation.

Le bureau fédéral reçoit le mandat d'en poursuivre activement la réalisation.

Pour assurer le succès de l'action de la défense des intérêts professionnels, la Fédération Syndicaliste ne renonce à aucun des moyens habituels dont disposent les syndicats et en particulier à la grève, que ce droit soit accordé, refusé ou réglementé.

La Fédération Syndicaliste rappelle son attachement à la liberté, condition primordiale du plein épanouissement de la personnalité.

La Fédération Syndicaliste ne perd pas de vue les dangers que font courir aux libertés ouvrières les forces de réaction, elle dénonce le totalitarisme stalinien comme le danger le plus grave, le plus direct qui menace les libertés humaines.

Le Congrès réaffirme solennellement son attachement à la paix et sa confiance dans l'efficacité des efforts que pourraient entreprendre tous les hommes d'un monde menacé par la guerre.

Dans le domaine de l'action pratique et immédiate, le Congrès déclare que l'organisation fédérale de l'Europe avec la collaboration des forces ouvrières constituerait le premier et indispenble élément d'une Confédération Mondiale pacifique.

En terminant ses travaux, le Congrès exprime sa foi dans la destinée du Syndicalisme et appelle à rejoindre la Fédération Syndicaliste tous les Travailleurs des P.T.T. soucieux de s'élever au bonheur par la paix, la justice, la liberté et le bien-être.

Cette motion, qui se passe de tout commentaire et dont l'importance n'échappera à personne, a été adoptée à l'unanimité.

Tous les syndicalistes libres ont le droit de s'en féliciter et de s'en réjouir.

Charles SALENÇON.

L'affaire Roger Hagnauer

RAPPORT ET CONCLUSIONS DU JURY D'HONNEUR

Le jury d'honneur, institué par décision de la Fédération de l'éducation nationale, le 12 novembre 1949 pour examiner l'affaire Hagnauer a été constitué le 23 janvier 1950 comme suit :

Président : Grange (S.N.E.S.)

Membres : Tendance autonome: Poux (S.N.E.S.), Fritch (S.N.E.T.), Surrel (Professeur d'éducation physique), Chavanne (économe d'école normale), Schont (S.N.I.), Bailly (S.N.I.).

Tendance C.G.T. : Annette Pierrain (institutrice), Halbwachs (professeur collège moderne).

Tendance F.O. : Janets (S.N.E.S.), Ruff (S.N.E.S.)

Il convient de signaler :

1°) Que le camarade Bailly s'est récusé.

2°) que le camarade Halbwachs a été remplacé, pour raisons de santé par Grador, instituteur, le 18 avril 1950.

3°) Qu'Annette Pierrain n'a pas participé aux travaux du jury.

4°) Que le camarade Grador n'est pas venu aux réunions des 6, 11 et 20 mai 1950.

Le jury a tenu sept séances.

1°) Le 21 février 1950 pour fixer les méthodes de travail et demander à Hagnauer s'il acceptait la compétence du jury (Titre IV - pièce I - réponse affirmative).

2°) Le 4 mars 1950 pour délibérer sur les conditions posées par l'accusation avant toute déposition (T. IV - P. 2).

3°) Le 1er avril 1950 le même objet (T. IV - P. 3).

4°) Le 29 mai 1950 pour audition de Delanoue et de Roulon (T. IV - P.4).

5°) Le 6 mai 1950 pour audition d'Hagnauer et d'un témoin à décharge (T. IV - P.5).

6°) Le 11 mai 1950 pour audition de Senèze et Bonissel (T.IV - P. 6).

7°) Le 20 mai 1950 pour délibération et conclusions (T. IV - P. 7).

On pourrra s'étonner du long délai qui s'est écoulé entre le 23 janvier 1950, date de la formation du jury, et le 20 mai date à laquelle les conclusions ont été formulées. Ce délai est imputable d'une part à l'état de santé de l'un des principaux témoins (Roulon). D'autre part aux conditions posées par l'accusation, conditions qui ont entraîné de véritables négociations, d'où un retard appréciable. (T. I - P. 10 - 11 - 13 - 14 - 15 - 16 - 17 - 18 - 19 - 20 - 21 - 25 - 28).

Accusation :

Les accusateurs qui considèrent l'affaire Hagnauer non comme une question de personne, mais comme une question de principe ont, au cours de leur déposition, versé au dossier 4 pièces (T.2 P. 1 - 2 - 4 - 5).

1°) Un mémoire de Delanoue intitulé : Au sujet d'Hagnauer. Croit-on venue l'heure des traitres ? (T. II - P. 1).

2°) Une note sur la « Séance du syndicat des instituteurs de septembre 1944 » (T.II - P. 2).

3°) Une copie de deux notes d'Hagnauer en date de mai et juillet 1942. (T. II - P. 4).

4°) Une copie d'une lettre de M. Cognacq-Jay (T. II - P. 5).

Hagnauer est accusé :

1°) d'être entré au Secours national pendant l'occupation grâce à la protection de « renégats du mouvement syndical comme Sirolle, ex-secrétaire de la Fédération des cheminots, Guiraud, ex-secrétaire de l'U.D. de la R.P. membre du conseil national de Vichy, Perrot, ex-secrétaire de la Fédération postale, chef de cabinet du ministre de Pétain et Belin qui a signé l'acte de dissolution de la C.G.T.»

2°) d'y avoir occupé une fonction importante, un poste « à la direction ».

3°) d'avoir couvert de sa qualité d'ex-militant une politique collaborationniste et hostile à l'école publique.

4°) d'avoir « donné à ses maîtres » de telles garanties que le directeur du S. N., M. Cognacq-Jay adressait au préfet une lettre dans laquelle il demandait sa réintégration et garantissait ses sentiments pétainistes.

5°) d'être demeuré au S.N. alors qu'en mai 1942 il avait obtenu sa réintégration et cela, afin de rester fidèle à ceux qui l'avaient aidé dans les jours difficiles, c'est-à-dire « de rester loyal à l'égard des traîtres à la classe ouvrière au service de Pétain ».

En bref l'accusation considère Hagnauer comme un collaborateur, un traître au syndicalisme, qui n'a pas sa place dans les rangs d'un mouvement syndical propre.

Du reste, d'après l'accusation, cette façon de voir a été confirmée par l'attitude du bureau national des instituteurs en septembre 1944.

Défense :

Aux accusations portées contre lui Hagnauer oppose (T. IV - P. 5) :

1°) qu'il est entré au S.N. parce qu'il était presque sans ressources (suspendu en 1939) et après avoir pris l'avis de ses amis. D'ailleurs le S.N. institué en 1915, reconstitué en 1939, n'était pas une création de Vichy.

2°) qu'il n'y a pas occupé un poste de direction. D'abord simple collecteur à 350 fr. par mois, il a été finalement et simplement « Chef de groupe ».

3°) Que dans ses fonctions assez modestes, loin de servir Vichy, il a rendu service à la Résistance par exemple en soustrayant au courrier certaines lettres de dénonciation ou encore en luttant contre la politique antilaïque.

4°) Qu'il n'a jamais été réintégré.

5°) Qu'il n'a jamais été collaborateur, et que, toujours en relations avec des camarades résistants comme Bonissel, il a participé à des réunions clandestines.

Pour confirmer ses dires Hagnauer a versé au dossier de nombreux témoignages (T. III - P. 1 - 2 - 3) (ce dossier renferme 25 témoignages, pièces No 4 à 23).

Conclusions du jury

Devant ces affirmations contradictoires, le jury, écartant toutes les appréciations et jugements antérieurs étudie les pièces du dossier et procède à l'audition de témoins. Il résulte de cet examen :

1°) Que, pendant l'occupation, Hagnauer, bien qu'étant au S.N. n'a pas été considéré comme collaborateur par ses amis. En janvier 1943, à la réunion du café « Le Cluny », Bonissel a proposé Hagnauer comme membre d'un bureau clandestin en formation et ce sont d'autres raisons que celles invoquées par l'accusation qui ont fait écarter son nom (caractère assez difficile d'Hagnauer) (titre III - P.4 - T. IV - P. 6).

2°) Qu'Hagnauer était si peu attaché au nouveau régime qu'il a été l'objet d'une dénonciation de la part de la presse collaborationniste (journal «l'Appel » du 14 août 1941. T. II - P. 8).

3°) Qu'il ne faut pas donner à la séance du S.N.I. de septembre 1944 la signification que lui donne l'accusation, la conclusion de Senèze : « la cause est entendue » ne signifiant pas, de l'aveu même de Senèze : « Hagnauer a été collaborateur » mais « Hagnauer n'est pas possible », cela pour des raisons toutes différentes de celles invoquées par l'accusation (Titre IV - P. 6), étant donné que Senèze avait retenu le nom d'Hagnauer pour figurer sur la liste des membres du bureau du S.N.I.

4°) Qu'il n'a pas été réintégré en mai 1942 (T. III P. 5).

Reste enfin la lettre de M. Cognacq-Jay, président du S.N. au préfet en date du 15 janvier 1942 (Titre II - P. 5). Les termes de cette lettre peuvent en effet apparaître très significatifs. Le président du S.N. demande au préfet de mettre fin à la double suspension d'Hagnauer et d'Yvonne Hagnauer, qui ne sont, écrit-il, « ni juifs, ni francs-maçons, ni communistes » mais « simplement des Français comme il en faudrait aujourd'hui beaucoup à la France ». Cette phrase considérée comme une sorte de certificat de dévouement au gouvernement de Pétain, permet de comprendre que certains camarades ont vu là la preuve indiscutable de la culpabilité de Roger Hagnauer. L'explication que M. Cognacq-Jay a donnée à sa lettre peut écarter cette interprétation (T. III - P. 16).

M. Cognacq-Jay affirme en effet :

1°) Que la lettre n'a pas été sollicitée, mais a été de sa part un acte spontané .

2°) Qu'elle avait pour but d'éviter à Hagnauer, dont la situation semblait irrégulière, d'être frappé de mesures arbitraires ou d'arrestation.

3°) Que cette lettre n'était qu'une « démarche normale analogue à toutes celles effectuées au S. N. pour ne pas donner aux autorités allemandes l'occasion de faire des victimes ».

4°) Que cette affirmation de M. Cognacq-Jay est conforme à la vérité puisque Roger Hagnauer a été mis en cause par des articles de journaux collaborationnistes et inquiété par la police.

Dans ces conditions, et après avoir pris connaissance de nombreux témoignages certifiant qu'Hagnauer a eu pendant l'occupation une conduite exempte de tout soupçon de collaboration, qu'il a en outre rendu de réels services aux résistants, le jury d'honneur, dans sa séance du 20 mai 1950, après en avoir délibéré considère à l'unanimité des présents (8) que les pièces versées au dossier par l'accusation ne sont pas concluantes et qu'il n'y a donc pas lieu de retenir les accusations portées contre ce camarade.

QUELQUES PRECISIONS

J'ai pris connaissance des conclusions ci-dessus reproduites du jury d'honneur. Je me félicite de l'objectivité de celui-ci. Cependant le style de ces conclusions contrastant avec celui de mes accusateurs m'oblige à ajouter quelques précisions, d'ailleurs formulées brièvement dans mon intervention.

1.) *On observera que pour étayer une monstrueuse accusation, mes ennemis n'apportent* aucun *témoignage. Or, pendant l'occupation, j'ai rencontré et fréquenté des partisans communistes, des gens qui sont demeurés ou devenus partisans communistes. Que l'on n'ait pu trouver parmi eux aucun témoin à charge (certains furent des témoins favorables), voilà qui peut tempérer nos appréciations sur l'humanité stalinisée, voilà qui confirme nos appréciations sur la pauvreté misérable de l'accusation.*

2.) *La seule pièce discutée par le jury est la lettre de M. Gabriel Cognacq en faveur de notre réintégration. Il convient de joindre à cet examen les observations suivantes :*

a) *La pièce présentée par mes accusateurs n'est pas authentique, et il est impossible de la soumettre à un examen contradictoire, car il s'agit d'une copie (dont rien ne prouve qu'elle soit conforme) d'une lettre manuscrite.*

b) *Cette copie a été prise dans mon dossier (selon les déclarations de Delanoue devant le bureau du Syndicat, en septembre 1944). Il est donc établi que, pendant plusieurs jours, Delanoue et ses amis ont pu, sans* aucun *contrôle, disposer des dossiers du ministère avec la possibilité de les expurger ou... de les compléter.*

c) *Si l'on se place dans l'hypothèse invérifiable d'une copie conforme de la lettre de M. Cognacq, il apparaît contraire au droit élémentaire d'incriminer quelqu'un sur un texte dont il n'est responsable ni directement ni indirectement.*

d) *Ce texte ne fait aucune allusion au régime Pétain. De ces trois affirmations « ni juifs, ni communistes, ni maçons », appliquées à Yvonne Hagnauer et à moi, si la première est partiellement inexacte, les deux autres sont exactes mais n'impliquent nullement — même dans l'esprit de M. Cognacq — l'adhésion à la collaboration ou au vichysme. On pouvait être résistant, sans être communiste ou maçon. On pouvait être communiste et collaborateur avec les Allemands (au moins jusqu'en juin 1941). Le gouvernement communiste de Moscou a reconnu le gouvernement de Pétain. On pouvait être maçon et adhérer au parti de Déat. Tous les communistes et tous les maçons n'ont pas été, comme moi, suspendus de leurs fonctions jusqu'à la Libération. Des maçons ont été réintégrés par Abel Bonnard. Je ne leur en fais pas grief. Mais en quoi sont-ils plus honorables qu'un homme qui n'a jamais été réintégré par Vichy, qui lors de la Libération, était exilé et proscrit ? (je précise d'ailleurs que parmi les témoins que j'ai cités, figurent des maçons qui furent et demeurèrent victimes de l'arbitraire de Vichy).*

Par opposition à mes accusateurs, je n'ai soumis au jury que des témoignages et documents rigoureusement authentiques. Le jury n'a pas cru devoir faire allusion à la chaleur des marques de confiance et d'amitié de camarades dont l'autorité morale n'est pas contestée. Il appartient sans doute à la commission exécutive de la Fédération autonome de sanctionner cette affaire et de préciser quelles sont les garanties accordées à un militant syndicaliste, dont la liberté d'expression, la réputation et l'honneur ne peuvent dépendre des « diktats » de partisans haineux. Il ne s'agit pas en effet d'une question de personne. Il s'agit du respect d'un principe dont dépend en fin de compte l'unité de la Fédération autonome.

R. H.

A TOUS NOS AMIS DE L'ENSEIGNEMENT

Nous envisageons une réunion amicale, privée, de tous les amis de la R. P. qui se trouveront à Paris, lors du congrès du Syndicat National des Instituteurs. Nous pourrons discuter, franchement, librement et cordialement de tous les problèmes d'orientation syndicale.

Il convient donc à chacun de ceux qui approuvent cette proposition de prendre contact avec nous, de nous faire connaître la date de leur arrivée à Paris et leur adresse pendant leur séjour.

Ecrire à R. Hagnauer à la R. P. ou à son adresse personnelle : 14, rue Croix-Bosset, Sèvres (Seine et Oise).

ENTRE NOUS

Un peu de logique s.v.p.

Dans ce numéro, nous achevons de publier toute la copie que nos amis nous ont envoyée après la publication de la lettre de Regany : « Notre titre est-il absurde ? »

Tout ce que nous avons reçu a été inséré, sans coupures, sans tri, et même, autant que possible, dans l'ordre où nous l'avons reçu.

Existe-t-il une autre publication du même genre capable de consacrer autant de place à une discussion qui met en cause sa rédaction, son orientation, son titre, et jusqu'à son existence même ?

Nous n'en connaissons point.

Il nous semble que nos amis devraient tirer une conclusion de ce simple fait :

— Puisque la « R.P. » est, en son genre, une exception, qui tranche sur l'ensemble de la presse, alors, n'hésitons pas à prendre un peu de notre temps pour lui recruter de nouveaux abonnés. »

Voilà ce qu'ils pourraient se dire.

Ce serait la logique même !

***

Pas encore de « Carnet du Sauvage » ce mois-ci. Pierre Monatte, toujours souffrant, est au repos complet, sur l'ordre de son « toubib » qui lui a prescrit un traitement rigoureux et, espérons-le, efficace.

Comble de malchance, Mme Monatte a été renversée, le dimanche 2 juillet, par un motocycliste maladroit. Atteinte d'une fracture au genou, elle est à l'hôpital, dans le plâtre pour deux mois. Au nom de tous les amis de la R.P., nous lui adressons des souhaits sincères de complet rétablissement.

***

Par suite d'une chute malencontreuse, notre ami Dambourgès, receveur des P.T.T. dans les Pyrénées-Orientales, a dû subir l'amputation d'une jambe. Nous espérons qu'il pourra néanmoins continuer son travail, et lui envoyons notre salut fraternel.

***

Nous avons appris avec peine la mort de notre camarade Noël-Poirier, de Haute-Savoie. Jusqu'à ses derniers instants, il nous avait consacré une partie de son activité.

***

Autre disparition à déplorer : le docteur Mignon, militant chevronné, abonné fidèle, décédé voici plusieurs mois.

FAITS et DOCUMENTS

LES FAITS DU MOIS

DIMANCHE 4 JUIN. — Elections **japonaises** qui donnent la majorité aux libéraux.

MARDI 6 JUIN. — M. Trygve-Lie, **secrétaire général des Nations-Unies**, soumet à tous les pays un memorandum contenant « dix points pour la paix ».

JEUDI 8 JUIN. — Elections des Administrateurs des **Caisses de Sécurité Sociale.**

LUNDI 12 JUIN. — Manifeste du **Labour Party** contre l'idée du plan Schuman.

MARDI 13 JUIN. — Le Parlement général **de Bonn** proteste contre les accords germano-polonais.

Signature à Moscou d'un accord commercial entre l'**U.R.S.S.** et la **Finlande.**

MERCREDI 14 JUIN. — Demany, vieux militant, est exclu du **parti communiste belge.**

A Bonn la **Diète fédérale** se prononce en faveur de l'entrée de l'Allemagne Occidentale au Conseil de l'Europe.

JEUDI 15 JUIN: — Pour la seconde fois en 48 heures un avion de transport **Saïgon-Paris** s'écrase au sol.

VENDREDI 16 JUIN. — Conférence **socialiste** à Londres sur le plan Schuman.

DIMANCHE 18 JUIN. — Elections dans l'Etat de **Phin-Westphalie** : léger recul des chrétiens démocrates, légère avance des socialistes, forte avance des libéraux, chute verticale des communistes.

MARDI 20 JUIN: — Conférence au Quai d'Orsay sur le **pool charbon-acier.**

MERCREDI 21 JUIN. — Mise à la retraite des généraux **Revers** et **Mast:**

L'Union internationale contre le racisme refuse de signer **l'appel de Stockholm.**

SAMEDI 24 JUIN. — Le cabinet **Bidault** est renversé.

DIMANCHE 25 JUIN. — Les troupes de la **Corée du Nord** envahissent la Corée du Sud.

LUNDI 26 JUIN. — Le conseil de sécurité des **Nations Unies** ordonne aux deux parties coréennes de cesser le feu.

MARDI 27 JUIN: — Le gouvernement **Attlee** l'emporte dans le débat sur le plan Schuman.

Les **Etats-Unis** décident d'apporter une assistance armée à la Corée du Sud. Le Conseil de Sécurité approuve la décision américaine.

MERCREDI 28 JUIN. — Les troupes de la Corée du Nord occupent **Séoul** ; les forces du général Mac Arthur entrent en action en Corée.

JEUDI 29 JUIN. — **L'Union Soviétique** dénonce officiellement la décision du Conseil de Sécurité.

●

Les élections à la Sécurité Sociale

Voici les chiffres officiels des élections du 8 juin pour les Conseils d'administration des caisses de sécurité sociale :

Inscrits	7.908.261	
Votants	5.503.431	
C.G.T.	2.392.067 voix	968 sièges
C.G.T.-F.O.	832.934 »	405 »
C.F.T.C.	1.172.612 »	536 »
Mutualité	609.686 »	206 »
Associations Familiales	289.903 »	33 »
Divers	206.234 »	45 »

Résultats pour la Région Parisienne :

C.G.T.	687.747 »	18 »
C.G.T.-F.O.	101.271 »	2 »
C.F.T.C.	230.459 »	6 »
Mutualité	184.857 »	5 »
Mouvements Familiaux	217.993 »	4 »
Confédération du Travail Indépendante	58.549 »	1 »
Autonomes	26.945 »	»

Résultats pour l'ensemble des départements, à l'exception de la région parisienne

C.G.T.	1.704.320 »	950 »
C.G.T.-F.O.	731.663 »	403 »
C.F.T.C.	942.153 »	530 »
Mutualité	424.829 »	201 »
Associations Familiales	71.910 »	29 »
Divers	120.740 »	44 »

Tableau comparatif des voix entre les élections de 1947 et 1950 pour l'ensemble de la France

	Pourcentage des voix 1947	1950
C. G. T.	59,27	43,5
C. G. T. - F. O.	—	15,2
C. F. T. C.	26,36	21,3
Mutualité	9,17	11,1
Associations familiales	—	5,3
Divers	5,20	3,6

Le gérant : J.-P. FINIDORI



Les Editions Polyglottes
232, rue de Charenton, Paris-12e

D'où vient l'argent ?

MOIS DE JUIN 1950

RECETTES

Abonnements		
Ordinaires	51.380	
De soutien	8.800	60.180
Souscription		5.905
Vente au numéro		4.871
Publicité		450
Total des recettes de juin		71.406
Caisse et CCP au 1.6.		281.436
		352.842

DEPENSES

Impression		
Numéro de Mai (2.300 ex.)	49.220	
Numéro de Juin (2.200 ex.) (Sur nouveau papier)	58.608	107.828
Routage, affranchissements, expéditions		9.760
Téléphone		1.449
Frais généraux		375
Total des dépenses		119.412
Solde au 30 juin 1950 :		
Caisse	11.901	
C. C. P.	221.529	233.430
Balance		352.842

MOUVEMENT DES ABONNES

Au 1er juin	1.464
Au 30 juin	1.467

LES ABONNEMENTS DE SOUTIEN

Dr Lefèvre (Puy-de-Dôme) 1.000 ; Mlle Fleuret (Haute-Loire) 1.000 ; Marc Moinet (Saigon) 1.200 ; L. D. (Paris) 1.000 ; Mlle Marquis (Paris) 1.000 ; Merlin (Paris) 2.000 ; Thevenon (Loire) 600 ; Lebedelle (Belgique) 1.000. — Total : 8.800 francs.

LA SOUSCRIPTION

Rival (Loire) 100 ; Veiller (Cantal) 20 ; E. Sauvé (Dordogne) 200 ; Caillet (Loire) 100 ; Cohen-Scali (Alpes-Maritimes) 100 ; Doogne (Paris) 100 ; G. Marc (Finistère) 100 ; M. Noe (Pyrenees-Orientales) 100 ; Mons (Seine et Oise) 100 ; M. Ghibaudo (Alpes-Maritimes) 100 ; H. Legrain (Seine et Oise) 100 ; Mme Albenque (Alger) 100 ; R. Petitjean (Seine et Oise) 100 ; Ph. Blanchet (Rhône) 100 ; L. Mondet (Drôme) 100 ; E. Lagrange (Creuse) 100 ; Mlle R. Nicolas (Finistere) 100 ; M. et Mme Maurel (Var) 100 ; A. Jouveshomme (Paris) 200 ; R. Jousselin (Deux-Sèvres) 20 ; B. Barlet (Loire) 100 ; L. Chantesais (Seine et Oise) 200 ; A. Simplet (Rhône) 100 ; Debard (Drôme) 100 ; Thevenon (Loire) 100 ; Louis Simon (Seine) 100 ; R. Plassart (Seine) 100 ; Mlle Bousset (Puy-de-Dôme) 300 ; A. Peyron (Rhône) 100 ; M. Charron (Landes) 100 ; Claude Fronty (Paris) 100 ; Brugnon (Aisne) 50 ; E. Boitard (Ille-et-Vilaine) 100 ; Lapassade (Basses-Pyrenées) 200 ; L. Venot (Paris) 300 ; J. Boyer (Loire) 100 ; Ch. Lépousé (Rhône) 100 ; Claveyrolas (Loire) 500 ; P. Desvalois (Haute-Vienne) 100 ; Delarue (Paris) 100 ; A. Charlot (Paris) 100 ; Ph. Amaré (Paris) 100 ; Aubrée (Seine) 240 ; A. Caubel (Loiret) 200 ; P. Collinot (Ille-et-Vilaine) 55 ; L. Nédelec (Seine-Inférieure) 200 ; Sistrig (Eure) 20. — Total : 5.905 frs.

●

LA VENTE AU NUMERO

Walusinski (Paris) 400 ; « Libertaire » 1.200 ; Franc (Loire) 1.400 ; Letertre (Paris) 640 ; Divers au bureau 1.231. — Total : 4.871 francs.

●

Merci à toutes et à tous !